

UNIVERSITE DE
NEUCHÂTEL

•
INSTITUT DE GEOGRAPHIE

•
Espace Louis-Agassiz 1
CH – 2001 Neuchâtel

Isabelle Schoepfer

L'évolution du discours urbain de la Banque mondiale



MEMOIRE DE MASTER
Sous la direction du Prof.
**JOËLLE SALOMON
CAVIN**

□ *Février 2010* □

SOURCES

Image : Mandril : <http://www.mandrill.ch/>

Photo : Vincent Haller

REMERCIEMENTS

Je tiens en premier lieu à adresser mes remerciements aux membres de l'Institut de Géographie de Neuchâtel, qui m'ont permis de réaliser ce travail de mémoire.

- Ma directrice de mémoire, Joëlle Salomon Cavin, pour la confiance qu'elle m'a accordée, pour sa disponibilité et son enthousiasme.
- M. Blaise Dupuis, assistant doctorant, pour son généreux investissement dans les relectures et commentaires.

Mes remerciements s'adressent également à M. Jean-Jacques Helluin, pour sa disponibilité et ses conseils avisés.

Je tiens également à exprimer toute ma gratitude à mes interlocuteurs de la Banque mondiale, qui m'ont généreusement accordé du temps pour réaliser les entretiens.

Mes remerciements chaleureux vont ensuite à mes amies Eloïse et Julie, pour leur relecture vigoureuse, ainsi qu'à mes amis Sébastien et Patrick qui m'ont prodigué d'utiles conseils.

Mein besonderer Dank richtet sich auch an meine Familie, die mich immer liebevoll unterstützt hat: herzlichen Dank an meine Mutter, meinen Vater, und meine Geschwister, Liliane, Manuela und Simon.

Mes remerciements s'adressent également à ma famille élective pour sa présence et son soutien sans faille : mes amis se reconnaîtront.

Je tiens tout particulièrement à exprimer ma reconnaissance envers Raoul, qui m'a soutenue et encouragée. Je tiens à exprimer toute ma gratitude pour l'aide précieuse qu'il m'a apportée.

CE QUI NOUS APPARAÎT COMME UNE CRUELLE
ÉPREUVE EST TRÈS SOUVENT UN BIENFAIT CACHÉ.

De l'importance d'être constant, Oscar Wilde.

RESUME

Chaque année depuis 1978, le World Development Report (WDR), publication de prestige largement diffusée de la Banque mondiale, fait le bilan d'une question essentielle du développement. Le rapport de 2009, intitulé *Reshaping Economic Geography*, lance un pavé dans la mare. Il propose en effet, à l'encontre de la doctrine traditionnelle de la Banque, d'appréhender l'aide au développement par une approche spatiale, notamment en plaçant la ville au cœur des stratégies de développement de la Banque mondiale pour les pays du Sud.

Ce nouveau regain d'intérêt envers les entités urbaines a motivé la formulation de notre hypothèse de travail, qui est celle d'une transformation du discours de cette institution, jusqu'alors dominé par un biais anti-urbain et s'orientant à présent vers un discours qui valorise l'importance de l'urbain. Afin d'examiner cette hypothèse, nous proposons dans ce travail de mémoire une analyse de évolution du rôle de la ville au sein du discours de la Banque mondiale. À travers une analyse de contenu basée sur les WDR (de 1978 à 2010), notre questionnement vise à décrire et expliquer l'évolution du discours urbain de la Banque mondiale.

TABLE DES MATIERES

Résumé.....	3
Table des matières.....	4
Liste des figures.....	5
PREMIERE PARTIE	7
Introduction, problématique et contextualisation.....	7
Introduction	8
Le WDR 2009, témoin d'un tournant dans le discours de la Banque mondiale ?.....	8
Problématique et objectifs	9
1. Problématique.....	9
2. Questions de recherche	11
3. Objectifs du travail	12
Contextualisation	14
La Banque mondiale, une institution Bretton Woods.....	14
DEUXIEME PARTIE	19
Instruments théoriques et méthodologiques	19
Cadre théorique	20
1. L'aide au développement	20
2. Représentations de la ville.....	28
3. Synthèse.....	34
Méthodologie.....	35
1. Concepts généraux : les méthodes qualitatives.....	35
2. Données utilisées et démarches.....	35
3. Méthodes de recherche.....	36
4. Formation du corpus de textes	39
5. Biais méthodologiques et regard réflexif	39
TROISIEME PARTIE.....	41
Analyse et résultats	41
Analyse	42
1. Une première approche des WDR	43
2. Analyse de contenu des WDR.....	53
Discussion	74
Y a-t-il un biais anti-urbain au sein de la Banque mondiale ?	74
Résultats	78
Un tournant urbain actuel ?.....	78
Conclusion.....	82
QUATRIEME PARTIE.....	83
Bibliographie et annexes	83
Bibliographie	84
Littérature scientifique	84
Ouvrages méthodologiques.....	86
Matériel d'analyse.....	87
Sites Internet.....	89
Annexes.....	90

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Titres des WDR	43
Figure 2 : Nombre de pages des chapitres urbains par WDR.....	46
Figure 3 : Evolution des occurrences.....	48
Figure 4 : Evolution des occurrences par page.....	49
Figure 5 : Années pour lesquelles le nombre d'occurrences urbaines et rurales sont faibles.....	50
Figure 6 : Années pour lesquelles le nombre d'occurrences urbaines dépasse celui des rurales.....	51

PREMIERE PARTIE

Introduction, problématique et contextualisation

INTRODUCTION

LE WDR 2009, TEMOIN D'UN TOURNANT DANS LE DISCOURS DE LA BANQUE MONDIALE ?

Chaque année, la Banque mondiale, organisme international créé en 1944 à Brettons Woods, publie un rapport sur le développement dans le monde : le World Development Report (WDR). Ces documents font le point sur une question essentielle du développement et sont largement diffusés auprès des différents acteurs de l'aide au développement, au sein des institutions internationales, ainsi qu'au niveau académique. Le rapport de 2009, intitulé *Reshaping Economic Geography*, propose de repenser les politiques de développement des pays du Sud à travers une approche spatiale. À l'encontre de la doctrine traditionnelle de la Banque, qui relevait d'approches macroéconomiques et sectorielles, mais peu territoriales (GIRAUD : 2009), ce WDR suscite un débat nouveau sur la manière d'appréhender et de penser l'aide au développement. Considérée désormais comme étant le moteur du développement, la ville se trouve au cœur des stratégies de développement de la Banque mondiale pour les pays du Sud.

En effet, la ville, en tant qu'objet d'étude et lieu d'intervention, a longtemps été ignorée par les institutions d'aide au développement (OSMONT : 1995). Certains auteurs attribuent cette indifférence à la présence d'un biais anti-urbain dans les politiques d'aide au développement (PRUD'HOMME : 2007).

Interpellés par ce regain d'intérêt actuel envers les entités urbaines, nous proposons dans ce travail de mémoire une analyse examinant le rôle de la ville au sein de l'évolution du discours de la Banque mondiale. Nous nous interrogeons en particulier sur l'hypothèse d'une transformation du discours de cette institution, jusqu'alors dominé par un biais anti-urbain, et s'orientant à présent vers un discours qui valorise l'importance de l'urbain. À travers une analyse de contenu basée sur les WDR (de 1978 à 2010), nous questionnons donc l'évolution du discours urbain de la Banque mondiale.

Les enjeux soulevés par ce sujet sont de taille, car les rapports de la Banque mondiale influent sur la direction des investissements de la Banque, mais également des autres organismes d'aide au développement. Avec le statut de publication analytique majeure, les WDR sont, en effet, considérés comme ayant un rôle de discours constituant pour les autres institutions d'aide au développement (MAINGUENEAU : 2002).

La première partie de cette étude est dédiée à la problématisation et à la formulation de nos questions de recherches et objectifs. La deuxième partie présente les outils théoriques et méthodologiques, nécessaires pour la réalisation de notre travail. Finalement, la troisième partie est vouée à l'analyse du contenu des WDR de 1978 à 2010, ainsi qu'à une discussion permettant de mettre en perspective nos résultats.

PROBLÉMATIQUE ET OBJECTIFS

1. PROBLÉMATIQUE

La conception de la ville que la Banque mondiale a exprimée à travers le WDR 2009 se situe dans le contexte d'une urbanisation mondiale, particulièrement notable dans les villes du Sud. Nous allons d'abord nous pencher sur ce contexte urbain mondial, dans lequel un organisme aussi éminent que la Banque mondiale a, par sa publication la plus influente, apporté un éclairage nouveau sur la ville. Puis, nous allons nous intéresser aux enjeux liés à la perception de la ville. En effet, la représentation de la ville par la Banque mondiale se répercute dans la répartition des prêts financiers.

1.1. LE MONDE S'URBANISE

Depuis la seconde moitié du 20^e siècle, le monde connaît une urbanisation sans précédent. Elle s'est développée à la fois par l'augmentation de la taille des anciennes villes et par la multiplication du nombre de nouvelles villes. Pour François Moriconi-Ebrard, la période suivant la seconde guerre mondiale est celle de l'envolée de la croissance urbaine :

« Les villes se sont multipliées à un rythme spectaculaire, les plus grandes métropoles atteignent des tailles inconnues par le passé, et des pays, des sociétés entières, qui jusqu'alors étaient restées en marge de ce vaste mouvement, se sont engouffrés dans un processus d'urbanisation qui semble irréversible. » (MORICONI-EBRARD, 1993 : 1).

Si la population urbaine mondiale a entamé une croissance exponentielle dès les années qui suivent la seconde guerre mondiale, cette tendance s'est accélérée davantage à l'orée du 21^e siècle. En effet, un communiqué de l'Organisation des Nations Unies indique qu'en 2008, la proportion – à un niveau mondial – de la population urbaine a pour la première fois dépassé celle de la population rurale¹. Selon Philippe Hugon, l'essentiel de l'augmentation de la population observée depuis les années 1960 correspond à une croissance urbaine dans les pays du Sud. Le taux d'urbanisation dans les pays du Nord reste en effet relativement stable, alors que celui des pays du Sud croît fortement : le nombre de personnes vivant dans des zones urbaines dans les pays en développement va franchir le cap des deux milliards d'individus dans moins d'une génération (HUGON, 2003 : 29).

Ces quelques données démographiques permettent de situer l'enjeu du débat : le monde s'urbanise, notamment dans les pays du Sud, et par les individus les plus démunis. Comme le souligne Moriconi-Ebrard, *« force est de constater que pour la majorité des citoyens de la Planète, le paysage quotidien est celui de la misère et du sous-développement. »* (MORICONI-EBRARD, 1993 : 10). Ainsi, c'est dans un contexte de croissance de la pauvreté urbaine que la Banque affirme son intérêt pour les villes, en reconnaissant le rôle essentiel de ces dernières pour le développement des pays du Sud.

1.2. LA BANQUE MONDIALE, UN ORGANISME INFLUENT

Parmi les institutions d'aide au développement, la Banque mondiale fait figure de leader. Elle est d'une taille considérable non seulement par l'ampleur de ses moyens financiers² ou par le

¹ <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=15948&Cr=habitat&Cr1=population>

² Pour 2008 la Banque a fourni 46.9 milliards de dollars pour des projets de développement.

nombre de ses membres et de ses collaborateurs³, mais également par sa production de connaissance, abondante et influente. En effet, d'après Olivier Charnoz et Jean-Michel Severino, de nombreuses institutions se calquent sur la Banque mondiale pour établir leur programme et leur stratégie d'aide, notamment par le biais des World Development Report (CHARNOZ et SEVERINO : 2007). Les WDR sont des documents qui proposent chaque année – depuis 32 ans – l'analyse d'un aspect spécifique du développement, choisi par le président de la Banque. La Banque mondiale en donne elle-même la définition suivante : « *The World Bank's annual World Development Report is a guide to the economic, social and environmental state of the world today.* »⁴ Dominique Maingueneau soutient que les WDR sont des « *textes relevant des discours constitutants* », c'est-à-dire qu'ils ont une grande autorité, et une certaine influence sur les documents semblables. Elle considère également les rapports annuels comme « *la vitrine des organisations internationales, la représentation qu'elles donnent d'elles-mêmes au monde extérieur* » (MAINGUENEAU, 2002 : 119). Par conséquent, ces textes véhiculent des idées qui ont un impact sur la direction que prend non seulement la Banque mondiale, mais également de nombreux autres organismes dans leurs stratégies d'aide au développement. Pour ce qui est du rapport 2009, dans lequel la grande ville est présentée comme un atout au développement, il s'agira d'évaluer dans quelle mesure ce changement d'optique reflète une évolution dans la manière globale d'appréhender le domaine urbain dans la politique d'aide au développement.

1.3. ÉVOLUTION DES REPRESENTATIONS DE LA VILLE : DU BIAIS ANTI-URBAIN AU BIAIS PRO-URBAIN ?

Les économistes ont longtemps négligé l'analyse des phénomènes urbains, et ainsi mis à l'écart l'idée d'un potentiel de développement économique propre aux villes (YATTA : 2006). De même, la Banque mondiale – régie par des économistes – privilégiait la campagne comme moteur au développement, et concevait les villes avant tout comme un problème pour les pays du Sud (OSMONT : 1995). L'urbanisation est ainsi souvent perçue comme une menace, surtout par le biais de certaines manifestations associées à l'image de la ville, telles que l'exode rural, la croissance des bidonvilles, la congestion du centre ville, ou la pollution. Les organismes d'aide au développement soutenaient donc en priorité le secteur agricole, car ils écartaient l'idée que la ville possède un réel potentiel de développement. Les projets urbains menés par la Banque mondiale concernaient notamment des mesures d'urgence face à un problème lié à l'urbanisation – par exemple l'assainissement de parcelles d'habitation pour la nouvelle population urbaine qui afflue vers des villes déjà considérées comme étant surpeuplées – mais étaient rarement choisis pour leur capacité à contribuer au développement des pays (YATTA : 2006).

Certains auteurs attribuent cette attitude à l'égard de la ville à la présence d'un biais anti-urbain dans le discours des institutions internationales d'aide au développement, affectant ainsi leurs politiques et influençant la manière dont sont répartis leurs fonds financiers. (YATTA : 2006 ; PRUD'HOMME : 2007). Si le terme *anti-urbain* désigne les conséquences d'une hostilité, d'un désamour à l'égard de la ville, il était en premier lieu assigné à la perception des villes du Nord.⁵ Selon Prud'homme, l'idéologie de l'anti-urbain a été transmise aux PED⁶ par la vision occidentale du développement, et se manifeste notamment par une absence de la ville dans les projets financés par les organismes d'aide au développement (PRUD'HOMME, 2007 : 2).

³ La Banque contient 186 pays membres et plus de 10'000 collaborateurs. Ces données sont tirées du site de la Banque mondiale : <http://www.worldbank.org/>

⁴ Définition des WDR par la BM : <http://www.worldbank.org/>

⁵ Nous en dirons plus sur le sujet au chapitre consacré à l'anti-urbanisme, dans le cadre théorique.

⁶ PED : Pays en développement.

Néanmoins, avec le discours valorisant la ville diffusé par le WDR 2009, nous émettons l'hypothèse d'un tournant urbain actuel, ou en d'autres termes un changement de paradigme dans la vision de l'aide au développement. En effet, nous posons l'hypothèse d'une transformation du discours de la Banque mondiale, jusqu'alors imprégné d'un préjugé anti-urbain et passant à un discours revalorisant l'importance de la ville. À travers une analyse du discours de la Banque, contenu dans les WDR de 1978 à 2010, nous questionnons donc l'évolution du discours urbain de la Banque mondiale. Ainsi, plusieurs questions s'ouvrent à nous : quelles prémisses quant à cet hypothétique tournant urbain peut-on percevoir dans les WDR précédents celui de 2009 ? Comment se manifeste cet éventuel changement de paradigme dans les publications de la Banque ? De quelle manière l'urbaphobie a-t-elle influencé le discours de la Banque mondiale ?

2. QUESTIONS DE RECHERCHE

Nous pouvons à présent énoncer l'hypothèse sous-jacente à notre travail, ainsi que notre question de recherche, et définir les termes utilisés à cet effet. Par la suite, nous présenterons les objectifs du travail qui en découlent, ainsi que la structure de notre recherche.

HYPOTHESE DE TRAVAIL : « IL Y A ACTUELLEMENT UN TOURNANT DANS LE DISCOURS URBAIN DE LA BANQUE MONDIALE. ON EST PASSE D'UN DISCOURS ANTI-URBAIN A UN DISCOURS PRO-URBAIN. »

Par soucis de clarté, élucidons tout d'abord ce que nous entendons par l'énoncé « *un tournant dans le discours urbain* ». Nous supposons qu'il se produit actuellement un changement de paradigme dans la manière de voir la ville, au sein des institutions d'aide au développement – en particulier la Banque mondiale. Nous questionnons ce supposé changement de regard à travers les WDR de la Banque. Ces derniers présentent en effet l'avantage d'avoir une certaine unité, puisqu'ils sont publiés annuellement sous une forme similaire depuis 32 ans. Ainsi nous pouvons former un corpus d'analyse possédant une dimension temporelle, ce qui est essentiel dans l'analyse d'un tournant. En effet, pour qu'un nouveau discours puisse se constituer et finalement s'affirmer, il y a généralement un long processus de cristallisation de l'idée. Celle-ci se traduit par des prémisses, des bribes de pensée qui vont dans le sens de la nouvelle idée et qui apparaissent avant que l'idée ne s'affirme réellement. Suivant cette logique, nous pourrions donc percevoir des indices dans les WDR qui témoignent d'un changement dans la manière de voir la ville, si un changement de paradigme se produit effectivement.

Michel Foucault propose le concept *d'archéologie du savoir* pour décrire l'analyse des couches successivement formées dans la structure de la pensée (FOUCAULT : 1969). Notre but n'est pas de construire une telle archéologie, qui se réalise généralement sur des savoirs encrés – ce qui n'est pas le cas de notre étude puisque nous étudions un processus en cours de formation, un tournant éventuel. Toutefois, la conception de la formation de l'idée que propose Foucault nous offre un éclairage précieux.

Ainsi, notre hypothèse de travail donne la direction générale de notre recherche : nous cherchons à saisir l'évolution récente du discours urbain de la Banque mondiale, afin d'évaluer dans quelle mesure nous pouvons effectivement parler d'un tournant urbain au sein de cette institution. La lecture du WDR 2009 – ainsi que ses échos dans la presse – et quelques articles scientifiques parus récemment ont principalement motivé ce point de vue.

Par notre hypothèse de travail nous débouchons directement sur la question de départ que nous pouvons formuler de la manière suivante :

QUESTION DE RECHERCHE : « QUELLE EST L'ÉVOLUTION DU DISCOURS URBAIN DE LA BANQUE MONDIALE ? »

Cette question constitue la colonne vertébrale de notre recherche, c'est-à-dire que l'ensemble du travail se construit sur elle. Dans le but de saisir l'évolution du discours urbain de la Banque mondiale, cette ligne directrice nous permet d'aboutir à la formulation des objectifs du travail.

3. OBJECTIFS DU TRAVAIL

Si nous voulons questionner l'éventualité d'un tournant urbain actuel dans le discours de la Banque mondiale, nous devons saisir l'évolution de la manière propre à cette institution d'évoquer la ville dans les WDR, sur cette période de 32 ans. Nous allons donc former un corpus de texte à partir des extraits qui évoquent la ville dans les WDR de 1978 à 2010⁷.

Nous allons aborder l'évolution du discours dans son ensemble, pour ensuite essayer de dégager quelques tendances ainsi que leurs contextes d'émergence. Cela nous permettra finalement de confirmer ou d'infirmer l'hypothèse qui sous-tend notre recherche.

Trois objectifs nous permettent de structurer notre analyse de l'évolution du discours urbain de la Banque mondiale. Le premier objectif constituera un premier chapitre au cours de la partie consacrée à l'analyse, et les objectifs 2 et 3 un second.

OBJECTIF 1 : OBSERVER LA FREQUENCE DU DISCOURS URBAIN DE LA BANQUE MONDIALE DANS LES WDR

OBJECTIF 2 : ANALYSER LE CONTENU DU DISCOURS URBAIN DE LA BANQUE MONDIALE DANS LES WDR

OBJECTIF 3 : IDENTIFIER LES CONTEXTES D'ÉMERGENCE DES TENDANCES URBAINES

- Objectif 1

Tout d'abord, nous nous intéresserons à la fréquence du discours urbain selon les années. Nous tenterons de mettre en exergue les questions suivantes : pour quelles années les WDR évoquent souvent la ville ? pour quelles années les évoquent-ils peu ? quels sujets sont mis en relation avec les villes ? Afin de trouver des réponses à ces questions, nous allons réaliser une analyse d'occurrence des WDR, par certains mots-clé liés à la ville, et nous allons observer les tables des matières, pour avoir un aperçu des WDR qui consacrent des chapitres à la ville ou à l'urbanisation. Ceci nous permettra de mettre en relief les WDR qui évoquent davantage la ville que les autres, et de porter un regard général sur les WDR.

- Objectif 2

Nous allons ensuite chercher à souligner les thèmes liés à la ville qui apparaissent de manière constante dans les 32 WDR. Nous aurons ainsi une vision générale de ces sujets, avant de nous concentrer plus spécifiquement sur les accusations et éloges faites à la ville. Étant donné que notre hypothèse de recherche suppose que le discours de la Banque est passé d'une attitude anti-urbaine à une attitude pro-urbaine, nous allons par la suite faire ressortir les

⁷ Nous reviendrons sur la constitution de ce corpus dans la partie méthodologique de notre travail.

passages qui contiennent des critiques de la villes, et ceux qui comportent des commentaires positifs. Nous nous pencherons donc sur le contenu du discours urbain du corps de texte des WDR, c'est-à-dire sur la manière dont la ville est évoquée et sur les qualificatifs auxquels elle est associée. Certaines questions mériteront donc d'être considérées : dans quels WDR apparaissent des commentaires négatifs / positifs de la ville ? quels genres de critiques / vertus sont attribués à la ville ? peut-on parler d'un biais anti- / pro-urbain dans les WDR de la Banque mondiale ?

- Objectif 3

L'objectif 2 nous permettra de souligner quelques tendances urbaines générales qui apparaissent dans les WDR. Nous allons donc ensuite nous intéresser aux contextes dans lesquels ces dernières ont émergé. Nous cherchons ainsi à trouver des réponses aux questions suivantes : quelles sont les grandes tendances qui apparaissent dans les WDR ? pourquoi telle tendance émerge à telle époque ?

Comme nous l'avons relevé auparavant, les objectifs 2 et 3 sont traités dans le même chapitre. En effet, nous pourrons ainsi alterner le registre descriptif et explicatif concernant les tendances urbaines que nous mettrons en évidence. En outre, il semblait quelque peu artificiel de séparer le contenu du contexte, c'est pourquoi nous les avons regroupés.

- Discussion

Finalement, de manière complémentaire, à la fin du chapitre d'analyse, nous allons mener une discussion sur la question de savoir si l'on peut effectivement parler d'un biais anti-urbain au sein de la Banque mondiale. Cette analyse complémentaire, basée sur des entretiens, nous permettra de mettre en perspective ce que nous aurons vu par l'analyse des WDR, et de prendre un peu de distance par rapport à ces derniers. Nous aurons ainsi le point de vue des praticiens, dans une partie qui souligne l'action de la Banque (notamment les octrois de prêts), que nous pourrons confronter au discours observé dans les WDR, une production théorique non moins importante.

Suite à ce chapitre, dans lequel nous avons présenté la problématique du travail et la structure de la recherche, nous consacrons un chapitre à l'institution de la Banque mondiale.

CONTEXTUALISATION

LA BANQUE MONDIALE, UNE INSTITUTION BRETTON WOODS

Pour mener à bien ce travail de mémoire, il nous semble judicieux de nous pencher plus précisément sur cet organisme international de grande envergure que nous connaissons sous le nom de Banque mondiale. En effet, pour appréhender le discours urbain qui nous intéresse, il est utile de présenter brièvement quelques notions essentielles permettant de mieux saisir l'organisation et les stratégies de cette institution. Ainsi, selon Jean-Pierre Cling et François Roubaud, l'idéal serait de considérer son histoire, sa structure, ses missions, son mode de fonctionnement et sa place au sein de la communauté de développement, afin de porter un regard global sur la Banque (CLING et ROUBAUD, 2008 : 5-6). Nous nous sommes basés sur le texte de ces auteurs pour la réalisation de ce chapitre.

LA GENESE ET L'EVOLUTION DE L'INSTITUTION

En 1944, avant même la fin de la Seconde Guerre mondiale, les représentants de quarante-quatre pays ont été rassemblés à l'instigation des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, pour dialoguer de la reconstruction de l'Europe. Ainsi, lors de la Conférence de Bretton Woods, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) ainsi que le Fond Monétaire International (FMI) ont été créés ; ils sont également connus sous l'appellation « institutions de Bretton Woods » (IBW). Les deux organisations internationales ont été mises sur pied dans la perspective de créer un nouvel ordre économique mondial, par l'organisation d'une coordination des politiques économiques et de balance des paiements, dans le but d'éviter des crises telles que l'économie en a connues en 1929. Ainsi, lors de leur création, leurs objectifs étaient, à court terme, de financer la reconstruction et le développement économique de l'Europe après la guerre et à long terme, de mettre en place un système monétaire mondial. Nous pouvons noter que leur évolution et leur fonctionnement ultérieurs sont largement influencés par les conditions dans lesquelles ces institutions ont vu le jour. Ainsi, le poids prédominant des Etats-Unis dans les IBW, dont l'influence se retrouve encore actuellement dans la stratégie et les décisions de la Banque.

Le FMI, institution jumelle de la Banque mondiale, a un système de gouvernement similaire. Une adhésion au FMI est une condition préalable pour un pays, afin qu'il puisse devenir membre de la Banque mondiale. De ce fait, un pays en développement (PED) qui veut bénéficier de l'aide de la Banque doit accepter les règles du FMI, ce qui implique un contrôle de ce dernier sur la conduite de la politique économique du pays concerné.

La structure de la Banque mondiale a passablement évolué depuis sa création, notamment par l'adjonction périphérique de différents organismes au fil des années. À la BIRD, chargée de prêts au secteur public, vient s'ajouter, en 1956, la Société financière internationale⁸ (SFI), pour le financement du secteur privé. Puis, en 1960, est fondée l'Agence internationale pour le développement⁹ (AID), qui accorde des prêts concessionnels au secteur public des PED. En 1966 est créé le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux

⁸ La SFI est la plus importante source multilatérale de financement du secteur privé dans les PED. Elle fonctionne comme une banque d'affaire. Elle accorde des prêts à long terme et prend des participations dans les entreprises privées. Elle joue un rôle de catalyseur de financement, et lance souvent les projets, grâce à sa crédibilité.

⁹ L'AID constitue une structure de financement qui fait partie de la BIRD. Elle accorde des prêts concessionnels (c'est-à-dire quasiment sans intérêts) à des pays à bas revenu. Les ressources de l'AID proviennent des bénéfices de la BIRD et des bailleurs de fonds.

investissements¹⁰ (CIRDI). Ce dernier fait office de médiateur entre les investisseurs privés étrangers et leur pays d'accueil. Finalement, en 1988, s'ajoute l'Agence multilatérale de garantie des investissements¹¹ (AMIG) qui assure les investisseurs contre le risque politique. Ces cinq organismes constituent actuellement le Groupe de la Banque mondiale. Par la suite, notons que nous désignons uniquement la BIRD et l'AID par les termes « la Banque mondiale » ou « la Banque », alors que nous utilisons l'expression « le Groupe de la Banque mondiale » pour désigner la totalité des institutions.

Pour en revenir à la croissance de l'institution, soulignons le fait qu'elle s'accompagne d'un élargissement de ses rôles et de ses missions. En effet, l'aide à la reconstruction devient rapidement marginale, alors que l'aide au développement prend de plus en plus d'ampleur, et la Banque se spécialise dans de nombreux domaines. Elle devient ainsi l'un des organes les plus influents dans le domaine de l'aide au développement. Toutefois, même si elle est une banque de développement – c'est-à-dire une banque qui prête notamment aux États et aux entreprises dans les PED, et qui possède un organisme mis sur pied pour des prêts à conditions privilégiées et des dons (AID) – la Banque est avant tout une institution financière. En effet, elle emprunte sur le marché financier pour prêter aux états, et elle doit se soucier de la rentabilité des projets qu'elle finance, dans le but de générer des profits. À cela s'ajoute le fait qu'elle joue également un rôle primordial en tant que banque de savoirs, car elle est très active au niveau de la recherche. Elle produit des connaissances pour guider ses politiques, et pour répondre aux besoins spécifiques des opérations. La Banque réalise des enquêtes, rédige les rapports annuels et des revues périodiques, crée des statistiques dans les PED, fait des compilations de données, et elle rend de nombreuses sources accessibles aux chercheurs. Ce domaine prend de l'ampleur et, actuellement, 2.5 % du budget de l'administration y est consacré.

LE CADRE INSTITUTIONNEL ET L'ORGANISATION DE LA BANQUE

Afin de comprendre le fonctionnement de la Banque, nous nous penchons dans les lignes qui suivent sur son cadre institutionnel et son organisation. Selon le *Guide de la Banque mondiale*, chacune des cinq institutions du Groupe de la Banque mondiale dispose de ses propres Statuts, textes qui établissent légalement son objectif, son organisation et ses actions (LA BANQUE MONDIALE, 2005 : 8). Les cinq institutions appartiennent à leurs actionnaires, les pays membres, dont le nombre varie en fonction des institutions¹². Les pays membres dirigent la Banque par le biais des Conseils des Gouverneurs et des Administrateurs. En effet, le Conseil des Gouverneurs est l'instance suprême de la Banque mondiale et se réunit une fois par année. Il décide des orientations stratégiques et des grandes questions d'organisation de la Banque mondiale. Il y a un gouverneur par État-membre, qui est généralement son ministre des finances ou du développement. Ensuite, le Conseil d'administration, qui se réunit hebdomadairement, se consacre au suivi de la gestion courante, notamment en approuvant les prêts accordés. Il se compose de vingt-quatre membres à plein temps : huit pour les principaux actionnaires¹³ et seize élus qui représentent des groupes de pays, pour les

¹⁰ Lorsqu'un litige apparaît, les parties concernées peuvent faire appel à une intervention du CIRDI. Ce dernier tente de trouver une conciliation, et en cas d'échec de celle-ci, compose un tribunal arbitral. Il est cependant souvent critiqué pour son manque de transparence dans les jugements.

¹¹ L'AMIG accorde des garanties aux investisseurs, pour les risques politiques tels que les conflits armés et les troubles civils, ou l'impossibilité de rapatriement des devises. Outre sa fonction d'assureur, l'AMIG a également développé une activité d'information, notamment en établissant un classement des risques politiques des pays, à laquelle les investisseurs peuvent se référer.

¹² Selon les chiffres de février 2009 : 185 pour la BIRD, 179 pour la SFI, 172 pour l'AMIG, 167 pour l'AID, et 143 pour le CIRDI.

¹³ USA, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, France, Chine, Arabie Saoudite, Russie.

membres restants. Enfin, il y a un président¹⁴ qui est élu par le Conseil des Administrateurs pour un mandat de cinq ans renouvelable. Il est assisté par trois directeurs généraux, et une vingtaine de vice-présidents, dont chacun est responsable d'une région du monde¹⁵ ou d'un secteur d'activité¹⁶. Finalement, depuis 1973, la Banque possède un groupe d'évaluation indépendant (GEI), dirigé par une personne qui peut avoir travaillé à la Banque, mais qui ne peut cependant plus y retourner à l'issue de son mandat. Les rapports d'évaluation sont rendus publics.

Il faut noter que le principal actionnaire à la Banque (16.37% en 2008, selon le site officiel de la Banque mondiale¹⁷), les Etats-Unis, tient un rôle prépondérant parmi les membres, et il exerce une influence significative sur l'institution. En effet, à l'instar d'une entreprise privée, le nombre de voix d'un pays dépend du nombre d'actions souscrites. Toutefois, passant de quarante-quatre membres, lors de sa création, à cent quatre-vingt-cinq actuellement, les voix des Etats-Unis ont diminué. Cependant, ils bénéficient toujours d'un droit de veto sur toute décision importante. De plus, le président de la Banque doit, de coutume, être un citoyen américain. Finalement, le siège de la Banque se trouve à Washington, et l'anglais est la langue unique de travail. Donc ces éléments soulignent le poids éminent des Etats-Unis au sein de la Banque, ce qui est par ailleurs fortement critiquée par certains chercheurs.

L'ÉVOLUTION DES STRATEGIES DE FINANCEMENT DE LA BANQUE : DE L'AIDE PROJET A L'AIDE PROGRAMME

Pour relater dans les grandes lignes l'histoire de la Banque, nous avons défini quatre périodes. La première, allant depuis la création de la Banque jusque dans les années 1960, se concentre sur l'investissement de l'économie de l'après-guerre et sur la préoccupation naissante de l'aide au développement. La seconde, dans les années 1970, est caractérisée par un élargissement des secteurs financés. La troisième est celle des projets d'ajustement structurel des années 1980 jusqu'au début des années 1990. Enfin, la quatrième, qui comprend la période actuelle, est celle d'une réorientation de l'institution après l'ajustement structurel.

Dans la période de l'après-guerre, la Banque concentre l'essentiel de son activité au financement de projets d'investissement (notamment liés au domaine des infrastructures), conformément à son mandat. Toutefois, elle s'intéresse également très tôt à l'économie du développement, qui est alors une discipline en plein essor. Étant donné que l'économie connaît globalement une forte croissance, les économistes se montrent, à cette époque, optimistes face au développement économique des PED. Les premiers théoriciens du développement insistent sur l'importance de l'accumulation de l'épargne nationale par l'industrialisation, qui est selon eux un passage obligé du décollage économique. Ceci oriente donc fortement la stratégie de financement de la Banque, qui se concentre notamment sur des projets d'industrialisation. Cette époque est également caractérisée par la volonté de rentabilité économique des projets, ce qui implique que la plupart des projets financés concernent le domaine de l'infrastructure, et que les projets sociaux et agricoles ont longtemps été laissés de côté. Toutefois, avec la création de l'AID, la contrainte de rentabilité des projets diminue, et la mission de développement se dessine de manière plus marquée.

Ainsi se profile un changement de direction de la Banque, qui s'engage davantage dans la voie de l'aide au développement, en diversifiant la structure sectorielle des prêts. Le président de

¹⁴ Robert Zoellick est en poste depuis 2007.

¹⁵ Le monde en développement est découpé en six régions : Afrique, Amérique latine et Antilles, Asie de l'Est et Pacifique, Asie du Sud, Europe et Asie centrale, Moyen-Orient et Afrique du Nord.

¹⁶ Voir en annexe l'organigramme de la Banque mondiale (2008).

¹⁷<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTABOUTUS/ORGANIZATION/BODEXT/0,,contentMDK:21429866~isCURL:Y~menuPK:64020025~pagePK:64020054~piPK:64020408~theSitePK:278036,00.html>

la Banque dans les années 1970, Robert McNamara (1968-1981) est l'un des premiers à afficher la thématique de la pauvreté comme étant primordiale. En effet, l'émergence du concept des besoins essentiels dans les années 1970 légitime la lutte contre la pauvreté. Ainsi, une dimension idéologique s'ajoute à l'objectif, plus pragmatique, de favoriser la croissance économique. De plus, dans le contexte de la guerre froide, avec la montée du communisme, la Banque accélère la lutte contre la pauvreté, afin d'endiguer ce dernier. En effet, les pays occidentaux craignent que la pauvreté n'incite les populations à adhérer aux principes du communisme, ce qu'ils souhaitent éviter. Par conséquent, suite à ces idées émergentes, la Banque accroît fortement son volume de financements aux secteurs sociaux et à l'agriculture. Cette dernière devient même une priorité, jusque dans les années 1990.

La crise économique due aux chocs pétroliers dans les années 1970 marque le début d'un nouveau changement au sein de la Banque. En effet, la volatilité macroéconomique engendrée par la crise, met en évidence la difficulté d'apporter de l'aide sans traiter le cadre général. Donc, de plus en plus, la Banque décide d'intervenir de manière plus globale dans les PED, de traiter le cadre général par l'élaboration d'une aide « programme » et ne se limite plus à l'aide par le financement des projets. Les politiques qui en découlent – les programmes d'ajustement structurel (PAS) – se généralisent dès les années 1980. Ainsi, dans un contexte de crise de l'endettement dans les PED, et de montée du libéralisme économique au niveau de l'institution, la Banque obtient un statut puissant, qui lui permet d'associer des conditionnalités aux financements. Connues sous l'expression de la « bonne gouvernance », elles influencent la sélectivité de l'aide¹⁸. En effet, les pays obtiennent une note portant sur la bonne gouvernance, jugée à partir de certains indicateurs mondiaux sur le développement¹⁹ (WGI) élaborés par la Banque. L'aide est ensuite attribuée en priorité aux « bons élèves », ce qui est discutable, puisque les populations des pays mal gérés sont de ce fait doublement sanctionnées. En s'intéressant à la gouvernance, la Banque outrepassa sa fonction économique qui la caractérisait, et commence à prendre en compte les aspects socio-politiques du développement (CLING et ROUBAUD, 2008 : 84-85).

Toutefois, les PAS – des prêts sur programmes associés à des conditions de réforme macroéconomique – deviennent rapidement un instrument de pression pour que les PED suivent le consensus de Washington²⁰ et qu'ils adoptent un modèle de croissance par l'exportation. Or, les PAS connaissent rapidement de vigoureuses critiques de la part des économistes, de l'UNICEF et des ONG : ils ont un impact négatif sur le plan social, notamment à cause de privatisation du secteur public, et de leur responsabilité dans la crise du surendettement. De plus, une constatation semble de plus en plus évidente : lorsque les PED ne conçoivent pas les programmes de développement eux-mêmes, l'aide s'avère généralement être un échec. Selon Easterly, la montée de la pauvreté et des inégalités dans de nombreux PED a un lien direct avec les politiques d'ajustement (EASTERLY : 2006). La Banque connaît donc une crise majeure, et est remise en question par des critiques provenant de bords opposés. En effet, le bilan des années des PAS est généralement négatif, la conditionnalité associée aux prêts est fortement discutée, et le modèle de développement de prédilection s'est avéré être inapproprié dans de nombreux cas. Donc, finalement, dans les

¹⁸ « Le principe de sélectivité consiste à donner davantage d'aide aux pays dans lesquels on pense qu'elle sera plus efficace » (CLING et ROUBAUD 2007 : 105).

¹⁹ Les WGI comportent six indicateurs : la participation, l'instabilité politique, l'efficacité de l'administration, le poids des réglementations, l'état de droit et la corruption.

²⁰ C'est un terme proposé par Williamson, qui désigne l'ensemble des politiques recommandées par les IBW dans le cadre des PAS dans les années 1980. Nous pouvons distinguer trois axes principaux qui guident ces politiques. Premièrement, les IBW préconisent une stabilisation macroéconomique, par des mesures fiscales et une réorientation des dépenses publiques. Deuxièmement, ils prônent une libéralisation interne, par la privatisation par exemple. Enfin, troisièmement, ils préconisent une libéralisation externe, par le commerce et les flux de capitaux.

années 1990, l'abandon progressif des PAS et un nouveau changement d'orientation de la Banque marquent la fin de la période de l'ajustement structurel.

Ainsi, la lutte contre la pauvreté revient en première ligne sous la présidence de James Wolfensohn, et la devise « *notre rêve, un monde sans pauvreté* » devient le leitmotiv de la Banque. La Banque lance en 1999 les stratégies de réduction de la pauvreté, puis, les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), définis en 2000 lors du sommet des Nations unies à New York, ce qui oriente la communauté internationale dans le même sens. Un changement de perspective se dessine donc, par lequel la Banque adopte une attitude plus humble, reconnaît certaines erreurs du passé, pour réorienter son action, et diversifie les modèles de développement en encourageant les pays à participer à l'élaboration de la stratégie.

SYNTHESE

Ce bref aperçu des stratégies de financements de la Banque met en relief deux éléments notoires. En premier lieu, les objectifs et les politiques d'une institution évoluent dans le temps, et ne sont pas figés une fois les statuts originels établis. Par ailleurs, soulignons le fait que la transformation de la Banque ne dépend pas que d'elle-même, mais également du contexte historique et économique, ainsi que de la communauté internationale. Pour la recherche qui nous intéresse, il est important d'être conscient du fait qu'il en est de même pour les discours produits par la Banque, qui, par conséquent, sont également évolutifs. En second lieu, nous pouvons noter que la Banque a, dès le début de son activité, été soumise à des critiques et sujette à des controverses. Il nous semble donc judicieux de garder à l'esprit une perspective critique dans l'approche de cette institution.

Dans la partie qui suit, nous nous consacrons à la discussion des instruments théoriques et méthodologiques que nous avons choisis pour mener à bien notre recherche.

DEUXIEME PARTIE

Instruments théoriques et méthodologiques

CADRE THEORIQUE

Dans la partie qui suit, nous nous penchons sur les différentes théories mobilisées pour l'élaboration de ce mémoire. Notre travail se situe à la croisée de deux champs théoriques : l'aide au développement et les représentations de la ville (notamment par le biais anti-urbain). Nous allons donc aborder les différents concepts et notions qui sont liés à ces dernières, afin de cadrer notre travail et pour l'inscrire dans le champ théorique dans lequel notre problématique prend place.

1. L'AIDE AU DEVELOPPEMENT

Nous avons jugé nécessaire de consacrer un chapitre à une réflexion sur l'aide publique au développement (APD) puisque notre objet d'étude est le discours d'une institution d'aide au développement. Nous commençons par définir la notion de *développement*, puis nous nous penchons sur les objectifs de l'APD, ainsi que son activité dans le domaine de l'urbain. Finalement nous nous interrogeons sur la place que tient la Banque mondiale au sein des institutions d'aide au développement.

1.1. DEFINITIONS ET DEBATS

Comme il en existe un certain nombre dans le domaine des sciences sociales, la notion de développement est polysémique. Fréquemment utilisé comme terme générique, sa signification précise et ses implications ne font que trop rarement l'objet d'une réelle réflexion. En effet, cette notion « *est si importante et englobante qu'elle est utilisée à de nombreuses fins aux contenus extrêmement différents* », selon Jean-Jacques Gabas (GABAS, 2008 : 45). D'après cet auteur, le concept de développement, tel qu'il est présenté dans les productions académiques, se trouve trop souvent prisonnier du réductionnisme et de l'obsolescence. En raison du réductionnisme, il est considéré comme étant un synonyme de croissance économique, laissant de côté la dimension sociale et politique par exemple. Par ailleurs, on cherche à rendre le terme désuet, et à le substituer par d'autres expressions comme à la lutte contre la pauvreté. Alors comment définir « le développement », qui est parfois associé à la notion de « progrès » ? Il est difficile de ne pas être subjectif dans la définition de ce terme, même si l'on tend vers une certaine objectivité à travers des indicateurs de développement, tels que le PIB ou les WIG²¹. En outre, les sociétés étant un processus en évolution, en constant changement, le développement ne peut pas être pensé comme une finalité. Il s'agit par conséquent de capter une dynamique d'ensemble qui, par sa multidimensionnalité, est difficile à saisir.

Malgré toutes les difficultés liées à ce concept, mises en lumière par Gabas, nous retenons une définition de Hugon, car elle présente la qualité de mettre l'accent sur le fait que le développement est un processus, par lequel les conditions de vie s'améliorent :

« Le développement est un processus endogène et cumulatif de long terme de progrès de la productivité et de réduction affichée des inégalités, permettant à un nombre croissant d'individus de passer d'une situation de précarité, de vulnérabilité (face à des aléas naturels ou économiques) et d'insécurité à une

²¹ Par ailleurs, les institutions d'aide au développement rencontrent également ce problème par exemple dans la formulation des indicateurs du développement, élaborés dans le but de qualifier certains pays de PMA (pays les moins avancés) et d'autres de PRITI (Pays à revenus intermédiaires de la tranche inférieure).

situation de plus grande maîtrise de l'incertitude, des instabilités et de satisfactions des besoins fondamentaux » (HUGON, 2006 : 593).

Après ces quelques précisions sur la notion de développement, nous pouvons à présent nous focaliser sur l'aide publique au développement, qui est l'un des objectifs principaux de la Banque mondiale.

Charnoz et Severino définissent l'APD de la manière suivante :

« L'APD est une activité par laquelle des pays font transiter vers d'autres des ressources publiques en vue de contribuer à leur développement. Au-delà des capitaux financiers, sont également transférées des compétences, des pratiques, des technologies, voire des valeurs. » (CHARNOZ et SEVERINO, 2007 : 3).

Selon Rémy Prud'homme, l'assistance prend donc différentes formes et provient notamment de quatre sources (PRUD'HOMME, 2007 : 9).

1. L'aide bilatérale (les pays riches prêtent ou donnent, généralement par l'intermédiaire des agences de gestion).
2. L'aide multilatérale.
3. Les ONG nationales ou internationales.
4. Les coopérations décentralisées, qui se développent récemment (assistance apportée par des municipalités ou régions riches, à des municipalités ou régions pauvres).

L'assistance portée aux pays en développement durant les cinquante dernières années est évaluée par William Easterly à la somme cumulée de 2.3 trillions de dollars (EASTERLY, 2006 : 11, cité par PRUD'HOMME, 2007 : 6).

1.2. REPERES HISTORIQUES

Selon Charnoz et Severino, plusieurs paradigmes²² de l'aide ont guidé l'APD dans les soixante dernières années.²³

« [Ils] ont oscillé entre trois ordres de priorité : la croissance économique, le développement social et l'équilibre financier. [Ils] se distinguent également par la place respective qu'[ils] donnent à l'État et au marché comme acteur du développement. » (CHARNOZ et SEVERINO, 2007 : 71).

Nous allons dans ces quelques lignes brièvement passer en revue les différents paradigmes de l'aide, en s'appuyant notamment sur l'ouvrage de Charnoz et Severino (2007), ainsi que sur l'article de Gabas (2008).

Historiquement, l'APD se développe au lendemain de la seconde Guerre mondiale, dans un contexte de reconstruction de l'Europe, de guerre froide et de décolonisation. D'après Gabas, ce sont d'abord les idées keynésiennes sur le rôle central de l'État dans le processus de sortie de crise qui s'affirment (GABAS, 2008 : 51). Selon Charnoz et Severino : *« le progrès se confond avec la croissance par l'industrialisation, dont on attend des progrès sociaux par effets de cascade »* (CHARNOZ et SEVERINO, 2007 : 72). Le manque de développement était vu avant tout comme un manque de *moyens*. Ainsi, Gabas parle d'une forte tendance à la

²² Selon Lévy et Lussault, un paradigme est un « ensemble de principes généraux et d'orientations fondamentales s'appliquant à un secteur de la connaissance, à partir desquels le travail scientifique est conçu et réalisé » (LEVY et LUSSAULT, 2003 : 683). Selon Dortier, il s'agit d'un terme utilisé pour désigner un modèle explicatif dominant au sein d'une discipline scientifique.

²³ Pour une analyse détaillée sur l'économie du développement : Philippe Hugon, 2006.

planification du développement – c'est-à-dire que certaines phases du développement, telle que la transition agricole, le processus d'accumulation et l'appropriation des technologies, semblent être des étapes incontournables – qui marque cette période (GABAS, 2008 : 52). Celle-ci est directement inspirée par l'expérience des pays occidentaux :

« Dans la représentation des parcours de développement chez les décideurs politiques, se construit un très fort mimétisme entre ce que les sociétés du « Nord » ont vécu et ce que doivent vivre celles du « Sud ». » (GABAS, 2008 : 51).

Dans la période allant du milieu des années 60 jusque dans les années 80, la pensée du développement prend une orientation sociale. En effet :

« Le concept de satisfaction des besoins fondamentaux (accès à l'eau, à la santé, à l'éducation, etc.) considère qu'il faut des interventions sociales directes, la croissance économique ne redistribuant pas automatiquement ses fruits pour une amélioration de la situation sociale des populations. » (GABAS, 2008 : 52).

La lutte contre la pauvreté est mise en avant par le président de la Banque mondiale, Robert McNamara, et les investissements sont dirigés vers les secteurs dont les populations pauvres dépendent, notamment le monde agricole, qui sera *« perçu comme le lieu du combat contre la pauvreté »* (CHARNOZ et SEVERINO, 2007 : 72). Une école proche des thèses marxistes naît également dans cette période, mettant en évidence les « théories de la dépendance » qui alimenteront de nombreux débats académiques.

« Elles soulignent les relations de pouvoir qui découlent de la division internationale du travail entre pays développés (spécialisés dans la production industrielle à haute valeur ajoutée) et les pays en développement (cantonnés à la production de matière première dont les termes de l'échange se détériorent à long terme) » (CHARNOZ et SEVERINO, 2007 : 76).

La période des années 1980 jusqu'au milieu des années 1990, est régie par l'ajustement structurel et la stabilisation macroéconomique. Au début des années 80, de nombreux pays en développement se trouvent dans une situation financière fortement détériorée, notamment par les années d'emprunt qui ont engendré un endettement difficile à surmonter. Afin de réduire les déficits budgétaires, l'accent est mis sur la stabilisation économique accompagnée d'une politique de réformes structurelles, quittant ainsi le paradigme précédent, axé sur la redistribution et l'aide sociale. Dans cette optique, la stratégie de développement repose désormais sur une économie libérée de l'emprise de l'État, ouverte aux investisseurs privés ; la pensée keynésienne laissant la place à la pensée néolibérale. À l'avenant, au sein de la communauté des bailleurs de fonds, se met en place un nouveau consensus, dit « de Washington », qui comporte une série de prescription néolibérales et qui structure l'APD jusque dans les années 90. Ainsi, les prêts sont conditionnés à la mise en place de programmes d'ajustements structurels²⁴.

Au milieu des années 90, il y a clairement une remise en question des modèles et méthodes de développement adoptés durant les dernières décennies, autant au niveau politique qu'au niveau académique, notamment par les travaux de Josef Stiglitz²⁵ et Amartya Sen²⁶, par exemple (GABAS : 2008). Le bilan de la période de l'ajustement structurel est mitigé. En particulier, la négligence du domaine humain et social sera revisitée par le leitmotiv de la lutte

²⁴ Les PAS comportent « un ensemble de mesures conjoncturelles destinées à rétablir la solvabilité des économies endettées ». Par ailleurs, ces programmes sont sujets à de nombreuses critiques. (TREILLET, 2005 : 125-127).

²⁵ Stiglitz est un économiste prix Nobel. Il a été économiste en chef et vice-président de la Banque mondiale de 1997-2000, et a émis de lourdes critiques envers les IBW.

²⁶ Sen est également économiste prix Nobel, connu pour ses travaux sur la famine et sur la théorie du développement humain notamment.

contre la pauvreté, couronné en 2000 par l'adoption des *Objectifs du Millénaire pour le développement*²⁷. L'APD connaît également des mutations du fait qu'elle est reconsidérée à travers les problématiques de la mondialisation et du développement durable (ASSIDON, 2005 : 95-99). Elle est de plus en plus débattue en termes de politique mondiale, notamment pour la question de la bonne gouvernance²⁸.

Après cette mise en contexte concernant l'APD, nous allons par la suite nous focaliser sur la dimension urbaine de l'aide au développement, particulièrement en ce qui concerne la Banque mondiale. Quel rôle la ville tient-elle au sein de l'APD ? Comment le développement urbain est-il abordé par la Banque ? Dans quelle mesure la ville est-elle considérée comme ayant un potentiel de développement ?

1.3. DEVELOPPEMENT URBAIN ET AIDE AU DEVELOPPEMENT

Dans ce chapitre, le but n'est pas de faire un état des lieux exhaustif du développement urbain, mais de mettre en relief quelques principales tendances qui l'ont marqué²⁹. Nous allons principalement nous baser sur l'article de Annick Osmont et Charles Goldblum, publié dans l'ouvrage « *Savoir et politiques du développement : questions en débats à l'aube du XXI^e siècle* » (2008), ainsi que sur l'article de Giulia De Ponte (2002).

1950-1960 : une émergence progressive du développement urbain

Selon Osmont et Goldblum, l'urbanisation était considérée comme un phénomène provisoire et réversible dans les PED jusque dans les années 1950, car elle était liée notamment à des migrations temporaires vers les villes. Elle a donc dès le début manqué de considération ; c'est une des raisons qui permettent d'expliquer pourquoi elle a longtemps été mise de côté dans l'analyse du développement, hormis concernant ses effets concrets auxquels il fallait parfois pallier dans l'immédiat (OSMONT et GOLDBLUM : 2008).

L'émergence du champ de recherche sur le développement urbain a été difficile, notamment parce qu'il souffre de cloisonnements disciplinaires, alors qu'une approche pluridisciplinaire est indispensable pour une notion aussi large ; de même, les contraintes liées aux terrains d'investigation ont longtemps mis la recherche sur le développement urbain à l'écart, en marge des instances scientifiques. Par ailleurs, d'après Osmont et Goldblum, il y a manifestement un manque de dialogue entre chercheurs et praticiens, qui semble être coutumier. Par exemple, dans les années 1960, qui ont connu un élan social avec des courants d'inspiration marxiste, certains chercheurs en sciences sociales (des géographes, sociologues, socio-anthropologues) ont attiré l'attention sur l'urbanisation dans les pays du Sud, en l'envisageant comme un objet de recherche. Cependant, les autorités politiques chargées de la coopération au développement ont pendant longtemps donné peu de

²⁷ Par une approche holistique du développement, fondée sur des indicateurs quantitatifs, huit objectifs de réduction de la pauvreté d'ici 2015 sont établis. 1 : Eliminer l'extrême pauvreté et la faim. 2 : Réaliser l'enseignement primaire universel. 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. 4 : Réduire la mortalité des enfants de moins de cinq ans. 5 : Améliorer la santé maternelle. 6 : Lutter contre le VIH / sida, le paludisme et autres maladies. 7 : Assurer un environnement durable. 8 : Établir un partenariat mondial pour le développement. <http://www.un.org/millenniumgoals/>

²⁸ Selon Jouve, la gouvernance est « *systématiquement utilisée comme un terme permettant d'identifier de nouvelles pratiques collectives, de nouvelles formes d'actions publiques. (...) Dans ces approches, la gouvernance sert à désigner l'ensemble des pratiques collectives par le biais desquelles l'ordre social et politique est produit.* » (JOUVE, 2003 : 16).

²⁹ Il est important de distinguer la recherche urbaine au sein du développement (la production académique et des instituts de recherche) des actions et politiques de développement urbain (ce qui est mis en œuvre dans la pratique du terrain). Ces deux domaines, qui sous-tendent tous les deux l'expression « *développement urbain* », sont évidemment liés, mais ils sont parfois en décalage : entre l'élaboration d'une théorie et sa mise en pratique, il y a un certain écart.

considérations aux sciences sociales, et par conséquent les idées des chercheurs n'ont pas su trouver d'écho dans la pratique, du moins pas dans l'immédiat. Ce fossé entre les penseurs et les acteurs s'est aussi révélé dans le domaine opérationnel (celui de l'urbanisme et de la planification), qui a longtemps été mis de côté par les institutions d'aide au développement (OSMONT et GOLDBLUM : 2008).

En ce qui concerne la recherche sur la ville du Sud, la situation est similaire : elle était notamment monographique, et s'intéressait aux changements sociologiques ou économiques affectant les nouveaux citoyens ; cette recherche *en ville* trouvait donc des réponses très concrètes à des besoins des villes du Sud, liés à la réalité du terrain et au domaine technique, comme le logement ou l'infrastructure urbaine. Or, la ville n'était vraisemblablement pas considérée dans sa globalité, ce qui se traduit par la rareté des études *sur* la ville (sa fabrication, sa gestion), qui n'apparaissent que dans les années 1970 (OSMONT et GOLDBLUM : 2008).

Concernant la Banque mondiale avant les années 1970, Giulia De ponte parle également de la « *rareté et faiblesse des analyses et projets concernant la ville en tant qu'espace de développement* » (DE PONTE, 2002 : 232). Cette institution considère en effet la pauvreté comme « *un phénomène de nature foncièrement rurale et le processus d'urbanisation comme une conséquence directe de telle pauvreté.* » (DE PONTE, 2002 : 232). Ainsi, au sein de la Banque prédomine la vision d'une assistance qui doit se concentrer sur les milieux ruraux, pour qu'elle puisse être durable. Par conséquent, jusqu'à la fin des années 1960, les investissements dans les milieux urbains restent très ponctuels et concernent surtout les domaines de la construction et de l'habitation, mais la ville n'est pas considérée dans son ensemble.

1970 : la ville devient un objet de recherche au sein du développement urbain

Dans les années 1970, la ville sera peu à peu constituée comme un objet de recherche dans une perspective de développement, et le développement urbain deviendra un secteur d'élaboration de politiques de coopération. La ville sera vue comme un *objet pluriel d'investigation*, les phénomènes urbains comme *complexes et diversifiés* et les politiques urbaines comme un outil pour le développement (OSMONT et GOLDBLUM : 2008). Selon De Ponte, cette tendance se traduit également au sein de la Banque mondiale où la ville est présentée pour la première fois comme un potentiel de développement. Cette dernière augmente par ailleurs les fonds consacrés au secteur urbain. Trois facteurs interviennent dans ce changement d'orientation (DE PONTE : 2002).

- Premièrement, un élément contextuel : le phénomène de l'urbanisation s'accélère dans ces années, dans les pays du Nord et dans les pays du Sud, engendrant un intérêt grandissant pour la ville au sein de la communauté des chercheurs.
- Deuxièmement, suite à cette impulsion, différentes études ont démontré que les zones urbaines sont plus productives que les zones rurales, contrairement à ce qui était généralement admis. Ces résultats encouragent la Banque à soutenir davantage de projets concernant les villes.
- Troisièmement, la « découverte de la ville » est aussi liée à la croissance de la pauvreté urbaine, et à la prise de conscience que la pauvreté ne se limite pas à un phénomène rural. D'ailleurs, c'est à partir de ce moment que la Banque, par la décision de son président alors en fonction Robert McNamara, met l'accent sur l'importance de la lutte contre la pauvreté.

D'après Yatta, la Banque met alors en place deux types d'intervention. Le premier, connu sous l'appellation « *slums upgrading* », consiste en la réhabilitation des quartiers spontanés et des

bidonvilles, notamment par la régularisation de l'occupation du sol, et en fournissant des services de proximités aux habitants. La seconde est la mise en place des opérations « sites et services », par lesquelles sont mises à disposition des parcelles assainies (YATTA, 2006 :73). Alors que « *le financement des projets urbains a toujours été soumis au dogme de la priorité absolue du développement agricole* »³⁰ jusqu'à la fin des années 1970, la ville commence progressivement à être considérée comme stratégiquement importante pour le développement (COQUERY, 1993 : 7). Cependant ce n'est que dans les années 1980-1990 que la ville acquiert le statut de facteur du développement, et le consensus que le développement requiert l'urbanisation va se mettre en place (OSMONT et GOLDBLUM : 2008).

1980 : un changement d'orientation

D'après De Ponte, bien que l'intérêt accordé à la ville ait contribué à un certain élan urbain, l'approche de la ville des années 1970 montre ses faiblesses dans la décennie suivante. En effet, dans un contexte de crise économique mondiale, la constatation que de nombreux pays du Sud se trouvent dans des situations dramatiques, avec des dettes ingérables et des sécheresses dévastatrices, laisse penser que la manière dont l'aide au développement urbain a été mis en pratique s'est souvent montrée infructueuse. Effectivement, la pauvreté a augmenté de manière exponentielle, de nombreux projets n'ont pas été achevés, et les fonds destinés aux villes ont souvent fait l'objet de détournements. Le développement connaît alors une crise et il en résulte une remise en question qui impose « *une nouvelle réflexion sur la structure à donner aux politiques urbaines* » (DE PONTE, 2002 : 236). De Ponte note trois grands changements des années 1980.

- Le premier changement est celui des interlocuteurs privilégiés des institutions d'aide au développement, qui ne sont plus les gouvernements centraux des États bénéficiaires, mais de plus en plus les municipalités des villes cibles. Cette décentralisation de l'aide s'explique notamment par trois facteurs. D'abord, une logique économique tend à rationaliser les finances municipales, en instaurant une correspondance directe entre les impôts et les services locaux. Puis, on se préoccupe de la démocratisation de la vie politique des Etats bénéficiaires : les électeurs ont plus de contrôle si la gestion des projets se fait au niveau local. Finalement, elle répond à une exigence interne de la Banque dans les années 1980 : mettre la politique urbaine en cohérence avec les nouveaux principes macro-économiques, notamment les prêts d'ajustement structurel.
- Le second changement concerne la nature des nouveaux projets urbains. Alors que les interventions spatiales et urbanistiques prédominaient, c'est dès lors la gestion urbaine ou l'intervention sur le fonctionnement institutionnel qui est mis en avant. Cette nouvelle manière de faire se traduit notamment par la mise en place d'un « Urban Management Programme » en 1986, par la Banque mondiale, le PNUD et l'UNCHS, « *qui se structure sur l'association étroite de prêts aux municipalités et d'un ensemble de réformes institutionnelles au niveau local, présentées comme conditionnelles par rapport à l'émission des prêts* » (DE PONTE, 2002 : 237). En d'autres termes, pour bénéficier d'un emprunt le pays débiteur doit accepter des conditions institutionnelles, qui sont souvent de nature politique.
- Le troisième changement, enfin, concerne les sujets qui prennent part à la réalisation des projets urbains. Les institutions d'aide préconisent la démarche libérale de l'abandon de la gestion entièrement publique des services des municipalités. Ainsi se mettent sur pied des partenariats publics-privés.

³⁰ À l'échelle nationale et internationale.

Ces changements d'orientations des années 1980, avec une approche plus globale de la ville, et l'émergence des notions de gestion urbaines et de partenariat concernant l'aide urbaine, semblaient présenter certains avantages. Toutefois, ils ont été reconsidérés de manière plus critique par la suite. Par exemple, on reproche à la décentralisation et la privatisation d'avoir contribué à la détérioration des services urbains sociaux. De plus, les interventions de nature politique par les conditionnalités des prêts, présentées sous le terme de bonne gouvernance, ne correspondent pas à la finalité d'une institution telle que la Banque, censée promouvoir notamment le développement économique des pays du Sud.

Dès 1990

Avec le consensus de Washington et les PAS qui permettent d'attaquer les réformes à l'échelle nationale (YATTA : 2006), la Banque adopte une approche plus libérale et macroéconomique du développement. Ceci vaut évidemment aussi pour ce qui relève de l'urbain. Ainsi, dans les années 1990, d'après Cohen, (COHEN, 2004 : 2), la Banque met l'accent sur :

- « *Enhancing the contribution of cities to national economic and social development* »
- « *Encouraging the development and efficient functioning of markets* »

Avec une approche aussi large, le développement urbain réellement bénéfique aux citoyens a pratiquement été laissé de côté.³¹ D'ailleurs, Cavallier déclare que la « *Banque reconnaît dans un document de 1999 une éclipse de plusieurs années dans ses activités urbaines* » (CAVALLIER, 2000 : 151). Ce document, « *a strategic view of urban and local government issues : Implications for the Bank* », a été rédigé notamment suite à l'impulsion du Sommet d'Istanbul en 1996³². Dans ce texte, le « *ton et la substance même du discours ont beaucoup changé* », par rapport aux propos concernant la ville que la Banque émettait avant cette date. La Banque y reconnaît que :

« *toute démarche réaliste pour un monde responsable et plus solidaire passe désormais par une meilleure maîtrise de développement des villes, tant en termes d'organisation territoriale qu'en matière de gestion urbaine.* » (CAVALLIER, 2000 : 151).

Ainsi, pour renforcer la dimension urbaine de la Banque, plusieurs programmes ont été récemment mis sur pied. Par exemple, en 1999, l'initiative *Cities Alliances* a été lancée

³¹ Constatant ce développement unidirectionnel, Ignacy Sachs nous rappelle que l'environnement se compose toujours d'éléments naturels, d'un cadre bâti et d'éléments matériels. Il affirme que « pour améliorer la qualité de vie urbaine et transformer les citoyens en citoyens, les investissements dans le béton ne sauraient suffire (...). Transformer la société urbaine constitue une tâche qui dépasse le cadre traditionnel des politiques urbaines. Il serait vain, en outre, de s'attendre à ce que l'essor économique, même puissant, soit à lui seul suffisant. L'intégration accélérée dans l'économie internationale et dans les réseaux mondiaux des villes à la pointe du progrès technique peut aller de pair, l'expérience le montre, avec l'approfondissement des fractures sociales à l'intérieur des villes et la rupture des synergies entre ces villes et leur arrière-pays. » (SACHS, 1996 : 321-322)

³² Ce Sommet des villes (Habitat II) cristallisait beaucoup d'attentes : par exemple, Ignacy Sachs, dans une publication du début de l'année 1996 affirme : « *Le moins que l'on puisse attendre du Sommet d'Istanbul c'est qu'il fera le tour de la question urbaine intimement liée à la crise sociale actuelle en procédant à un bilan critique des stratégies et des politiques urbaines suivies par les différents pays et les organisations internationales depuis la Conférence de Vancouver.* » (SACHS, 1996 : 1) En effet, d'après Yatta, les résolutions de Habitat II ont défendu l'idée que la ville participe au développement économique : « *les zones urbaines jouent un rôle essentiel dans la croissance et le développement économique. Elles sont indispensables à une économie diversifiée et créatrice d'emplois... À l'heure actuelle, dans le monde, plus de la moitié des activités économiques nationales est à mettre à l'actif des villes* » (Habitat II, Chapitre IV : « Développement Plan d'action mondial : stratégies de mise en œuvre », C. Le développement durable des établissements humains dans un monde de plus en plus urbanisé. Cité par YATTA, 2006 : 86). Ainsi, selon Cavallier, le sommet a porté ses fruits, puisqu'il a conduit la Banque à revoir son approche de l'urbain.

simultanément par UN-Habitat³³ et la Banque mondiale, pour mobiliser des fonds en vue d'aider les villes dans leur développement (CAVALLIER : 2000). Un autre exemple serait que, depuis 2002, la Banque mondiale organise des « symposiums de la recherche urbaine » (PRUD'HOMME : 2007). Elle a aussi redéfini sa stratégie pour les villes et les collectivités locales en 2000, dans le document *Villes en transition : vue stratégique des problèmes urbains et municipaux* (YATTA : 2006). Parallèlement, d'autres organisations d'aide au développement mettent l'accent sur la ville : par exemple, l'Agence France Développement (AFD) octroie depuis peu des financements directement aux municipalités.

1.4. SYNTHÈSE ET BILAN

D'après Cavallier, la Banque s'est rapidement intéressée à la ville, la première étude sectorielle consacrée à l'urbanisation datant de 1972. Face à la constitution des bidonvilles, elle se voulait pragmatique, en mobilisant les épargnes des pauvres pour leur louer des parcelles assainies où ils pouvaient construire. Cette manière de faire, qui n'était pas innovante, s'est montrée infructueuse, car la dynamique urbaine n'était pas considérée dans sa globalité, et le gouvernement local ainsi que les habitants des pays bénéficiaires n'étaient pas suffisamment pris en compte. La ville n'était donc pas vue comme le moteur de l'innovation et de la croissance, alors que c'est pourtant « *dans les villes que va se jouer l'avenir de l'humanité* » (CAVALLIER, 2000 : 150).

Prud'homme (2007) a essayé d'apprécier la place de l'urbain dans les programmes d'aide : au niveau multilatéral, il n'existe pratiquement pas d'institution spécialisée dans les villes. UN-Habitat, institution des Nations-Unies spécialisée en « établissements humains », s'en approche le plus, mais elle est autant orientée vers la campagne que vers la ville. Dans les grandes institutions comme la Banque mondiale, l'urbain ne possède pas de secteur qui lui est dévoué. Comme nous l'avons vu, il a bien figuré dans certaines sous-catégories de l'organigramme³⁴ de la Banque, mais sans grande influence. Ainsi, pour les données de 2007, 115 agents de la Banque sont affectés au secteur « urbain », contre 300 au secteur « agriculture et développement rural ». De même, dans les objectifs de l'aide qui sont régulièrement actualisés pour chaque pays l'urbain, apparaît peu. De 1970 à 2000, seuls 3 à 7% du total des prêts sont consacrés au secteur urbain.

Pour Michael Cohen, l'aide internationale destinée aux villes est actuellement encore modeste, malgré son importance croissante. Cependant, deux éléments vont selon cet auteur augmenter l'intérêt porté aux villes.

- Les pronostiques démographiques, c'est-à-dire la croissance incontestable de la population urbaine, lancent de nouveaux défis aux chercheurs et aux décideurs au sein des institutions d'aide au développement. Severino pense que l'aide publique au développement peut notamment « *accompagner la croissance urbaine, en renforçant les infrastructures économiques et sociales* » (SEVERINO : 2007).
- Le développement urbain peut potentiellement réduire la pauvreté et les inégalités par des facteurs économiques et sociaux directement liés à la ville en tant que lieu géographiquement localisé. « *Urban development assistance can reduce poverty and inequality* » (COHEN, 2004 : 9).

Cohen déclare que le développement passe par la ville, et que cela semble aller de soi dans les pays du Nord, mais que cette formule n'a pas encore été appliquée dans les pays du Sud.

³³ <http://www.unhabitat.org/>

³⁴ L'organigramme de la BM : http://siteresources.worldbank.org/EXTABTUSFRENCH/Resources/organisation_chart_fr.pdf

L'aide urbaine est encore trop comprise comme la traditionnelle « aide à l'infrastructure », qui ne suffit pas, car il faut également développer des stratégies économiques locales et intersectorielles, capables de produire des places de travail et des revenus (COHEN, 2004 : 6).

2. REPRESENTATIONS DE LA VILLE

2. 1. SAISIR LE DISCOURS URBAIN A TRAVERS LES REPRESENTATIONS SOCIALES DE LA VILLE

Dans notre travail de mémoire, nous allons analyser le discours urbain de la Banque mondiale à travers les WDR. La manière dont la ville est évoquée découle d'un imaginaire de la ville. Pour Joëlle Salomon Cavin, « *les représentations sociales apparaissent comme le concept le plus approprié pour désigner de façon générale l'imaginaire attaché à la ville* » (SALOMON CAVIN, 2005 : 13). Nous allons donc nous atteler à expliciter cette notion qui nous permettra de saisir l'imaginaire de la ville.

Le concept de représentation, utilisé dans de nombreux champs de recherche en sciences sociales, relève d'une complexité et d'une richesse sémantique nées de la croisée de différentes significations au fil du temps (SÖDERSTRÖM, 2005 : 11). En d'autres termes c'est une « *boundary notion* » avec un potentiel d'innovation, et dont les définitions sont indubitablement partiales et incomplètes. Pour notre part, nous allons nous baser sur les propos de Salomon Cavin afin d'élaborer une définition qui nous convient.

Salomon Cavin propose plusieurs définitions du concept de représentation, mais nous n'en retiendrons deux. La première, plutôt générale, est adoptée par les géographes : la représentation est une conceptualisation du réel, « *une création sociale de schémas pertinents du réel* » (GUMUCHIAN, 1991). La seconde est celle introduite par Denise Jodolet. Selon cette auteur, les représentations sociales sont « *une forme de connaissance socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique, et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social.* » (JODOLET, 1997). En d'autres termes, le concept est défini comme « le prêt-à-penser des membres de la société ». Ce dernier peut se trouver sous la forme de symboles, d'images, de croyances, de valeurs ou d'un imaginaire, et son dessein est de donner une explication à la réalité et de proposer des schémas de conduites et d'actions (SALOMON CAVIN, 2005 : 15).

La notion de représentation est traditionnellement mise en opposition avec celle de réalité. Toutefois, en admettant la thèse selon Peter Berger et Thomas Luckmann (2006) que toute forme de réalité découle d'un processus de construction sociale, cette opposition ne sera pas considérée comme bipolaire, mais plutôt comme une relation réciproque, car la représentation se nourrit de la réalité et la réalité n'existe que s'il y a une représentation de celle-ci. Le réel est donc constamment en construction, saisi par l'intermédiaire d'un sujet³⁵. Ainsi apparaît une certaine dynamique des représentations sociales : leur contenu peut varier dans le temps, notamment parce qu'elles sont liées à la réalité sociale, qui elle-même se modifie sans cesse. De plus, les représentations peuvent aussi se transformer suite à certains événements ou aléas conjoncturels. Toutefois, notons que parfois, même s'il y a un changement dans le réel, la représentation demeure figée, ou à l'inverse, elle peut se modifier, ou même disparaître, sans qu'il n'y ait de transformation importante dans la réalité.

D'après Nicole Mathieu, pour comprendre l'évolution du réel proprement dit (ou de la réalité géographique), il est important de considérer l'histoire des représentations ainsi que

³⁵ Il est admis que la représentation faite par une personne est toujours sociale, puisqu'elle est produite dans l'interaction avec les autres (Paulette Duarte, 1997, citée par SALOMON CAVIN, 2005 : 16).

l'évolution des idéologies³⁶ qui dominent leur fabrication à l'échelle individuelle ou collective. « *Plus que les continuités, les moments de rupture marquent à la fois les renversements des représentations dominantes et l'émergence de nouvelles pratiques* » (MATHIEU 2007 : 2). Nous retiendrons qu'il est toujours intéressant de se pencher sur les moments de rupture.

2. 2. DISCOURS ANTI-URBAIN ET DISCOURS PRO-URBAIN

Dans cette section, nous allons nous intéresser aux différentes représentations de la ville, à travers le discours anti-urbain et son contraire, le discours pro-urbain. Pour commencer, nous allons définir l'anti-urbain³⁷, qui est l'une des notions clés de notre problématique. Puis nous allons mettre en perspective cette notion avec le discours pro-urbain, son opposé. Finalement, nous allons discuter de l'émergence de la notion de l'anti-urbain au sein des sciences humaines en tenant compte des différents points de vue des auteurs.

Définitions de l'anti-urbain

L'anti-urbain est un sujet abordé par de nombreux chercheurs en sciences humaines et sociales. Toutefois, il n'apparaît pas encore comme un concept défini, et constitue rarement un axe de recherche en soi (SALOMON CAVIN, 2005 : 32). Malgré cela, dans la littérature scientifique traitant de l'anti-urbain, plusieurs définitions de celui-ci sont proposées. Nous en retiendrons trois qui nous semblent pertinentes pour notre travail. Joëlle Salomon Cavin propose la première de ces définitions.

« *L'anti-urbain, c'est l'hostilité à l'égard de la ville [...]. L'hostilité est un terme dont la signification couvre un spectre suffisamment large pour s'appliquer à la simple critique mais également au rejet pur et simple, voire à la volonté de détruire.* » (SALOMON CAVIN, 2005 : 33).

Salomon Cavin propose une définition assez générale par soucis d'englober les différentes dimensions de l'anti-urbain. La deuxième définition explicite notamment les raisons de cette hostilité ; Bernard Marchand définit ce qu'il nomme l'urbaphobie comme :

« *La critique et, d'ordinaire, la condamnation de la grande ville en tant que telle : c'est la concentration de la population, sa taille, sa forme dense, ses fonctions, [...] son bâti, ses richesses, son rôle politique, son type de vie et ses relations sociales particulières qui provoquent l'hostilité.* » (MARCHAND : 2007).

Enfin, Tom Slater suggère une troisième définition, en s'intéressant plus à la production du discours anti-urbain.

« *Anti-urbanism is a discourse³⁸ of fear of the city, produced and reproduced through a variety of negative literary, artistic, media, cinematic and photographic representations of urban places.* » (SLATER : 2009).

Pour ce dernier auteur, le discours anti-urbain – discours de la peur de la ville – est donc produit, et constamment reproduit, notamment par des images négatives véhiculées par l'art, les médias, le cinéma ou encore le marketing. A titre d'exemple, Slater fait référence à une publicité pour une voiture de marque japonaise, définie comme « *urban proof* » (c'est-à-dire

³⁶ Différentes sphères interfèrent dans la constitution des idéologies selon Mathieu : la sphère politique, la sphère technique, la sphère des habitants et la sphère scientifique. (MATHIEU 2007 : 2)

³⁷ Pour la suite, nous avons choisi une série de termes que nous utiliserons comme des synonymes dans notre travail : urbaphobie, urbanophobie, anti-urbain, désamour de la ville, hostilité à l'égard de la ville. Ces termes relèvent tous d'un système de représentations négative, même si la connotation est parfois quelque peu différente.

³⁸ Notons qu'il définit le discours comme : « *a network of signs, symbols, and practices through which we make our world(s) meaningful to ourselves and to others.* » Il reprend cette définition du géographe britannique Derek Gregory.

résistante à la ville). Ce type d'image ou de slogan contribueraient selon cet auteur à la production de représentations sociales négatives de la ville (SLATER : 2009). Cet exemple plutôt singulier illustre bien la multiplicité des sphères qui participent à la production des représentations sociales.

Pour synthétiser, retenons de ces définitions que le discours anti-urbain se trouve à la croisée de l'hostilité et de la peur, qui trouvent leurs fondements dans certaines caractéristiques de la ville, et que ce discours se constitue en puisant des images dans différentes sphères, où plusieurs dimensions – matérielles, morales, etc. – interagissent.

Deux faces d'un discours : la relation anti-urbain / pro-urbain

Cette hostilité, traduite par une vision (et un discours) négative de la ville, doit être mise en perspective avec son opposé, c'est-à-dire un attachement ou une certaine valorisation de la ville (CHOAY : 1994 ; BOCHET : 2007³⁹). D'après Muriel Rosemberg, depuis que la ville existe, les sociétés occidentales l'abordent par deux attitudes opposées : l'une urbaphobe⁴⁰ et l'autre urbaphile⁴¹ (ROSEMBERG : 2007). Selon Salomon Cavin, cette cohabitation janusienne a toujours existé, oscillant selon les époques entre la prépondérance d'un discours anti-urbain plus ou moins prononcé, et celle d'un mouvement pro-urbain évoquant la dimension bénéfique de la ville (SALOMON CAVIN, 2005 : 24). À cet égard, Mathieu parle d'un balancement cyclique entre amour et désamour pour la ville, fondé sur ses propriétés considérées alternativement comme attirantes ou repoussantes (MATHIEU, 2007 : 3). Ainsi, dans notre travail d'analyse du discours des WDR produits par la Banque mondiale, il s'agira notamment d'être sensible aux variations urbaphobes et urbaphiles⁴².

Mathieu affirme également que l'idée de ville se construit dans la relation avec son symétrique qui est l'idée de campagne (ou de nature). L'hostilité à l'égard de la ville serait une conséquence de sa confrontation avec le rural. C'est pour cette raison qu'il est nécessaire, d'après cette auteur, quand on s'intéresse aux représentations anti-urbaines, de considérer le rapport entre les représentations des villes et des campagnes (MATHIEU : 2007). Salomon Cavin ajoute que ce rapport oppose non seulement la ville et la campagne en général, mais également la grande ville et la campagne ou une ville jugée meilleure : « *l'hostilité trouve sa justification dans un monde rural ou un modèle de ville jugé meilleur.* » (SALOMON CAVIN, 2005 : 33).

Un exemple des expressions du discours anti-urbain dans la littérature

François Moriconi-Ebrard s'est intéressé à la terminologie utilisée actuellement dans la littérature scientifique pour désigner les villes, notamment les villes du Sud. Il existe de nombreux termes qui, selon lui, relèvent d'avantage de la tératologie⁴³ que du domaine des sciences humaines. Que ce soient des expressions anciennes ou des néologismes, ils contribuent à une représentation peu séduisante des villes. Considérons ci-dessous quelques catégories de métaphores de la ville, afin de discuter des implications que ces images entraînent (MORICONI-EBRARD, 2000 : 203-209).

- Premièrement, avec l'augmentation de la taille des villes, certains termes construits à partir de superlatifs sont apparus : *mégapole*, *mégalopole*, *mégaville*, *gigantisme urbain*, notamment. Ces termes sous-entendent que les villes sont démesurément grandes et surpeuplées. Or le surpeuplement signifie qu'il y a trop d'individus dans une

³⁹ L'article sera dans un ouvrage, intitulé « L'urbaphobie : démontage d'un désamour » qui synthétise ce colloque. Il sera publié en 2010 par J. Salomon Cavin et B. Marchand.

⁴⁰ Ou urbanophobe.

⁴¹ Ou urbanophile.

⁴² L'urbanophilie est le fait d'attribuer des vertus morales et politiques à la ville selon Philippe Genestier (2007).

⁴³ La tératologie désigne la science des monstres.

ville, qu'une population est venue s'ajouter à celle qui la peuplait dans un premier temps, provoquant ainsi le surpeuplement. Ceci nous conduit à la question sous-jacente de savoir qui peuple, et qui surpeuple.

- Deuxièmement, les termes catastrophistes sont associés à des pathologies ou à d'autres fatalités : *explosion urbaine, monstruopole, cancer urbain qui ronge la planète*. Par ces termes, la ville est considérée comme un organisme vivant, ou quelque chose d'incontrôlable, qui se développe indépendamment de la volonté de la société.
- Troisièmement, on observe des termes associés à la consommation de l'espace. L'étalement urbain et l'imperméabilisation du sol consomment de l'espace. L'idée sous-jacente à de telles images est la suivante : consacrer de l'espace au terrain bâti, c'est détruire de l'espace agricole, réservé à nourrir les hommes.
- Quatrièmement, on trouve la personnification, notamment par l'utilisation de la métonymie, figure de style qui consiste à prendre le contenant pour le contenu. Les acteurs de la vie politique et économique s'abritent derrière la métonymie, par des formules telles que « *Bangkok souffre de la crise* ». Ou encore en considérant la ville comme un acteur vivant dans des expressions comme « *l'urbanisation galopante* ».

Moriconi-Ebrard affirme que l'utilisation des métaphores de la ville contribue à évacuer l'image citoyenne du statut d'habitant :

« *L'idée fondamentale qui en résulte est que l'individu est prisonnier d'une logique globale sur laquelle il n'y a aucune prise, dans laquelle son initiative personnelle est réduite à néant.* » (MORICONI-EBRARD, 2000 : 205).

Bien que cette classification ne soit pas exhaustive, elle fournit un exemple de l'expression ou de la manifestation du discours anti-urbain comme on peut le trouver dans certains types de littératures. Un autre exemple, une seule phrase de Jean-Bernard Racine à propos des villes des PED, qu'il nomme des « *espaces malades* »⁴⁴, en dit long.

« *D'un continent à l'autre, en croissance explosive, tant démographique que spatiale et fonctionnelle, les villes du Tiers-monde se ressemblent : rues grouillantes de monde, centres urbains profilés à l'américaine, mais déjà en cours de taudification, secteurs résidentiels surpeuplés et squattérisés, prolifération périphériques illégales construites par leurs habitants eux-mêmes, qui s'entassent dans des quartiers poussiéreux, sans arbres ni routes goudronnées, aux égouts et aux réseaux d'adduction d'eau insuffisants, dotés d'écoles et de dispensaires rudimentaires, bidonvilles des bâtisseurs du soir qui abritent entre un et deux tiers des citadins des pays en développement.* » (RACINE, 1993 : 113, notre emphase).

Dans cette citation, nous constatons qu'il y a une forte concentration de termes qui nous semblent avoir une signification négative. Ce registre peut participer à la formation ou à la prolongation des représentations négatives de la ville.

2. 3. LE POUVOIR DES REPRESENTATIONS ET DU DISCOURS URBAIN

D'après Slater, qui se réfère aux théories poststructuralistes, les discours – construits à partir des représentations – sont chargés de pouvoir, ils contribuent au changement social, et ils affectent la manière de penser un lieu. Le discours anti-urbain est donc porteur d'un certain pouvoir. De ce fait, il est important de déconstruire les représentations puissantes comme celle-ci, qui ne doivent pas être considérées comme une évidence, car elles engendrent des

⁴⁴ Le terme « *espace malade* » revient à A. Collin Delavaud (1991).

conséquences directes sur la manière de gérer les villes. Pour comprendre les implications sociales et culturelles des formes de représentations, il faut donc être sensible aux discours (SLATER, 2009 : 13).

Slater donne notamment l'exemple de la longue tradition anti-urbaine aux États-Unis⁴⁵, où les discours anti-urbains sont matérialisés par des politiques urbaines⁴⁶ et des représentations répandues, telles que le rêve américain d'une villa dans les *suburbs*. Il montre l'impacte d'un discours négatif envers la ville, à travers les travaux de l'artiste Hopper, qui ont, selon lui, contribué à une antipathie plus large à l'encontre de la ville aux USA (SLATER, 2002 : 135).

Un autre exemple est largement utilisé pour évoquer la puissance du discours anti-urbain : le livre de Mike Davis « Planet of slum » – traduit en français par « Le pire des mondes possibles, de l'explosion urbaine au bidonville global ». Dans cet ouvrage, à travers sa rhétorique apocalyptique, Davis dépeint le danger de l'urbanisation en exposant la situation catastrophique des zones urbaines émergentes des pays du Sud. Il parle de l'explosion démographique, des catastrophes écologiques et humaines et prédit un avenir effrayant à ces métropoles (DAVIS : 2006). Davis énonce donc un discours fortement anti-urbain à travers cet ouvrage, ce qui éveille la réaction critique de différents auteurs, dont Tom Angotti. Ce dernier prononce une critique virulente des propose anti-urbains soutenus par Davis dans son livre. En effet, selon Angotti, les théories anti-urbaines sont néfastes, notamment parce qu'elles sont parfois instrumentalisées par certains gouvernements pour justifier leurs actions, ou, au contraire leur manque d'action. Il nous alerte donc sur les dangers de l'instrumentalisation du discours anti-urbain. Angotti affirme donc qu'il faut considérer la ville de manière positive, la voir comme un potentiel, faute de quoi il pourrait y avoir des répercussions négatives sur la manière de la gérer. Il faudrait, selon lui, cesser de s'attaquer à la ville par des diatribes anti-urbaines moralistes, et commencer à l'envisager comme un potentiel de développement en vue d'une meilleure qualité de vie pour ses habitants, car le discours pro-urbain bénéficie lui aussi d'un pouvoir.

Ainsi, nous pouvons retenir trois éléments concernant le pouvoir des représentations et du discours anti-urbain.

- Premièrement, comme nous l'avons déjà vu avec la définition de l'anti-urbain selon Slater, il existe de nombreux supports qui nourrissent la peur de la ville. Les représentations se forment – et se perpétuent – à partir d'images provenant de nombreux domaines (littérature scientifique, arts, médias, etc.).
- Deuxièmement, des rapports de pouvoirs puissants se jouent entre les acteurs qui participent à la fabrication du discours concernant la ville. Certains auteurs ou artistes ont une plus large influence que d'autres sur les représentations, et donc sur le discours.
- Troisièmement, retenons que certains discours sont instrumentalisés pour justifier des actions politiques. Nous pouvons donc constater que le discours a effectivement des effets sur la réalité.

Nous pouvons conclure en soulignant le fait que des enjeux réels sont liés à la production de représentations négatives de la ville.

⁴⁵ Morton White et Lucia White ont notamment travaillé sur ce sujet dans leur contribution de 1962, « The Intellectual Versus the City ».

⁴⁶ Deux citations de Angotti pour appuyer ce propos : « *anti-urban bias (...) has served mostly conservative political agendas.* » (p. 962) « *The main city planning ideas in the US are anti-urban. They encourage dispersal of the population from big cities (...)* » (p. 963).

2. 4. BIAIS ANTI-URBAIN ET AIDE AU DÉVELOPPEMENT

L'idée d'une hostilité envers la grande ville nourrit un courant intellectuel établi dans les pays du Nord. Elle a été développée dans les pays anglo-saxons (WHITE et WHITE : 1967 ; GLASS : 1989 ; BEAUREGARD : 1993) ainsi que dans les pays Européens, notamment en Suisse (SALOMON CAVIN : 2005), en France (MARCHAND : 2009), ou encore en Allemagne (CLUET : 2007).

Toutefois, d'après Rémy Prud'homme, ce courant anti-urbain a également déteint sur les pays du Sud, par la vision du développement propre aux institutions d'aide au développement (essentiellement basées dans les pays du Nord) : « *la vision du développement, et en conséquence les politiques de développement et surtout d'aide au développement, témoignent du même biais anti-urbain.* » (PRUD'HOMME, 2007 : 1).

Au sein des institutions d'aide au développement, le biais anti-urbain est notamment perceptible dans la répartition des financements accordés, qui sont moindres en ce qui concerne la ville. La ville a en effet longtemps été absente des théories du développement, et par conséquent de l'aide internationale au développement en général. Et, « *d'une vision sans ville à une vision anti-ville, il n'y a qu'un pas, qui fut assez vite franchi* » (PRUD'HOMME, 2007 : 3). Prud'homme constate que la vision du développement ainsi que de l'APD sont rapidement devenues *pro-campagnes*, ou *pro-agriculture*, c'est-à-dire anti-urbains.

Une question apparaît donc en filigrane de ces constatations : pourquoi la ville est-elle la grande absente ?

Un premier aspect qui a influencé cette vision du développement, ce sont les théories du développement dont les bases ont été jetées par des économistes après la seconde guerre mondiale, et qui étaient dominées par des courants a-spatiaux. Ces derniers s'intéressaient « *au travail, au capital, à l'accumulation, à l'épargne, à la consommation, à l'investissement, aux importations, aux prix, à l'industrialisation, etc., jamais aux villes ou aux campagnes.* » (PRUD'HOMME, 2007 : 3). Puis, Prud'homme expose trois autres raisons qui auraient, selon lui, joué un rôle dans la conception de la vision du développement, et mené à la négligence de la ville par les institutions d'aide au développement (PRUD'HOMME, 2007 : 3-6).

- Premièrement, une grande majorité des travailleurs se situaient dans les zones rurales et l'essentiel de la production se réalisait dans ces dernières. L'image de la campagne productive de richesses était donc très présente. Par conséquent, il semblait cohérent de concentrer l'effort de l'aide sur l'agriculture. Cependant, le fait est que la productivité des campagnes est plus faible que celle des villes, et *l'urbanisation est un facteur de croissance économique.*
- Deuxièmement, la peur de la famine imputait à la production agricole un caractère presque sacré. Pour rappeler le contexte, il est vrai que dans les années 1950 la faim était concrète (la faim a fait de nombreuses victimes : un exemple, la famine du Bengale en 1947 a tué trois millions de personnes) et la productivité agricole fortement moins élevée qu'actuellement. De plus, la peur de voir l'urbanisation consommer les territoires agricoles s'ajoutait à cela. Plus tard, il a été démontré, notamment par Amartya Sen (1981), que les famines étaient bien plus des conséquences de problèmes politiques (guerres ou inégalités). Malgré cela, ces craintes perdurent encore.
- Troisièmement, Prud'homme suggère une approche néo-marxiste qui consiste à dire que les décideurs des pays occidentaux voulaient délibérément laisser les PED dans une situation d'infériorité, afin de pouvoir bénéficier d'un fournisseur de matières premières et pour qu'ils ne deviennent pas des concurrents industriels.

Prud'homme conclut que l'idéologie dominante n'était « *peut-être pas directement anti-urbaine, mais elle l'a été indirectement par son ignorance de la ville et par sa prédilection du rural* ». Ainsi, l'idée d'un développement axé avant tout sur la campagne est prépondérante durant la plus grande partie de l'histoire du développement.

La ville est également absente des politiques des États des pays en développement. En effet, ces derniers gagnent en indépendance depuis les années 1960, mais leurs politiques restent bien souvent orientées par les interventions ou les idées des pays ex-colonisateurs. Selon Prud'homme, leurs « *politiques ont explicitement préféré la campagne à la ville, et freiné ou cherché à freiner l'urbanisation* » (PRUD'HOMME, 2007 : 5). D'après Coquery, le discours dominant au début des années 1970 va dans le sens de la « *condamnation d'une urbanisation considérée a priori comme parasitaire et contraire aux efforts faits ou à entreprendre pour le développement rural.* » (COQUERY, 1993 : 7). Retenons deux exemples donnés par Prud'homme : le premier est celui des impôts prélevés à Mumbai, qui servent à financer le développement dans les zones rurales plutôt qu'à l'aménagement de la ville, dans les années Gandhi (1940-1969). Le second est celui d'une politique anti-immigration urbaine en Chine, dans les années soixante : chaque Chinois avait un carnet d'identité qui indiquait son lieu de naissance, où il devait vivre et mourir. Il existe de nombreux autres cas, où l'on a voulu contenir l'urbanisation par l'instauration de politiques anti-urbaines. Coquery donne quelques exemples de mesures plutôt radicales : le rasage des bidonvilles, l'organisation de « *retours aux villages* » manu militari, ou la formation des cordons de gendarmeries pour surveiller l'entrée des villes (COQUERY, 1993 : 7). Prud'homme se risque à dire que nulle part, l'urbanisation n'a été voulue et organisée, mais qu'elle était subie.

Dans son livre *Ville et développement économique en Afrique*, Paul-François Yatta consacre un chapitre sur l'histoire des politiques et des pratiques urbaines en Afrique. Il affirme en conclusion que :

« Force est de constater que le développement économique a été largement absent des politiques urbaines quand elles existent. Dans aucune de ces stratégies urbaines n'a été mis en œuvre le nécessaire fonctionnement des villes pour une contribution optimum au développement économique national. [...] Les villes ont été le lieu de politiques d'éradication des manifestations « négatives » de l'urbanisation (pauvreté, criminalité, chômage etc.) sans plus. C'est probablement ce qui explique pourquoi le financement de l'urbanisation en Afrique a [...] souffert de l'effet « biais urbain⁴⁷ » et ce au moment où les villes de ce continent subissent les pressions migratoires les plus fortes et ont donc besoin d'investir. » (YATTA, 2006 : 99).

3. SYNTHÈSE

Dans ce chapitre, nous nous sommes penchés sur l'aide au développement en général, puis plus précisément sur l'aide au développement urbain, pour finalement s'intéresser aux représentations de la ville. Nous avons notamment axé notre exposé sur le biais anti-urbain.

De manière générale, nous pouvons dire que l'aide au développement urbain s'est progressivement imposée vers la fin du XX^e siècle, notamment à travers la forte croissance urbaine. Cette urbanisation massive et non maîtrisée « *a souvent conduit à voir la ville comme un mal à traiter* » (OSMONT et GOLDBLUM, 2008 : 166). L'urbaphobie, une idée née dans les pays du Nord, s'est également infiltrée dans la vision de la ville du Sud.

⁴⁷ Se réfère à l'ouvrage influent de Michael Lipton : « *Why the Poor stay Poor : Urban Bias in Developing Countries* », 1974).

METHODOLOGIE

Dans ce chapitre, nous explicitons la démarche scientifique utilisée pour notre recherche, afin de trouver réponse à nos interrogations. Nous évoquons d'abord quelques aspects importants concernant les méthodes qualitatives, puisque notre travail s'inscrit dans le cadre de ces dernières. Puis, nous nous focalisons sur les méthodes de recueil et d'analyse qui nous intéressent, c'est-à-dire l'analyse de discours et les entretiens semi-directifs. Pour chacune des deux méthodes, nous nous penchons sur quelques aspects descriptifs, tout en légitimant notre choix, puis nous nous intéressons à l'analyse des données. Finalement, nous mettrons en exergue les principales limites de la démarche, en y apportant un regard réflexif.

1. CONCEPTS GENERAUX : LES METHODES QUALITATIVES

Pour mener à bien notre travail de mémoire, nous allons adopter les méthodes de recherche qualitative. Alex Mucchielli définit les méthodes qualitatives de la manière suivante :

« Des méthodes des sciences humaines qui recherchent, explicitent, analysent des phénomènes (visibles ou cachés). Ces phénomènes, par essence, ne sont pas mesurables (une croyance, une représentation, un style personnel de relation à autrui, une stratégie face à un problème, une procédure de décision...), ils ont les caractéristiques des « faits humains ». » (MUCCHIELLI, 2003 : 3).

Notre choix s'est porté sur les méthodes qualitatives parce que nous cherchons à comprendre un phénomène – un tournant dans l'évolution du discours d'un organisme d'aide au développement – difficilement mesurable de manière quantitative (par des outils statistiques par exemple). De plus, la matière première de notre recherche – d'une part, les rapports produits par la Banque mondiale, et d'autre part, les entretiens avec les personnes travaillant ou ayant travaillé à la Banque – se prête mieux à ce type de méthode. Ainsi, notre choix semble être justifié en regard des objectifs du mémoire, ainsi que des documents utilisés pour l'analyse.

2. DONNEES UTILISEES ET DEMARCHES

Selon Meghan Cope, il existe deux catégories de documents utilisés pour l'analyse qualitative, et qu'il faut appréhender de différentes manières. *« The two categories of documents, pre-existing and self-generated, require somewhat different approaches, particularly in the way they connect to your research questions. » (COPE, 2003 : 448).* Dans ce travail de mémoire, nous utilisons les deux types de documents. En premier lieu, nous disposons de textes émis par la Banque mondiale, qui sont des documents *« pre-existing »*. Cope explique que l'utilisation de ce type de documents requiert une certaine flexibilité au niveau des questions de recherches, car il est probable que certains éléments, découverts dans les textes lors de l'analyse, changent l'orientation donnée au départ par les hypothèses :

« Using pre-existing material tends to be an even more inductive process than using self-generated text. [...] In this approach the research questions must be flexible and open to change, depending on what is contained in the document. » (COPE, 2003 : 448-449).

Ainsi, comme le souligne Cope, une démarche inductive est préférable pour appréhender ce type de documents préexistants.

En second lieu, nous avons mené des entretiens avec trois personnes travaillant pour la Banque mondiale, c'est-à-dire que nous avons créé des documents (« self-generated »). Pour ce faire, nous avons élaboré une grille d'entretien précise, contenant des questions de recherches solides.⁴⁸

« [For self-generated text] *the development of strong research questions is essential. Ideally, the research questions reflect some element of what we already know (from related literature and theory) and incorporate initial findings or hypotheses of empirical component of the research.* » (COPE, 2003 : 449).

Cope préconise donc une démarche hypothético-déductive pour l'élaboration et l'analyse des entretiens.

3. METHODES DE RECHERCHE

3.1. ANALYSE DE DISCOURS : TYPOLOGIE FIGURATIVE

Pour l'analyse du discours sur la ville dans les WDR de la Banque mondiale, nous nous sommes inspirés de la méthode d'analyse discursive que Salomon Cavin utilise dans son ouvrage *La ville, mal-aimée* (SALOMON CAVIN : 2005). Il s'agit d'une démarche qualitative, inspirée de la méthode de l'idéaltype de Max Weber. Pour Salomon Cavin, « *l'idéaltype est une stylisation dont le but est l'expression des éléments distinctifs, caractéristiques et donc typiques d'un phénomène, en l'occurrence une représentation.* » (SALOMON CAVIN, 2005 : 235-236). Il s'agit donc d'établir une typologie avec des entrées (des figures, ou des expressions) qui relèvent de l'idéaltype. Selon Weber, il faut extraire les idéaltypes du corpus d'analyse :

« *On obtient un idéaltype en accentuant unilatéralement un ou plusieurs points de vue et en enchaînant une multitude de phénomènes donnés isolément, diffus et discrets, que l'on trouve tantôt en grand nombre, tantôt en petit nombre et par endroits pas du tout, qu'on ordonne selon les précédents points de vue choisis unilatéralement, pour former un tableau de pensée homogène. On ne trouvera nulle part empiriquement un pareil tableau dans sa pureté conceptuelle : il est une utopie.* » (WEBER, 1965 : 141).

Weber affirme que les idéaltypes, pris de l'expérience et construits par la pensée, ne se manifestent donc pas, ou seulement sporadiquement, dans la réalité empirique avec leur pureté idéale. D'après Weber, tout comme il existe de nombreuses manières de considérer un phénomène, il existe une quantité de principes de sélection pour formuler un idéaltype à partir de ce même phénomène. Jacques Coenen-Huther synthétise en disant que l'idéaltype est « *une construction intellectuelle obtenue par accentuation délibérée de certains traits de l'objet considéré* » (COENEN-HUNTER, 2003 : 534).

De même, Yves Chalas – qui désigne sa méthode basée sur l'idéaltype de Weber de « *typologie figurative* » – affirme que les entrées, c'est-à-dire les figures-types, ne sont donc jamais prélevées à même le discours puisqu'elles n'y apparaissent pas en tant que tel, mais y sont implicitement contenues. Les noms des figures (qui dans notre cas sont plutôt des expressions), que nous devons construire, sont des résumés extrêmement condensés, qui se limitent à un ou quelques mots en général. Ils semblent témoigner des différents ensembles de signification contenus dans le discours.

« *Une figure n'a pas pour vocation de désigner ou de s'appliquer à un discours en particulier, mais de recouvrir un ensemble de discours qui peuvent être considérés*

⁴⁸ La grille d'entretien se trouve en annexe de ce document.

comme semblables malgré qu'ils ne soient pas totalement identiques dans les détails. » (CHALAS, 2000 : 29).

Weber déclare que l'idéaltype est un « *concept limite purement idéal, auquel on mesure la réalité pour clarifier le contenu empirique de certains de ses éléments importants, et avec lequel on la compare.* » Il insiste donc sur le fait que l'idéaltype n'est ni la *réalité historique* ni la *réalité authentique*, mais un tableau de pensée. Les idéaltypes sont donc des schémas d'interprétations, des modèles destinés à faciliter l'interprétation. Ils peuvent aussi guider l'élaboration de nos hypothèses de recherche. « *Les idéaltypes servent aussi bien de moyens heuristiques à l'analyse, que de moyens constructifs à l'exposé de la diversité empirique.* » (WEBER, 1965 : 95).

D'après Salomon Cavin, la difficulté de cette méthodologie réside dans le fait que les représentations ne se trouvent pas formalisées dans les discours recueillis, car elles sont latentes, la plupart du temps : « *pour les faire sortir, il faut procéder à un travail d'extraction des discours les plus extrêmes.* » (SALOMON CAVIN, 2005 : 235-236).

Le fondement de la démarche est similaire au vieux proverbe espagnol « *caminando hay camino* ». En d'autres termes, *c'est en marchant que l'on trouve le chemin*. Loin d'être une recette à suivre, la méthodologie est surtout un cheminement exigeant de la création et de l'innovation, ce qui implique un mouvement d'oscillation entre l'analyse et les hypothèses de recherches (CHALAS, 2000 : 5).

Pour Salomon Cavin, les figures idéaltypiques sont conçues dans le but de désigner de manière exagérée les thèmes récurrents qui sont exposés par différentes formulations dans les textes. Dans son ouvrage, chaque figure « *est suivie d'expressions qui résument d'une part, les griefs adressés à la ville sous ce thème et d'autre part, la représentation idéale sous-tendue par ces griefs.* » (SALOMON CAVIN, 2005 : 79). Afin de bien saisir cette méthodologie, nous pouvons nous référer au tableau ci-dessous, qui fait la synthèse des critiques faites à la ville en Suisse, à travers ce que l'auteur nomme *les grandes figures archétypales du discours de l'anti-urbain*.

FIGURES	GRIEF	REPRESENTATION IDEALE
LE VILLAGE	La grande ville dissout la communauté ancestrale.	La communauté rurale et solidaire, le quartier.
LE SOL NOURRICIER	La ville ne produit rien et pire, elle stérilise. L'extension de la ville détruit l'espace nourricier.	Les petits centres encore proches de la campagne, la famille paysanne, la ville en étroite relation avec son arrière-pays agricole.
LA NATURE	La ville est un milieu « contre nature », la ville abîme la nature, la ville est artificielle.	Le contact avec la nature, « l'état de nature ».
LE PAYSAGE	La ville moderne est laide et banale.	Le Village suisse, les quartiers anciens.
L'EQUILIBRE	La ville concentre, elle agglomère.	Equilibre territorial, fédéralisme, « décentralisation concentrée ».
LA NOSTALGIE	La ville a perdu les qualités de la ville traditionnelle.	La ville traditionnelle bien délimitée, homogène.
L'ABSENCE	La ville réclame un traitement particulier.	La grande ville ne constitue pas un objet d'intérêt particulier (comme peut l'être le village, le paysage, le sol, la protection...).

Source : SALOMON CAVIN, 2005 : 79-88.

Pour notre part, nous avons extrait de notre corpus de texte d'un côté les passages dans lesquels la ville est critiquée, et d'un autre côté les passages dans lesquels elle est associée à

un discours positif. À partir de ces informations, nous avons formulé des expressions idéaltypiques qui résument les différents points abordés par les commentaires négatifs et positifs sur la ville. De la même manière que Salomon Cavin, nous avons tenté l'exercice des griefs et représentations idéales pour chacune des expressions idéaltypiques négatives, afin de résumer de manière synthétique la critique faite à la ville. En ce qui concerne le discours pro-urbain émis par les WDR, nous avons utilisé le même procédé, et simplement remplacé les griefs par les vertus.

3.2. ENTRETIENS

Nous avons également effectué quelques entretiens semi-directifs, notamment dans le but d'élargir notre angle de vue sur la Banque. En effet, une analyse des WDR offre une vision assez restreinte de la production de la Banque. Il est donc bénéfique de discuter avec des personnes ayant travaillé à la Banque mondiale, puisqu'elles connaissent l'évolution des actions de cette institution, que nous pouvons mettre en perspective avec l'évolution de son discours.

La méthode de l'entretien semi-directif, selon Raymond Quivy et Luc Van Campenhoudt, nous permet d'obtenir des informations riches et nuancées sur des sujets précis. Nous avons opté pour ce type d'entretien parce qu'il est caractérisé par l'utilisation des questions ouvertes :

« Les questions ouvertes facilitent l'expression de l'interlocuteur, tout en donnant un cadre qui permet de le guider pour qu'il reste proche des objectifs de recherche fixés par le chercheur. » (QUIVY et VAN CAMPENHOUDT, 2002 : 196-203).

Les avantages de cette méthode sont donc la richesse des éléments recueillis, ainsi que la faible directivité du chercheur, qui permet aux interlocuteurs de s'exprimer dans leur propre cadre de référence. Selon Dunn, cité par Robyn Longhurst : *« Semi-structured interview [...] has some degree of predetermined order but still ensures flexibility in the way issues are addressed by the informant. » (LONGHURST, 2003 : 119).*

Pour mener les entretiens, nous avons donc préparé une grille d'entretien comportant une série de questions, relativement ouvertes, et qui abordent les points nécessaires pour parvenir à répondre à nos objectifs. Ainsi, la structure des entretiens est semblable pour tous les entretiens menés. La grille est basée sur la structure de notre recherche (avec hypothèses et objectifs), pour que l'analyse des entretiens, qui se déroule dans un deuxième temps, soit facilitée.

Personnes interrogées

Nos interlocuteurs ont été sélectionnés en raison de la fonction qu'ils occupent au sein de la Banque mondiale, ainsi que de leur disposition à répondre à notre demande. Ils ont une charge leur conférant des connaissances et de l'expérience notamment dans le secteur urbain de la Banque.

Pour des questions pratiques, nous avons procédé à des entretiens téléphoniques, puisque nos interlocuteurs se trouvent tous à l'étranger, soit à Washington, au siège de la Banque, soit en France. Ainsi, les conditions de l'entretien changent quelque peu par rapport à un face à face. Les entretiens ont eu lieu le 6 mai 2009, le 3 décembre 2009 ainsi que le 16 décembre 2009.

Retranscription et codage

Après avoir effectué les entretiens téléphoniques en enregistrant la conversation, nous avons retranscrit la totalité des enregistrements, avant de procéder au codage. D'après Cope, le

codage est un moyen d'organiser et de structurer les données, pour les rendre d'avantage intelligibles : « *Coding is basically a way of evaluating and organizing data in effort to understand meanings in the text.* » (COPE, 2003 : 447). Il s'agit donc d'une étape essentielle permettant de procéder par la suite à l'analyse des données. L'analyse, quant à elle, est facilitée par l'établissement d'un code de couleurs, afin de classer les données en plusieurs catégories correspondant aux objectifs du mémoire.

4. FORMATION DU CORPUS DE TEXTES

Afin de constituer un corpus de texte dans le but d'effectuer une analyse de nature qualitative sur le discours urbain de la Banque mondiale, nous avons tout d'abord procédé à une analyse (quantitative) de l'occurrence de mots-clé liés à la ville (*city, cities, urban, urbanization*). Ceci nous a permis d'une part de mettre en relief les WDR de certaines années pour lesquelles la thématique urbaine est davantage présente, et d'autre part de faire un premier repérage des pages qui concernent la ville, dans les WDR de 1978 à 2010. Les tables des matières des WDR ont également été utiles dans ce premier repérage, car elles donnent souvent une indication précieuse quant à la teneur du discours du WDR de l'année en question. Pour affiner les critères de sélection, nous avons ensuite pris en considération les pages qui comportaient au moins deux fois l'un ou plusieurs des mots clés de notre sélection concernant la thématique urbaine. En suivant ce critère, nous avons au total sélectionné 502 pages pour les WDR allant de 1978 à 2008, ainsi que celui de 2010. Le nombre de pages retenues oscille entre 3 et 60 pages selon les WDR. Pour ce qui est du WDR 2009, il comporte un nombre d'occurrences urbaines trop élevé pour qu'il soit possible d'utiliser le même critère de sélection que pour les autres rapports. Par conséquent, nous avons uniquement retenu dans le corpus d'analyse les pages du document intitulé *Vue d'ensemble* – un résumé du WDR – car elles sont représentatives de la vision de la ville transmise par le WDR 2009. Précisons toutefois que pour la première partie de l'analyse, qui est quantitative, nous avons pris en compte le WDR 2009 dans sa totalité.

5. BIAIS METHODOLOGIQUES ET REGARD REFLEXIF

D'après John Cresswell, lorsque nous menons une recherche basée sur des méthodes qualitatives, la dimension interprétative est très présente. Ainsi, tout chercheur doit, de manière réflexive, se rendre compte du biais introduit dans sa recherche, par sa propre personne :

« *Qualitative research is fundamentally interpretive. This means that the researcher makes an interpretation of a data. [...] It also means that the researcher filters the data through a personal lens that is situated in a specific sociopolitical and historical moment. One cannot escape the personal interpretation brought to qualitative data analysis.* » (CRESSWELL, 1994 : 182).

Ainsi, la réflexivité des chercheurs en sciences humaines fait aujourd'hui partie intégrante des méthodes de recherche qualitatives :

« *This introspection and acknowledgement of biases, values, and interest (or reflexivity) typifies qualitative research today. The personal-self becomes inseparable from the researcher-self. It also represents honesty and openness to research, acknowledging that all inquiry is laden with values (Mertens, 2003).* » (CRESSWELL, 1994 : 182).

Il est primordial d'en être conscient lorsque l'on effectue une recherche, notamment pour se rendre compte des limites de notre travail de recherche.

De même, pour ce qui est des limites de la méthode de l'entretien semi-directif, notons que la subjectivité du chercheur et certains facteurs externes à la recherche peuvent orienter les propos de l'interlocuteur. En tant que chercheur, il est donc important d'être conscient du fait que nos interventions, nos comportements, ainsi que nos caractéristiques personnelles peuvent biaiser le discours de la personne interviewée. Dans notre étude, nous avons utilisé les messages électroniques ainsi que le téléphone pour communiquer avec nos interlocuteurs. Le fait de ne pas dialoguer en face à face comporte des désavantages, mais également certains avantages. Par exemple, cela implique que certains procédés non-verbaux ne peuvent pas réellement être pris en compte dans la communication, autant du côté de l'intervieweur que de l'interviewé. Mucchielli évoque notamment les mimiques ou les regards qui peuvent encourager les personnes interrogées dans leur discours, et qui sont donc absents lors de l'entretien téléphonique (MUCCHIELLI, 1996 : 109). Toutefois, cela peut parfois également s'avérer être un avantage, puisqu'il empêche les préjugés ou les attentes liés à l'aspect physique des interlocuteurs. Dans le même ordre d'idée, le fait de ne pas voir la personne à qui l'on parle présente quelques fois l'avantage de ne pas se sentir observé et jugé, et ainsi de pouvoir s'exprimer plus librement.

En ce qui concerne l'analyse des WDR, notons que nous nous basons sur un corpus de textes et que l'analyse ne se prétend aucunement exhaustive. Bien que nous ayons déterminé la sélection de pages à travers des critères bien définis, nous ne sommes pas à l'abri d'un oubli d'une information concernant la ville dans un WDR. De plus, le fait d'avoir intégré le résumé du WDR de 2009 plutôt qu'une sélection de pages du rapport (comme nous l'avons fait pour les autres WDR), peut être discuté. Nos critères de sélections définis pour notre corpus de WDR se consacrant peu à la ville nous semblaient peu adéquats pour le WDR 2009 qui est lui largement consacré aux problématiques urbaines. Le nombre de page qu'il aurait fallu analyser excédait de loin ce qui envisageable en termes de faisabilité dans cette recherche. Ainsi, à défaut de retenir des citations du WDR 2009 dans notre analyse, nous nous fondons sur la *Vue d'ensemble* de ce rapport. Cela nous permet d'appréhender avec suffisamment de précision le discours urbain tel qu'il est évoqué dans le WDR 2009.

Pour finir, nous gardons à l'esprit les recommandations de Jean-Pierre Olivier de Sardan dans son essai intitulé « *La violence faite aux données* », afin d'éviter les pièges tels que la surinterprétation, la réduction à un facteur unique, l'obsession de la cohérence ou la généralisation abusive (OLIVIER DE SARDAN : 2003).

TROISIEME PARTIE

Analyse et résultats

ANALYSE

La structure de l'analyse principale est constituée par les trois objectifs que nous avons établis. À travers ceux-ci, nous nous attachons à comprendre le contenu des WDR qui concerne la ville, ainsi que le contexte d'émergence des grandes tendances urbaines. Ainsi, nous analysons un corpus de texte d'environ 500 pages, constitué d'extraits des World development reports de la Banque mondiale, couvrant la période allant de 1978 à 2010.

OBJECTIF 1 : DECRIRE LA FREQUENCE DU DISCOURS URBAIN DE LA BANQUE MONDIALE DANS LES WDR

OBJECTIF 2 : ANALYSER LE CONTENU DU DISCOURS URBAIN DE LA BANQUE MONDIALE DANS LES WDR

OBJECTIF 3 : IDENTIFIER LES CONTEXTES D'EMERGENCE DES TENDANCES URBAINES

Nous abordons l'analyse de manière assez large : dans un premier temps, nous analysons les titres et les tables des matières des WDR et dans un second temps, nous nous penchons sur les occurrences de termes urbains et ruraux dans les WDR, afin de voir leur évolution au niveau quantitatif. Ensuite, nous cherchons à mettre en évidence les thèmes liés à la ville qui apparaissent dans la plupart des WDR de 1978 à 2010. Nous avons qualifié ces thèmes de *contenus traversants*. Finalement, nous relevons les commentaires positifs et négatifs sur la ville, dans le but de discuter l'existence de biais anti- ou pro-urbains. Dans cette même partie, nous nous intéressons aux contextes dans lesquels émergent les tendances urbaines qui apparaissent à travers l'analyse de contenu. Ainsi, notre approche peut être qualifiée « d'approche en entonnoir », puisque nous partons d'une analyse très globale des WDR par les titres et tables des matières, en passant par un repérage des tendances globales, pour aboutir à une étude du corps de texte.

Puis nous allons exposer une analyse complémentaire à travers une discussion qui questionne l'existence d'un biais anti-urbain au sein de la Banque. À cette fin, nous nous basons sur les retranscriptions des entretiens menés avec des consultants de la Banque mondiale, ainsi que les échanges de messages électroniques que nous avons eu avec un autre collaborateur de la Banque.

Finalement, nous synthétiserons nos résultats dans un chapitre prévu à cet effet. Le but de l'analyse est de mener à un panorama de connaissances permettant de répondre à notre question de recherche, pour finalement pouvoir pondérer notre hypothèse de travail principale.

1. UNE PREMIERE APPROCHE DES WDR

OBJECTIF 1 : OBSERVER LA FREQUENCE DU DISCOURS URBAIN DE LA BANQUE MONDIALE DANS LES WDR

La vocation de la première partie de ce chapitre est de présenter une approche globale de l'analyse des WDR. Par conséquent, nous ne nous penchons pas encore sur les textes des WDR à proprement parler, qui seront davantage exploités dans la section suivante. La structure consiste en trois parties principales, qui vont progressivement se concentrer sur une analyse plus détaillée des WDR. Premièrement, nous nous intéressons aux titres des WDR, dans le but d'avoir une indication très globale sur ces derniers. Deuxièmement, dans le même ordre d'idée, nous nous penchons sur le contenu et la formulation des chapitres présentés dans les tables des matières. Et troisièmement, nous effectuons une analyse d'occurrence de certains termes urbains et ruraux, afin de pouvoir comparer et observer leur évolution dans les WDR.

1.1. TITRES DES WDR

La figure 1 indique la liste des titres des WDR de 1978-2010. Ces qualifications donnent une esquisse de la thématique principale traitée dans chacun des WDR. Mis bout à bout, les titres proposent également un aperçu d'ensemble qui peut donner une première information sur l'évolution des sujets abordés dans les WDR. Une première lecture des titres nous permet d'ores et déjà de dire qu'aucun WDR ne semble directement dédié à la ville ou à l'urbain. Nous constatons également que trois WDR sont explicitement consacrés à des problématiques relatives à l'agriculture (1982 ; 1986 ; 2007-2008). Finalement, nous pouvons noter que les WDR antérieurs aux années 1990 ont des titres laissant largement présumer des recherches dominées par un paradigme essentiellement économique. Ce phénomène change quelque peu par la suite, notamment avec l'apparition de sujets qui semblent être plus concrets, ou, en d'autres termes liés à la réalité du terrain, tels que la pauvreté (1990 ; 2000-2001), l'environnement (1992 ; 2010), la santé (1993), ou encore les infrastructures et les services (1994 ; 2003-2004). En parallèle, on constate également une énonciation des titres de manière plus synthétique et succincte.

Figure 1 : Titres des WDR

Dates	Titres des WDR
1978	World development report 1978
1979	World development report 1979
1980	World development report 1980. Part I: Adjustment and growth in the 1980s. Part II : Poverty and human development.
1981	National and international adjustment
1982	International development trends. Agriculture and economic development. World development indicators

1983	World economic recession and prospects for recovery. Management in development. World development indicators
1984	Recovery or relapse in the economy? Population change and development. Population data supplement. World development indicators
1985	International capital and economic development. World development indicators
1986	The hesitant recovery and prospects for sustained growth. Trade and pricing policies in world agriculture. World development indicators
1987	Barriers to adjustment and growth in the world economy. Industrialization and foreign trade. World development indicators
1988	Opportunities and risks in Managing the world economy. Public finance in development. World development indicators
1989	Financial systems and development. World development indicators
1990	Poverty
1991	The challenge of development
1992	Development and the environment
1993	Investigating in health
1994	Infrastructure for development
1995	Worker in an integrating world
1996	From plan to market
1997	The state in a changing world
1998-1999	Knowledge for development
1999-2000	Entering the 21st century
2000-2001	Attacking poverty
2001-2002	Building institutions for markets
2002-2003	Sustainable development in a dynamic world. Transforming institutions, growth, and quality of life
2003-2004	Making services work for poor people
2004-2005	A better investment climate for everyone
2005-2006	Equity and development
2006-2007	Development and the next generation
2007-2008	Agriculture for development
2009	Reshaping economic geography
2010	Development and climate change

1.2. TABLES DES MATIERES DES WDR

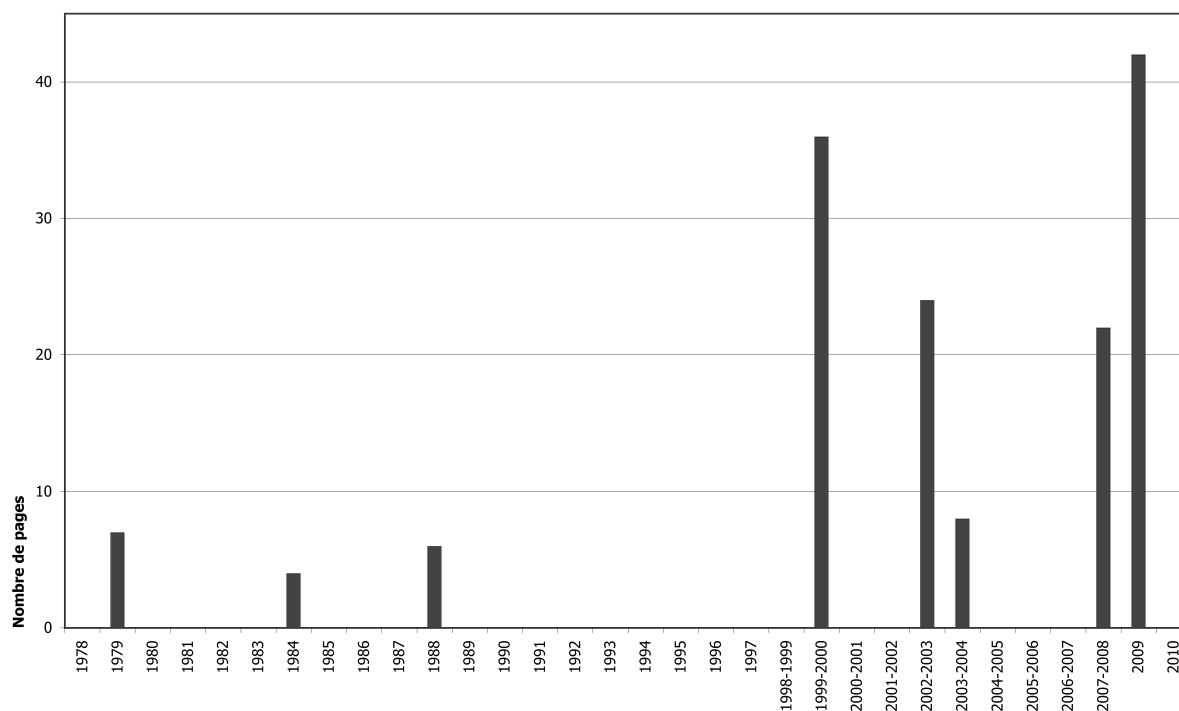
Après un premier survol des titres des WDR, nous allons à présent nous intéresser aux tables des matières. En les examinant, nous pouvons en effet obtenir certaines informations quant aux chapitres qui sont expressément dédiés à la ville. Il existe en effet huit WDR qui possèdent au moins un chapitre ou sous-chapitre comportant une terminologie explicitement urbaine. Nous les avons d'abord listés ci-dessous, et puis nous avons représenté les données graphiquement (figure 2).

Nous pouvons rapidement constater qu'il est difficile de tirer des conclusions sur le contenu urbain des WDR par l'observation de leurs titres. Alors qu'aucun titre ne comporte le terme *ville* ou *urbain*, nous constatons que les tables des matières de plusieurs WDR révèlent des chapitres qui en comportent.

- Dans le WDR de 1979, tout simplement intitulé *World development report 1979*, il y a deux passages dédiés à la ville. Le premier est un chapitre de 6 pages intitulé *Urbanization : Patterns and Policies*, et le second un sous-chapitre d'une page dans la conclusion : *Urbanization : Priorities for Action*.
- Le WDR de 1984, dont le titre est *Recovery or relapse in the economy ? Population change and development. Population data supplement. World development indicators*. Il comporte un sous-chapitre de 4 pages intitulé *Urban population growth and internal migration*.
- Le WDR de 1988 a le titre suivant : *Opportunities and risks in Managing the world economy. Public finance in development. World development indicators*. Il contient un chapitre de 6 pages intitulé *Urban services*.
- Dans le WDR de 1999-2000 – *Entering the 21st century* – il y a un premier sous-chapitre de 4 pages, intitulé *Urban imperatives*, puis deux chapitres relativement importants dont le titre est respectivement *Dynamic Cities as Engines of Growth* (8 pages) et *Making Cities livable* (17 pages). De plus, il y a deux autres sous-chapitres. L'un de 3 pages : *Improving urban living conditions : Karachi*, et l'autre de 4 pages : *Cultivating rural-urban synergies : Tanzania*.
- Le WDR de 2002-2003 dont le titre est *Sustainable development in a dynamic world. Transforming institutions, growth, and quality of life*, contient un chapitre de 24 pages intitulé *Getting the Best from Cities*.
- Dans le WDR de 2003-2004 – *Making services work for poor people* – il y a sous-chapitre de 8 pages intitulé *Urban water network*.
- Le WDR de 2007-2008 dont le titre est *Agriculture for development*, il y a un sous-chapitre de 5 pages intitulé *Higher-value urban market : linking producers to modern supply chains*, et deux autres de chacun 5 pages : *Labor supply : migration and the urban economy* et *Transforming countries – reducing rural-urban income gaps and rural poverty*. Finalement il y a un dernier sous-chapitre de 7 pages : *Urbanized countries – linking smallholders to the food market and providing good jobs*.
- Le WDR de 2009, intitulé *Reshaping economic geography*, comporte un chapitre dédié à la ville, ainsi qu'un sous-chapitre : *Concentration without Congestion: Policies for an inclusive urbanization* (33 pages) et *Convergence – rural-urban and within cities* (9 pages).

Dans la figure 2, nous avons comptabilisé le nombre de pages appartenant aux chapitres contenant des termes liés à la ville⁴⁹. Ainsi, l'axe des abscisses représente la succession des années : par une barre grise, nous avons fait figurer les huit WDR en question. De telle manière, nous pouvons nous rendre compte de la fréquence de parution des WDR possédant des chapitres dédiés à la ville. L'axe des ordonnées indique le nombre de pages appartenant aux chapitres contenant des termes liés à la ville.

Figure 2 : Nombre de pages des chapitres urbains par WDR



Nous pouvons constater que la fréquence des WDR qui contiennent des chapitres explicitement dédiés à la ville augmente au fil des années. Il y en a trois entre 1978 et 1998, c'est-à-dire en 21 ans, et puis il y en a cinq entre 1999 et 2010, c'est-à-dire en 11 ans. En outre, le nombre de pages des chapitres dédiés à la ville augmente également au cours de la période étudiée.

Après une observation des titres et des tables des matières, nous pouvons d'ores et déjà noter une évolution du contenu urbain dans les WDR. Sans vouloir émettre de conclusion hâtive, nous pouvons noter, sur la base des titres évoquant des thématiques urbaines, une progression dans le temps du nombre de WDR, du nombre de chapitres, ainsi que du nombre de pages. Afin d'approfondir ces propos, nous procédons à présent à l'analyse d'occurrence.

1.3. ANALYSE DE L'OCCURRENCE

Comme nous l'avons évoqué auparavant, nous avons procédé à une analyse d'occurrence des termes urbains afin de sélectionner notre corpus de texte. Par la suite, nous avons également réalisé une seconde analyse d'occurrence pour les mots-clés liés à la thématique rurale. En effet, la campagne est traditionnellement mise en opposition avec la ville et nous avons ainsi pu concevoir un graphique comparant les occurrences des termes liés à la ville et ceux liés à la campagne.

⁴⁹ Précisons que cette manière de compter n'est pas la même que celle que nous utilisons dans l'analyse d'occurrence.

Nous avons sélectionné deux groupes de termes, dont le premier est directement associable au domaine urbain et le second au rural, et nous les avons traduits en langue anglaise, puisqu'il s'agit de la langue officielle des WDR. Notons ici qu'il faut prendre en compte la part inhérente de subjectivité dans le choix des termes sélectionnés pour l'analyse des occurrences. Ces choix peuvent être discutés. Néanmoins, cette méthode permet d'appréhender la fréquence de certaines expressions faisant référence à un registre urbain ou rural.

Concernant la ville, nous avons pris en compte trois mots-clés : *ville*, *urbain* et *urbanisation*. Bien entendu, il existerait d'autres termes associés à la ville que nous aurions pu prendre en considération, par exemple *industrialisation* ou *agglomération*. Nous nous sommes toutefois limités à ceux-ci, qui, sans aucun doute, désignent plus directement la ville.

TERMES URBAINS
<i>City /cities</i>
<i>Urban</i>
<i>Urbanization</i>

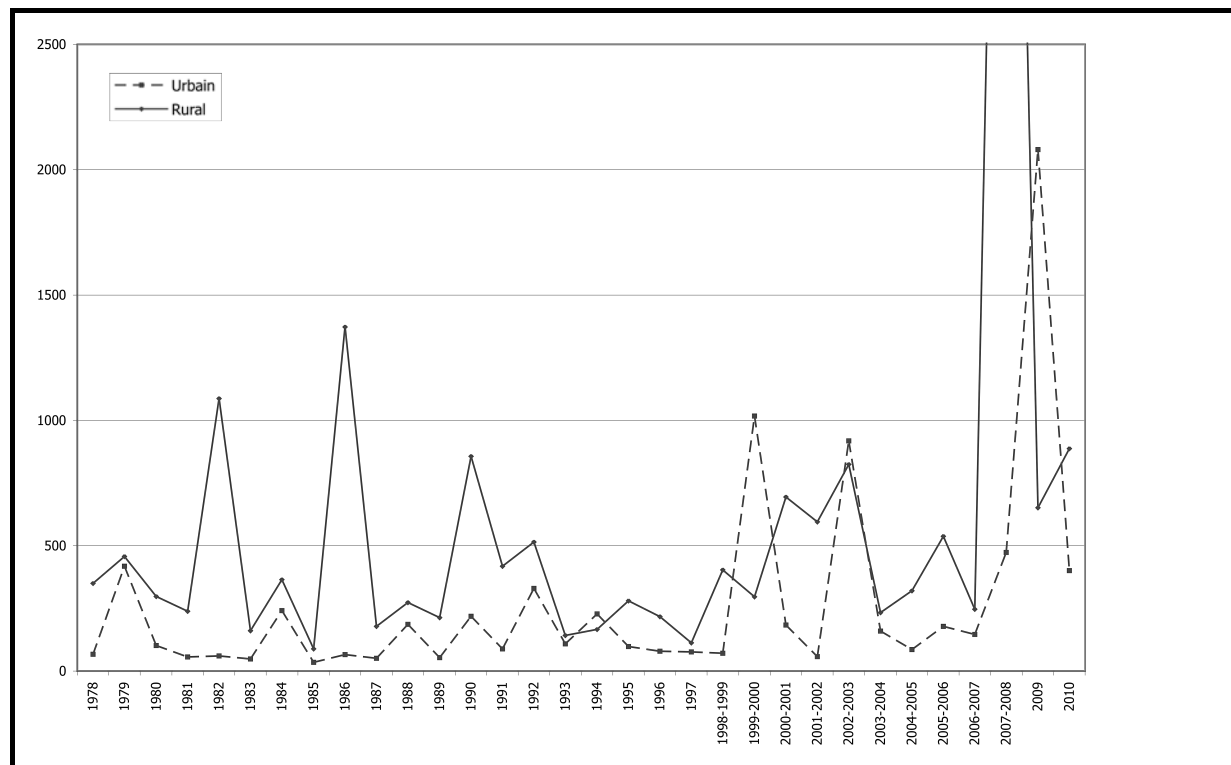
Concernant le rural, nous avons également sélectionné plusieurs termes. Afin de prendre en considération les mots de la famille du terme *agriculture*, nous avons recherché les mots commençant par *agri-*, et par *farm-*, ainsi que le terme *rural*. À nouveau, il s'agit d'un nombre très limité de termes, mais qui sont associés de manière explicite au domaine du rural. En effet, nous voulions disposer d'un nombre de termes identiques pour les thématiques associées respectivement à la ville et à la campagne.

TERMES RURAUX
<i>Agri- (agriculture / agricultural)</i>
<i>Farm- (farmer / farm)</i>
<i>Rural</i>

Pour ce qui est de l'analyse d'occurrence proprement dite, nous avons réalisé deux graphiques. Le premier (figure 3) illustre le nombre total d'occurrences pour les termes urbains et ruraux, pour chacun des rapports étudiés depuis 1978. À chaque date correspondent deux points : l'un indique le nombre total d'occurrences des termes urbains et l'autre, le total des termes ruraux. Ainsi, nous obtenons un graphique qui montre une évolution. Nous pouvons toutefois constater que la disparité des données entre les années est parfois forte, allant de quelques centaines à plus de six mille occurrences. Afin de pouvoir regrouper les informations sur un graphique lisible, nous avons été contraints de couper une courbe aux valeurs extrêmes (celle-ci représente un WDR essentiellement destiné à l'agriculture⁵⁰, en 2008). La force de ce graphique est précisément de représenter l'ampleur des différences, c'est pourquoi nous l'avons retenu.

⁵⁰ Pour le WDR de 2008, il y a 6229 occurrences concernant l'agriculture.

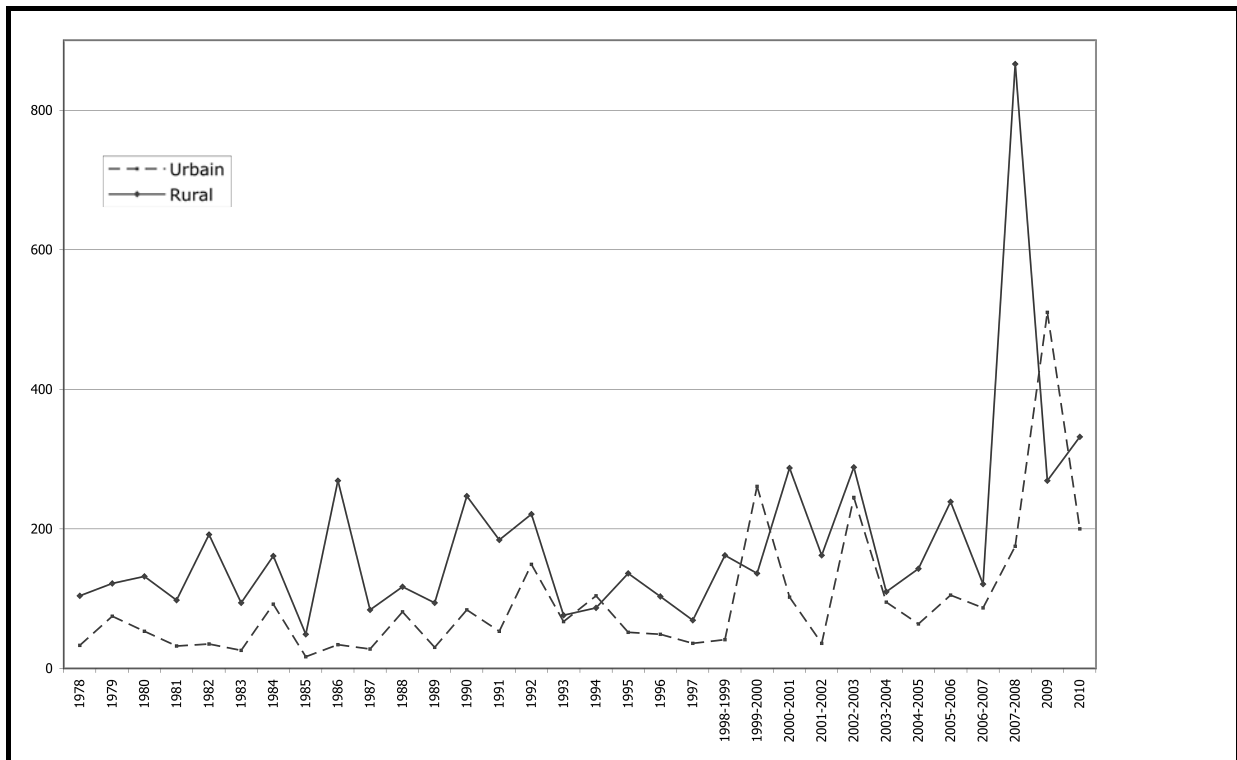
Figure 3 : Evolution des occurrences



Dans le but d'apporter un éclairage différent sur la représentation des données et de varier les méthodes de comptabilisation des occurrences, nous avons par la suite conçu un second graphique (figure 4). Ce dernier permet de contrôler le risque de surreprésentation des occurrences en ne comptabilisant qu'une seule fois chaque terme par page dans laquelle il apparaît. En effet, un nombre d'occurrences élevé, concentré sur un petit nombre de pages ne révèle pas toujours la matière d'analyse la plus intéressante. Par exemple, un WDR comportant relativement peu de termes urbains, mais qui sont répartis sur de nombreuses pages, contient parfois des informations plus intéressantes pour notre analyse qu'un WDR qui contient des passages expliquant les statistiques urbaines dont les occurrences des termes urbains que nous avons sélectionnés sont élevées. La figure 4 condense donc les données et permet de les pondérer, puisque chacun des termes retenus pour l'analyse d'occurrence n'est compté qu'une seule fois par page. Par conséquent, l'étendue des données est plus faible, puisque le biais lié à la surreprésentation des occurrences est neutralisé.

Relevons que les formes, les pentes et les proportions des deux graphiques restent les mêmes. La seule date pour laquelle les données se sont inversées en passant d'un graphique à l'autre est celle qui représente le WDR 2002-2003. Dans l'ensemble, les deux graphiques sont donc similaires, ce qui semble indiquer une certaine pertinence des méthodes employées.

Figure 4 : Evolution des occurrences par page



En examinant les graphiques ci-dessus (Figures 2, 3 et 4), et avec l'appui du tableau des titres (figure 1) des WDR et de leurs tables des matières, nous pouvons décrire plusieurs tendances. Nous en avons retenu trois.

Premièrement, nous constatons que, dans l'ensemble, les termes liés à la campagne apparaissent plus souvent que ceux liés à l'urbain. Pour les deux graphiques, les valeurs correspondant aux termes ruraux sont généralement supérieures aux occurrences urbaines. De même, comme nous l'avons vu plus haut, concernant les titres des WDR, il y en a trois qui contiennent le terme *agriculture*, mais aucun ne contient le mot *ville* ou *urbain*. En ce qui concerne les tables des matières, nous avons vu que 8 WDR faisaient directement référence à la ville, alors qu'il y en a 14 concernant la campagne⁵¹. Nous constatons donc, de manière générale, une prédominance des termes relatifs à l'agriculture et à la campagne. Soulignons toutefois que la sélection arbitraire des mots-clés est susceptible d'influencer ce type de résultats.

Deuxièmement, notons que pour certaines années, le nombre d'occurrences, aussi bien urbaines que rurales, est très bas. Nous avons retenu les années 1981, 1983, 1985, 1987, 1989, 1993 et 1997. Nous avons ensuite considéré les titres et les tables des matières de ces WDR. Pour les WDR de 1981, 1983, 1985, 1987 et 1989 nous avons constaté que les titres, ainsi que les tables de matières, sont largement dominés par des préoccupations macroéconomiques. Ces dates coïncident en effet avec la période des PAS, dont nous avons parlé dans la partie dédiée à la Banque mondiale. Pour ce qui est du WDR de l'année 1993, il concerne la santé (notamment le SIDA) et celui de 1997 l'institution de l'Etat. Le nombre réduit d'occurrences urbaines et rurales est certainement lié aux thématiques traitées dans les WDR de ces années-là. En effet, lorsque les WDR évoquent la macroéconomie ou la santé, ils n'intègrent pas réellement la dimension spatiale dans leur analyse, c'est-à-dire qu'ils ne

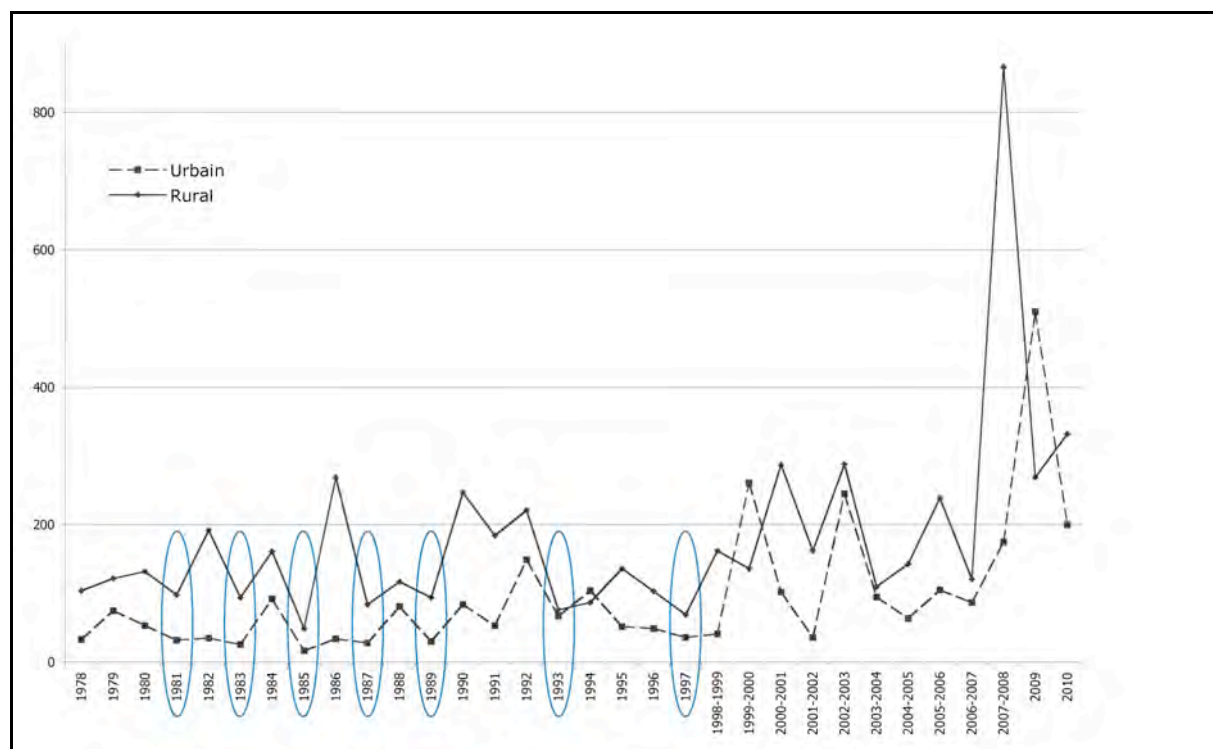
⁵¹ Les WDR de 1978, 1979, 1982, 1984, 1986, 1988, 1991, 1992, 1999-2000, 2001-2002, 2002-2003, 2007-2008, 2009, 2010.

distinguent pas non plus la campagne et la ville. L'un de nos interlocuteurs explique cela par le fait que pour certains sujets, la distinction géographique n'a pas beaucoup de sens.

« Un grand nombre de problèmes dont traite la BM n'ont pas une dimension spatiale très marquée, comme la santé ou l'éducation. Dans ce cas, on traite de l'ensemble du pays membre ou client, et la distinction entre la santé dans les villes ou les campagnes n'a pas grande signification. Il y a un très grand nombre de domaines pour lesquels la question de l'urbain n'a pas beaucoup de sens. » (ENTRETIEN AVEC EXPERT : 03.12.09).

En ce qui concerne l'analyse économique de la Banque, notons que l'importance de la dimension spatiale est apparue de manière affirmée notamment dans le WDR 2009 (GIRAUT : 2009 ; SALOMON CAVIN : 2009 ; WALTHER : 2009). Ainsi, en ce qui concerne les WDR des années 1981, 1983, 1985, 1987, 1989, la faiblesse des occurrences urbaines et rurales peut être expliquée par le contenu dominé par des sujets économiques qui n'intègrent pas la dimension spatiale. La figure 5⁵² met en évidence (cercles bleus) les WDR qui ont un nombre peu élevé d'occurrences urbaines et rurales. Nous pouvons constater que ces derniers se concentrent surtout au cours des années 1980.

Figure 5 : Années pour lesquelles le nombre d'occurrences urbaines et rurales sont faibles



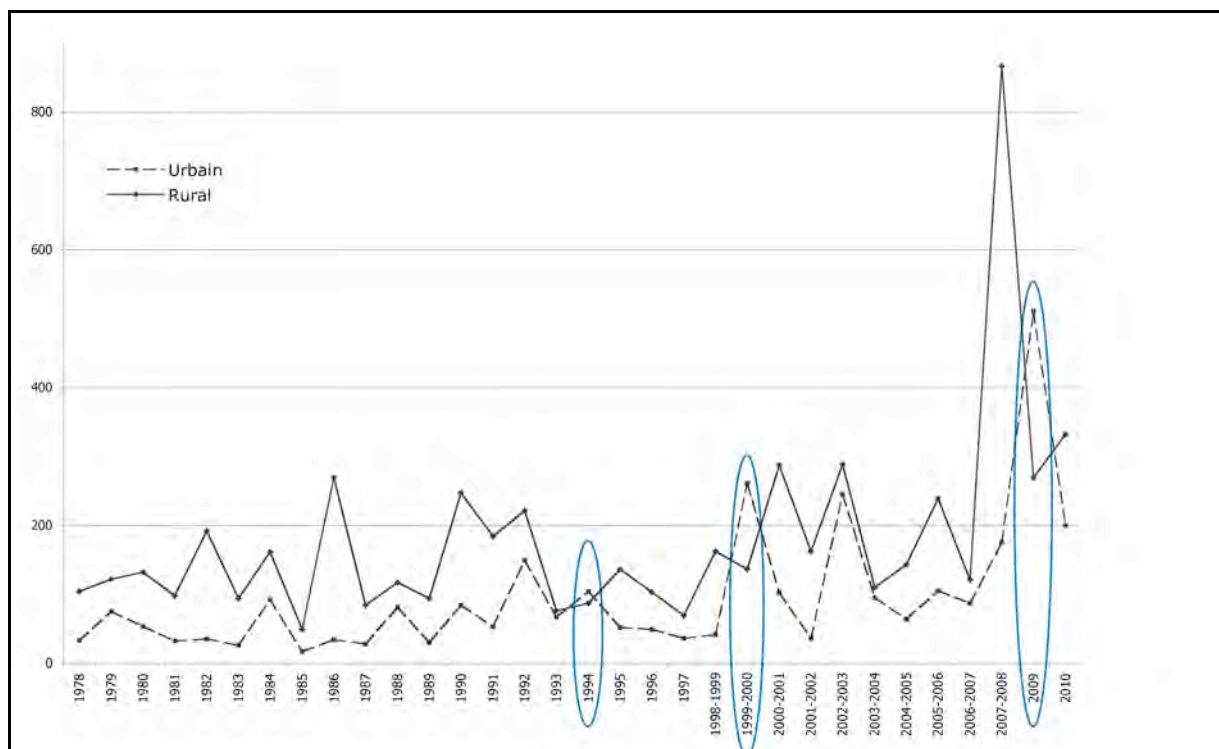
Troisièmement, en observant le nombre d'occurrences dans les graphiques, nous pouvons définir certains WDR-clés qui se consacrent d'avantage à la ville que d'autres. Il y a notamment trois pics clairement urbains, qui représentent les dates de 1994, de 1999-2000, ainsi que de 2009. Pour ces derniers, le nombre d'occurrences urbaines dépasse les occurrences rurales.

Pour la suite de l'analyse, nous accordons une importance particulière aux raisons et à la manière dont la ville est évoquée dans ces WDR. Nous proposons ci-dessous un bref aperçu de l'orientation de la thématique urbaine dans les trois WDR en questions.

⁵² Nous nous sommes basés sur la figure 4, puisque celui-ci permet d'amoindrir le risque de surreprésentation des occurrences.

- 1994 : *Infrastructure for development*. Dans ce WDR, l'accent est mis sur l'importance de la mise en place des réseaux de transports et de l'infrastructure dans les pays du Sud. En effet, avec l'accroissement exponentiel des populations urbaines, il y a une forte demande en infrastructure pour équiper les villes et leurs périphéries, notamment en Afrique et en Asie du Sud. La prédominance des occurrences urbaines par rapport aux rurales dans les WDR de 1994 peut s'expliquer par le fait que les projets d'infrastructures se font davantage dans les villes (ou pour relier deux villes) que dans les campagnes.
- 1999-2000 : *Entering the 21st century*. Comme nous l'avons vu plus haut, ce WDR contient deux chapitres importants dédiés aux villes, d'où le nombre élevé d'occurrences urbaines. Intitulés *Dynamic Cities as Engines of Growth* et *Making Cities livable*, ils proposent respectivement une explication des changements structurels de l'économie d'un PED qui s'urbanise⁵³ et une réflexion concernant l'amélioration de la qualité de vie en ville.
- 2009 : *Reshaping economic geography*. L'année 2009 a produit le WDR qui contient le plus de termes liés à la ville⁵⁴ parmi tous les WDR écrits jusqu'à présent. Le principal message du rapport est que la croissance économique est nécessairement déséquilibrée et qu'en la diffusant, on la décourage. Par contre, les fruits du développement peuvent ensuite être partagés par l'intégration économique des zones rurales défavorisées. Les villes, qui jouent le rôle de centres de la production, ont donc une fonction particulièrement importante dans ce WDR, ce qui explique le nombre élevé d'occurrences urbaines.

Figure 6 : Années pour lesquelles le nombre d'occurrences urbaines dépasse celui des rurales



⁵³ En passant d'une prédominance des activités du secteur primaire à une prédominance des activités des secteurs secondaire et tertiaire (WDR 1999-2000 : 137).

⁵⁴ 2080 occurrences des termes que nous avons définis : voir annexe 4.

Dans la figure 6, nous avons représenté (cercles bleus) les dates des WDR dont le nombre d'occurrences urbaines dépasse celui des occurrences rurales. La plus-value de cette représentation graphique réside dans sa capacité à illustrer l'évolution temporelle du phénomène. Nous constatons donc que les trois fois où les occurrences urbaines sont plus fortes que les rurales se situent dans les 15 dernières années, alors que ce phénomène ne s'est pas présenté une seule fois au cours des 16 premières années.

Notons qu'il y a d'autres WDR pour lesquels les occurrences urbaines sont assez fortes, sans pour autant forcément dépasser les rurales. Si nous définissons de manière arbitraire un minimum de 100 occurrences urbaines, nous trouvons les dates suivantes en plus des trois dates citées ci-dessus : 1992, 2000-2001, 2002-2003, 2005-2006, 2007-2008, 2010. Nous constatons à nouveau que la fréquence de ces dates s'intensifie dans la dernière décennie.

1.1. SYNTHÈSE

Au terme de cette première partie analytique, nous pouvons mettre en relief les différents aspects que nous avons traités ainsi que les premières tendances qui en ressortent.

Tout d'abord, rappelons que le but de ce chapitre était d'amener une approche descriptive et globale des WDR, notamment en considérant leurs titres et leurs tables des matières. Nous avons complété cette approche par une mise en relation du nombre d'occurrences de certains termes qui concernent la ville avec d'autres termes qui concernent la campagne, dans la totalité des textes.

Bien que les titres ne dévoilent à eux seuls pas d'information capitale quant au contenu urbain des WDR, l'observation des tables des matières et l'analyse d'occurrence des WDR semble présenter une première évolution du discours urbain de la Banque mondiale. En effet, nous constatons que le nombre d'occurrence des termes urbains augmente tendanciellement avec les années, surtout en ce qui concerne les tables des matières, mais également dans les documents de manière générale. Nous observons cette tendance à partir des années 1990 et cette évolution s'accroît surtout à partir des années 2000. Comme nous l'avons vu, les *pics urbains* – c'est-à-dire les WDR pour lesquels les occurrences urbaines sont très élevées – dans les figures 3 et 4 deviennent également plus fréquents. Ainsi, une augmentation des occurrences urbaines est perceptible, bien que l'évolution générale soit en dents de scie. Tout comme pour les tables des matières, ce phénomène est notamment perceptible dans la dernière décennie. Il n'est par ailleurs pas étonnant de constater que les dates des WDR à fortes occurrences urbaines correspondent plus ou moins aux dates des WDR dont la table des matières comporte des chapitres explicitement dédiés à la ville.

Pour terminer, notons que cette première approche nous a permis de repérer quelques WDR-clés qui traitent de la ville. Retenons notamment les dates de 1994, de 1999-2000 et de 2009, pour lesquelles nous ferons une lecture particulièrement attentive. De même, nous avons également appris que certains WDR ne possédaient pas réellement de dimension spatiale dans l'approche de leur thématique. Par conséquent, ces derniers évoquent peu la ville (et la campagne).

Notons que ces premiers résultats doivent être considérés avec prudence, puisqu'ils ont uniquement pour but de donner un premier aperçu de l'évolution du discours urbain en termes d'occurrences. Les chapitres suivants viennent enrichir ce premier examen, à travers l'analyse de contenu des WDR.

2. ANALYSE DE CONTENU DES WDR

OBJECTIF 2 : ANALYSER LE CONTENU DU DISCOURS URBAIN DE LA BANQUE MONDIALE DANS LES WDR

OBJECTIF 3 : IDENTIFIER LES CONTEXTES D'ÉMERGENCE DES TENDANCES URBAINES

Dans la deuxième partie du chapitre de l'analyse, nous nous intéressons au contenu des WDR à travers le corps de texte. Nous allons d'abord présenter de manière générale les contenus traversants, avant de nous pencher sur les commentaires positifs et négatifs au sujet de la ville. En parallèle, nous nous intéressons aux contextes d'émergence des tendances urbaines mises en relief dans ce chapitre.

2.1. LES CONTENUS TRAVERSANTS

Quand la ville – ou tout ce qui touche à l'urbain – est évoquée dans les WDR, il existe certaines thématiques qui reviennent constamment, dans presque tous les WDR de 1978 à 2010. C'est la raison pour laquelle nous les avons nommés les *contenus traversants*. Nous allons lister ci-dessous les six thématiques retenues, afin d'offrir une vision d'ensemble des sujets qui apparaissent fréquemment dans les WDR. Cette vision d'ensemble présente un repère qui, par la suite, permettra de situer les contenus urbains négatifs et positifs qui nous intéressent principalement pour cette recherche.

- *LA DEMOGRAPHIE URBAINE*

La question de la démographie urbaine est abordée dans presque tous les WDR. L'augmentation de la population urbaine semble être une préoccupation constante, car elle est évoquée dès le premier WDR en 1978. Comme nous l'avons vu dans le cadre théorique, cet accroissement démographique est entamé dans les années 1950 déjà et il est peu à peu considéré comme un processus irréversible. Il prend de l'ampleur au fil des années, car il devient l'un des plus grands défis auquel les PED se trouvent confrontés. Les WDR traitent souvent des coûts et des bénéfices de l'augmentation de la population urbaine. Le cas échéant, la gestion de l'augmentation de populations dans les villes du Sud est également abordée. À la fin de chaque rapport se trouve un passage consacré à l'explication de la production et de l'utilisation des statistiques concernant la population urbaine. Il y a en effet souvent un problème de définitions, dans la mesure où il est parfois très difficile de définir les limites d'une zone considérée comme urbaine ou rurale, en particulier pour les régions situées aux alentours des villes.

- *LA MIGRATION DES POPULATIONS RURALES VERS LES ZONES URBAINES*

Le thème des migrations rurales-urbaines revient également dans presque tous les WDR, quel que soit leur sujet principal. Souvent présentées comme un défi pour les PED, les migrations rurales-urbaines apparaissent parfois également comme pouvant être un générateur de bénéfices. Ce phénomène, qui a pris de l'ampleur depuis la première moitié du 20^{ème} siècle dans les PED, contribue largement à l'augmentation de la population urbaine, notamment dans les périphéries des villes, souvent constituées de bidonvilles. Dans les WDR, on discute fréquemment des mesures à prendre soit pour empêcher cette migration, soit pour mettre à profit le potentiel de travailleurs ruraux qui arrivent en ville. Les conditions de vie de ces nouveaux arrivants sont aussi largement relatées et des recommandations sont proposées pour améliorer la situation de ces individus.

- *LA PAUVRETE URBAINE : LES BIDONVILLES*

Dans les années 1970, sous la direction de Robert McNamara, la Banque mondiale affiche son nouveau leitmotiv, celui de la lutte contre la pauvreté. Dès lors, les WDR, qui coïncident avec les objectifs généraux de la Banque, se préoccupent eux aussi de la réduction de la pauvreté. Ainsi, concernant la pauvreté urbaine plus particulièrement, les WDR traitent avant tout de la question matérielle des logements et des infrastructures. La forte croissance des bidonvilles – en nombre et en taille – dans les PED inquiète. Les recommandations préconisées pour améliorer les conditions de vie des pauvres urbains concernent la plupart du temps l'assainissement des parcelles dans les bidonvilles, ainsi que le droit de propriété des sols. Ce dernier consiste à donner des titres de propriété aux habitants de ces quartiers, afin d'encourager une appropriation du lieu. Le but est de favoriser l'investissement des résidents pour la préservation de leur environnement et pour l'amélioration de leurs propres conditions de vie. En effet, lorsque les résidents courent le risque d'être expulsés de leurs habitations par les autorités, ils s'investissent beaucoup moins dans des constructions durables. Un autre aspect récurrent dans la thématique de la pauvreté est la difficulté d'atteindre les catégories des plus démunies par les projets d'aide. Par exemple, pour des projets d'acquisition de titres de parcelles assainies, les habitants doivent contribuer à un investissement de base. Une somme que les plus pauvres ne peuvent pas forcément acquérir.

- *L'INFRASTRUCTURE ET LES SERVICES*

La question de l'infrastructure urbaine et des services tels que les transports publics, l'eau, l'énergie ou les sanitaires est abordée dans une vaste majorité de WDR. La Banque mondiale a en effet octroyé énormément de prêts qui concernent l'infrastructure, comme l'assainissement des parcelles dans les périphéries des agglomérations. Ces deux éléments – infrastructure et services – sont souvent présentés comme étant les principaux attraits des villes, car on les trouve de manière plus dense que dans les zones non urbaines. Ils sont aussi présentés comme des défis à relever dans un contexte de forte augmentation de population, car les villes croissent souvent si rapidement que les équipements en termes d'infrastructure et de services ne suivent pas, en particulier dans les bidonvilles. Les termes de *slum-up* ou *urban up-grading*⁵⁵ sont souvent employés pour définir les politiques liées à l'assainissement des bidonvilles.

- *LA SANTE, LA NOURRITURE ET L'ÉDUCATION*

Les préoccupations sociales qui concernent fréquemment les populations des pays du Sud comme la santé, l'éducation ou encore la nutrition sont très largement évoquées dans les WDR. Ce sont des besoins essentiels pour les populations démunies. Très souvent, les zones géographiques urbaines et rurales sont comparées les unes aux autres dans leurs accès à ce type de ressources. D'après les WDR, les villes sont mieux dotées que les zones rurales, notamment en matière d'hôpitaux et d'écoles. La plupart du temps, cette tendance est expliquée par le fait que le personnel qualifié, médical ou scolaire, se concentre dans les villes. Concernant la nourriture, dont la santé dépend directement, les WDR évoquent souvent les subsides qui sont octroyés aux zones urbaines et moins aux zones rurales.

⁵⁵ « Slum upgrading is an integrated approach that aims to turn around downward trends in an area. These downward trends can be legal (land tenure), physical (infrastructure), social (crime or education, for example) or economic. Slum upgrading is not simply about water or drainage or housing. It is about putting into motion the economic, social, institutional and community activities that are needed to turn an area around. These activities should be undertaken cooperatively among all parties involved—residents, community groups, businesses as well as local and national authorities if applicable. » <http://www.citiesalliance.org/ca/About-slum-upgrading>

- *ÉCONOMIE URBAINE ET LES EMPLOIS OU NON EMPLOIS*

Il n'est pas très étonnant que les WDR évoquent souvent l'économie urbaine, étant donné le statut de banque de cette institution. En effet, la Banque mondiale est dirigée par des économistes et produit de nombreuses analyses économiques. Nous y reviendrons plus bas dans l'analyse. En ce qui concerne la thématique de l'économie, les WDR portent avant tout sur la croissance économique et ces études fournissent des recommandations afin de favoriser le développement économique dans les PED. L'industrialisation et la tertiarisation croissantes de l'économie des PED sont souvent évoquées, c'est-à-dire les activités liées aux secteurs secondaire et tertiaire qui se développent généralement à proximité d'agglomérations ou de réseaux de transports et de communication. En outre, les WDR discutent souvent des questions relatives à la dualité entre l'économie formelle et informelle, ainsi que de celles liées à l'emploi et l'inemploi.

SYNTHESE

Dans cette brève section, notre but était d'exposer les thématiques liées à la ville que l'on trouve le plus fréquemment dans les WDR. Le tableau suivant les récapitule.

- La démographie urbaine
- La migration des populations rurales vers les zones urbaines
- La pauvreté urbaine : les bidonvilles
- Infrastructure et les services
- La santé, la nourriture et l'éducation
- Économie urbaine et les emplois ou non emplois

Après ce regard général sur le contenu des WDR, nous pouvons plus aisément aborder les critiques négatives et les commentaires positifs dans les deux sections suivantes.

2.2. CRITIQUES NEGATIVES DE LA VILLE

Dans cette section, nous avons retenu les différents passages tirés des WDR qui évoquaient la ville ou l'urbanisation de manière négative. Nous avons regroupé ces critiques de la ville par thèmes pour obtenir quatre groupes dont chacun est ramifié en sous-groupes. Quant aux citations retenues, nous avons sélectionné celles qui nous semblaient être les plus représentatives de nos propos.

Les titres et les sous-titres de ces groupes sont formulés à la manière d'une expression idéaltypique. Cela signifie, comme nous l'avons vu dans le chapitre dédié à la méthodologie⁵⁶, que les idées sont exposées en expressions exagérées. Bien que la formule telle qu'elle est énoncée n'apparaisse jamais – ou rarement – dans les textes, c'est avant tout l'idée qu'elle transmet que nous retenons. Le but de formuler des expressions idéaltypiques est précisément d'extraire de nos textes les discours les plus extrêmes (SALOMON CAVIN, 2005). Comme annoncé, l'énonciation des expressions idéaltypiques est suivie du grief adressé à la ville et de la représentation idéale qui le sous-tend.

⁵⁶ Pages 35-37.

LA VILLE PRIVILÉGIÉE : BIAIS PRO-URBAIN EXCESSIF DANS LES POLITIQUES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Grief : Les villes sont trop favorisées dans les politiques d'aide au développement et dans les politiques des pays du Sud.

Représentation idéale : L'aide à la campagne doit être privilégiée.

De manière presque fréquente dans les WDR depuis 1978, il existe l'idée d'un *biais pro-urbain* – ou simplement *biais urbain* – dans les politiques d'aide au développement ainsi que dans les politiques internes aux États du Sud. En reprenant les extraits des différents WDR, le biais pro-urbain peut être défini comme un ensemble de mesures qui soutiennent ou privilégient une certaine activité et un certain lieu géographique – respectivement les industries et les villes – en nuisant par conséquent à d'autres, en l'occurrence l'agriculture et la campagne. Certaines politiques sont donc jugées discriminantes envers l'agriculture. Ce biais est largement évoqué par Michael Lipton, en 1977 déjà, dans son ouvrage « *Why poor people stay poor : Urban bias in world development* ». De plus, lorsqu'il est question de biais urbain dans les WDR, ce dernier est souvent associé à l'idée d'une vieille tradition coloniale qui persiste : « *And in many countries they have benefited greatly from the removal of the pro-urban biases that pervaded the old, protected, import-substituting regimes* » (WDR 1995 : 119). Nous avons relevé dix WDR qui faisaient référence à un biais pro-urbain : ceux des années 1978, 1980, 1986, 1989, 1990, 1991, 1995, 1997, 2001-2002, 2007-2008. Directement lié à l'idée d'une ville privilégiée, et présenté comme conséquence directe du biais pro-urbain, on trouve dans différents WDR l'idée d'une souffrance de la campagne ou de l'agriculture, provoquée par des politiques favorisant le développement des villes. En d'autres termes, un message apparaît en filigrane dans plusieurs WDR : *ce qui est positif pour la ville nuit inéluctablement à la campagne* – ce qui, dans l'absolu, n'est pas forcément vrai. Par exemple, cette citation tirée du WDR de 1995 condamne les politiques en faveur des villes : « *Inequality between rural and urban incomes is particularly pervasive. Much of this inequality has its origin in decades of policies that favored cities over the countryside.* » (WDR 1995 : 54).

Le biais pro-urbain est exprimé à travers différentes thématiques que nous présentons ci-dessous. Comme ces dernières sont liées entre elles, il est parfois difficile de faire apparaître des catégories bien distinctes. Malgré le caractère quelque peu artificiel de l'exercice, nous y recourons afin de structurer le développement de notre analyse.

- *DES TAXES EXCESSIVES POUR L'AGRICULTURE*

Les WDR reprochent parfois à certains pays d'imposer des taxes agricoles excessives. Le fait de s'en prendre aux taxes du secteur primaire jugées trop élevées laisse penser que les autres secteurs – secondaire et tertiaire – seraient trop peu taxés. Ainsi apparaît l'idée que la ville – lieu géographique dans lequel les activités liées aux secteurs secondaire et tertiaire ont généralement lieu – n'est pas assez taxée.

Les taxes agricoles existent d'après les WDR principalement sous deux formes : elles seraient parfois explicites, par exemple par des lois et des politiques concernant l'économie qui taxent directement l'agriculture, et parfois implicites comme conséquence à des mesures économiques indirectes. Le discours soulignant que les régimes de taxation élevée découragent les investissements dans le secteur agricole est très présent dans les WDR. Un extrait du WDR de 1978 l'exprime très bien.

« *Agriculture is taxed in many ways, both explicit and implicit, and agricultural investment discouraged, through overvalued exchange rates to protect industry; taxes on agricultural exports; and domestic terms of trade that support industrial profits and assure cheap food in urban areas at the expense of agricultural producers.* » (WDR 1978 : 76).

Comme pour l'exemple des taxations agricoles jugées excessives, les WDR témoignent parfois d'un soutien à la campagne ou aux zones rurales. Nous ne pouvons cependant dire si cette tendance apparaît systématiquement lorsque les WDR évoquent la campagne ou l'agriculture, car nous n'avons pas pu tenir compte de tous les passages concernés. Par contre, nous avons constaté qu'il existe des passages dans lesquels les villes et les campagnes sont comparées et que, dans ces derniers, il apparaît souvent une sorte de victimisation de la campagne, voire une défense protectionniste des campagnes vis-à-vis des villes. Par exemple, pendant longtemps, malgré l'augmentation rapide de la population urbaine, l'agriculture restait pour les WDR la voie à privilégier : « *Despite the recent rapid rise of industry and growth of cities [...] agriculture is still the single most important source of livelihood in most semi-industrial countries.* » (WDR 1978 : 76). En parallèle, le discours des WDR semble condamner le désintérêt porté à l'agriculture au profit des régions urbaines. Notons dans la citation ci-dessous le terme de *anti-agriculture policy biases*, qui exprime ouvertement l'idée de mesures prises contre l'agriculture.

« *However, despite convincing successes, agriculture has not been used to its full potential in many countries because of anti-agriculture policy biases and underinvestment, often compounded by mis-investment and donor neglect, with high costs in human suffering.* » (WDR 2007-2008 : 64).

- LE SECTEUR DE L'INDUSTRIE SURPROTEGE

L'idée que le secteur industriel est surprotégé par des politiques économiques se trouve directement liée à celle de la surtaxation de l'agriculture. Les deux mesures vont de pair. Nous pouvons citer l'exemple d'une mesure prise dans certains pays dans le but de favoriser le secteur industriel, et, du moins indirectement, l'économie urbaine : « *Direct sales to urban consumers by farmers were prohibited prior to 1979.* » (WDR 1986 : 120). Dans certains pays, cette mesure interdisait la vente de biens consommables par les agriculteurs aux citoyens. Elle impliquait en outre que les produits devaient passer par un grossiste avant d'être revendus. Une telle clause contraignait les agriculteurs à vendre leurs biens à un prix fixe. D'après certains WDR, ce type de mesures entraverait les activités dans le secteur agricole, comme le souligne la citation suivante.

« *Excessive protection of industry involves a strong inherent bias against agricultural growth which is exceedingly difficult to offset by other measures.* » (WDR 1978 : 76).

Selon le WDR de 1991, une protection excessive du secteur de l'industrie dans un pays a des conséquences concrètes sur la population. Elle encouragerait notamment les migrations rurales-urbaines et participerait ainsi à l'augmentation de la population urbaine :

« *In the developing countries, the urban share of the population has doubled in the thirty years to more than 40 percent. Government strategies have directly or indirectly affected this transition. Excessive industrial protection; import-substitution; and a pro-urban bias in pricing, taxes, and subsidies have often encouraged an inefficient pattern of production and urbanization.* » (WDR 1991 : 46).

Comme nous l'avons vu précédemment, d'après plusieurs WDR, on trouve dans de nombreux

pays des politiques qui favorisent les villes en appliquant des politiques économiques ayant un biais urbain. « *Political economy often entails an urban bias* » (WDR 1997 : 65). Celui-ci favoriserait notamment les grandes entreprises. Par ailleurs, il est souvent recommandé d'atténuer ce biais par des mesures en faveur de l'agriculture.

- *EXCES DE SUBSIDES URBAINS POUR LA NOURRITURE*

L'idée d'un biais urbain dans le prix de la nourriture est fréquemment évoquée :

« *In many African and Latin American countries the agricultural sector has long suffered from policies that favor industry and cities. For example food price are frequently kept low, which benefits the urban poor, industrial workers, and enterprise owners at the expense of the entire rural sector, including the rural poor.* » (WDR 1990 : 65).

En effet, le prix de la nourriture est souvent plus bas dans les villes que dans les campagnes (proportionnellement au revenu), car les villes reçoivent plus de subsides que les populations rurales : « [...] *in Thailand, [...] rice prices were depressed for the benefit of urban consumers.* » (WDR 1986 : 106). Par conséquent, cette manière de faire est jugée discriminatoire pour les campagnes : « *Maintaining low food prices from urban consumers is an important motivation for having pricing policies that discriminates against farmers.* » (WDR 1986 : 164).

Une raison qui peut expliquer pourquoi les villes bénéficient de subsides pour la nourriture réside dans le fait que « *Urban elites are typically organized and powerful* » (WDR 1986 : 106). Ainsi, les subsides dont bénéficient les villes, souvent traduits par l'importation de matières premières, sont considérés comme étant discriminatoires envers les agriculteurs.

« *A policy bias in favor of import substitution in industry also tends to discriminate against agriculture, particularly small farmers growing food. Price controls tend to accentuate this bias, causing increasing inequalities in agriculture.* » (WDR 1978 : 78).

- *LA POPULATION URBAINE FAVORISEE PAR LES SERVICES ET LES PRESTATIONS*

Un autre exemple utilisé dans les WDR pour illustrer le biais urbain est le fait que la population urbaine bénéficierait de davantage de services que la population rurale. L'on y fait parfois référence à des politiques qui favorisent les villes en matière d'infrastructure sociale et de santé. L'une des raisons qui provoque ce biais urbain dans les politiques est, comme nous venons de l'énoncer concernant les subsides à la nourriture, que les politiciens vivent souvent en ville. Par conséquent, les dirigeants politiques auraient tendance à accorder plus d'attention à cette dernière, au détriment de la campagne. Par exemple, pour les services et les prestations comme l'eau potable et l'éducation, les villes bénéficient de certains avantages.

« [...] *Because policymakers generally live in urban areas, as do the most politically active of the people who benefit from public services, these programs tend to suffer from urban bias (though reductions in urban social expenditures do not necessarily lead to increases in rural expenditures).* » (WDR 1980 : 81).

Dans le WDR 1980, il y a une réponse plus pragmatique à cette question. Il est évoqué que c'est simplement parce qu'il est plus facile d'apporter de l'aide aux populations urbaines, pour une question de transport, d'infrastructure et d'organisation. Dans le même chapitre, il est également dit que l'on pourrait utiliser certains subsides destinés à la ville pour la nourriture et l'éducation universitaire dans le but d'en faire bénéficier les zones rurales qui ont été

négligées. Cette proposition montre une tendance des WDR à se soucier de la campagne, parfois en défaveur des zones urbaines.

« *For example, some of the heavy subsidies on urban food and university education that are common in the region could be diverted to neglected rural areas and other uses.* » (WDR 1980 : 102).

De plus, les WDR évoquent souvent le fait que la classe moyenne urbaine obtient des bénéfices au détriment des populations rurales : « *avoiding price and wage policies that benefit the urban middle classes at the expense of small farmers* » (WDR 1980: 51). Dans la même logique, on retrouve également l'idée que de nombreux subsides sont destinés aux populations urbaines dont les besoins essentiels sont déjà satisfaits : « *many subsidies benefit urban dwellers who are relatively well-off* » (WDR 1989 : 27).

SYNTHESE

Pour conclure cette partie, nous proposons un extrait du WDR 2001-2002 qui résume de manière relativement exhaustive ce qui a été dit à propos du biais pro-urbain.

« *Farming in many countries has historically suffered from urban bias in public policy. For example, state marketing boards in several African countries resembled the systems used by the colonists to gather food during the Second World War. Both these systems subsidized urban consumers of food by requiring farmers to sell their output at less than the market price. Other examples of urban bias include overvalued exchange rates to make imports cheaper for urban consumers, excessive agricultural export taxes, and high effective rates of protection for domestic industries that provide agricultural inputs. Public investment in infrastructure, education, and other services in rural areas also tends to be lower than in urban areas.* » (WDR 2001-2002 : 45).

Selon les WDR, le biais urbain des politiques de développement et des politiques des pays du Sud a eu plusieurs conséquences sur les pays du Sud :

- Des conséquences économiques : par les lois et les politiques économiques favorisant les villes et l'industrie au détriment des zones rurales et de l'agriculture.
- Des conséquences sociales : en favorisant les populations urbaines au niveau de la nourriture, de la santé, des infrastructures et de l'éducation, aux dépens des populations rurales.
- Des conséquences géographiques : par des migrations des populations rurales vers les villes.

Nous pouvons donc constater que l'idée exprimée par les WDR qu'il existe un biais urbain dans les politiques touche de nombreux domaines. Cela indique qu'il s'agit d'un vecteur puissant, capable d'influencer l'image que l'on peut avoir de la ville. L'idée d'un *biais urbain* dans les politiques peut-elle se muer en un biais anti-urbain, puisqu'elle contribue à une image négative de la ville?

Comme nous l'avons constaté, les WDR qui évoquent l'idée d'un biais pro-urbain dans les politiques de développement et dans les pays du Sud, sont répartis de manière assez régulière au cours des 32 années analysées. En effet, nous avons relevé les dates suivantes : 1978, 1980, 1986, 1989, 1990, 1991, 1995, 1997, 2001-2002, 2007-2008. En considérant la période dans son ensemble, la présence de ce biais semble stable au fil des années, car nous ne notons ni une amplification, ni un affaiblissement de ce type de propos.

EMPECHER LES MIGRATIONS VERS LA VILLE

Grief : Il y a trop de migrants ruraux qui partent vers les villes.

Représentation idéale : Les conditions de vie à la campagne doivent être améliorées pour que les populations y restent et cessent d'alimenter le nombre de citadins.

Dans les WDR de 1978, 1979, 1982, 1984, 1990, 1991, 1995 et 2010 apparaît l'idée que la migration des populations rurales vers les villes n'est pas souhaitable. De nouveaux, précisons que ce n'est qu'une vision partielle de la migration, car parfois elle est évoquée dans un tout autre registre. Toujours est-il que certains passages témoignent d'une volonté d'empêcher la migration et que cette dernière est présentée comme une conséquence indésirable, voire non maîtrisée du développement.

« An important consequence of the failure to deal with rural poverty is accelerated migration to cities. This is one of the principal causes of the continued rapid expansion of urban areas which places a heavy fiscal and administrative burden on the economy. » (WDR 1978 : 76).

Dans ce passage, nous constatons que la migration des populations rurales est considérée comme un échec des politiques de développement. Ces mouvements de population forment aussi la preuve, selon le discours des WDR, que l'on ne prête pas assez attention à la campagne. La migration des ruraux pauvres vers les villes est donc parfois décrite comme une conséquence de la mauvaise gestion des zones rurales. Cette migration entraîne une urbanisation rapide et cette dernière est présentée comme une source de problèmes dans le WDR de 1978, ou dans celui de 1991, où il est question du chômage aggravé par l'arrivée massive de migrants ruraux (WDR 1991 : 143).

« [...] a growth in migration from rural to urban areas. Added to the natural growth of urban population, this results in very rapid urbanization. Rapid urbanization poses very difficult problems. » (WDR 1978 : 78).

Apparaît donc aussi l'idée d'inciter les ruraux à ne pas migrer, par exemple en augmentant leurs salaires à la campagne, car ce sont surtout des facteurs pull de nature économique qui attirent les populations démunies en ville.

« Where there are large differences between urban and rural income levels, the settlement schemes have to provide income opportunities attractive enough to compare with those that might be obtained from migration to cities. » (WDR 1978 : 77).

Pour ralentir les migrations des zones rurales vers les villes, les gouvernements ont pris différentes mesures, soit indirectes, comme l'augmentation des salaires dans les zones rurales, soit directes, comme la Chine qui avait mis en place un système de contrôle pour que les populations rurales ne puissent se rendre en ville.

« Some countries have tried to reduce migration on the grounds that it leads to excessive and costly urbanization. [...] An urban bias in policy could lead to more migration than is socially desirable. The appropriate policy is to focus on direct remedies – such as reducing the biases against agriculture in pricing and improving the social and economic infrastructure of rural areas. » (WDR 1990 : 75).

Dans le WDR de 2010, un nouveau genre de migration est évoqué : la migration due au changement climatique. Ce dernier, entraînant différentes conséquences telles que la montée du niveau des eaux, engendrera des migrations qui se feront sans doute souvent en direction des villes (à partir des campagnes ou d'autres villes). Selon la Banque mondiale, il faudrait décourager les migrations vers les villes dans lesquelles le risque de subir des catastrophes climatiques est élevé afin d'éviter que le nombre de personnes exposées ne croisse (WDR 2010 : 131).

SYNTHESE

Comme nous l'avons vu, le désir ou la nécessité de limiter les migrations rurales-urbaines est exprimé dans plusieurs WDR. Nous avons retenu les dates de 1978, 1979, 1982, 1984, 1990, 1991, 1995 et 2010. De manière générale, nous pouvons dire que cette tendance tend à s'atténuer légèrement depuis le milieu des années 1990. Ajoutons encore qu'il est rare qu'un WDR ne contienne qu'une vision condamnatrice des migrations, car la plupart du temps, cette perspective est contrastée par les bénéfices des phénomènes migratoires, qui sont eux aussi souvent relevés.

UNE URBANISATION ECESSIVE ET LES PROBLEMES QUI EN DECOULENT

Grief : La croissance excessive des grandes villes dans les pays du Sud engendre de nombreux problèmes.

Représentation idéale : Il faut favoriser l'urbanisation dans des villes petites ou moyennes et non dans les grandes villes.

Certains extraits des WDR font état de l'urbanisation dans les pays du Sud. Elle est fréquemment évoquée comme à la source de problèmes, notamment par sa croissance très rapide et coûteuse dans les grandes villes du Sud. Nous avons notamment retenu des passages des WDR de 1979, 1984, 1989, et de 1990.

Dans le WDR de 1979, on énonce l'idée de contrôler l'urbanisation jugée excessive en essayant de gérer les naissances et en limitant les migrations vers les villes afin d'éviter une augmentation drastique des populations urbaines, car une « *Excessive urban concentration is difficult to correct once it has occurred.* » (WDR 1979 : 89).

La gestion de l'espace est parfois décrite en termes de « maldistribution », c'est-à-dire une mauvaise répartition des personnes dans l'espace, ou en d'autres termes, trop de personnes vivant au même endroit. « *Most commonly, however, maldistribution is described in terms of "overurbanization" caused by "excessive migration".* » (WDR 1984 : 110).

Ces remarques traduisent l'idée d'un nombre maximal raisonnable de citoyens par ville, qu'il ne faudrait pas dépasser. L'une des solutions proposées pour remédier à cette situation est de développer de nouvelles villes ou des villes de taille moyenne (WDR 1979 : 90). Mais dans ce même WDR de 1979, on peut dire que malgré cela, les problèmes qui existent déjà dans les grandes villes n'en seraient pas résolus.

« *Lack of remunerative employment, housing and public services for a large number of urban dwellers, as well as congestion and pollution, are the main manifestations of this second set of problems. These are real problems which need to be confronted.* » (WDR 1979 : 87).

En outre, l'analyse des WDR permet de souligner plusieurs problèmes attribués au phénomène d'urbanisation, sur lesquels nous nous penchons ci-dessous.

- *LE CHOMAGE*

Le lien entre le chômage et les migrations est assez largement abordé dans les WDR. En 1984, il est dit que le chômage est souvent plus élevé en ville :

« Unemployment tends to be higher in urban than rural areas. In a survey of fourteen developing countries, only one (the Islamic Republic of Iran) had a higher rural unemployment than urban unemployment rate; in six countries the urban unemployment rate was more than twice the rural rate. » (WDR 1984 : 111).

Les nouveaux arrivants sont souvent confrontés à la pauvreté liée à l'inemploi, bien que comme nous le verrons plus bas, ils ne sont pas les premiers concernés par le chômage. Toutefois, en contribuant à l'augmentation de la population, ils sont parfois accusés de faire empirer la situation sur le marché du travail (en « s'emparant » d'un travail que les citoyens ne pourront par conséquent pas avoir).

- *LE MANQUE D'INFRASTRUCTURES ET DE SERVICES*

Le manque d'infrastructures et de services est également décrit comme un problème majeur lorsque de nombreux migrants arrivent dans les villes (WDR 1979 : 87). La quantité d'infrastructures et de services n'est souvent pas suffisante par rapport à l'afflux de migrants. Il en résulte des quartiers entiers qui ne sont équipés ni en sanitaires ni en eau potable (comme les bidonvilles).

- *LES CRIMES, LA CONGESTION ET LA POLLUTION*

Les problèmes liés à la criminalité, à la congestion et à la pollution augmentent parallèlement à la taille des villes. Ce fait est accentué surtout lorsque le management urbain – la gestion de la ville – est mauvais (WDR 1984 : 111). L'arrivée des migrants ruraux est directement liée à l'augmentation de ces problèmes, puisque ces migrants contribuent pour une grande part à l'accroissement de la population, selon le discours de certains WDR.

Pour conclure cette partie sur les migrations, notons que, bien souvent, les WDR qui soulignent les problèmes découlant de l'urbanisation évoquent également les opportunités et les bénéfices qui accompagnent la croissance des villes. Ils citent notamment l'augmentation de la productivité, celle des revenus, ainsi que la réduction des incidences de la pauvreté. Nous aurons l'occasion d'en rediscuter dans le chapitre suivant, lorsque nous nous pencherons sur les discours des aspects positifs de la ville.

SYNTHESE

Ce sont en particulier les WDR de 1979, 1984, 1989, et de 1990 qui se préoccupent d'une urbanisation qu'ils qualifient d'excessive. On retrouve des allusions à ce phénomène dans d'autres WDR, mais de manière nettement moins virulente. Cette idée apparaît donc moins durant les deux dernières décennies, peut-être parce que le phénomène de transition urbaine s'est imposé comme une étape obligatoire dans le développement des PED au cours de ces dernières années.

LA VILLE POLLUEE, DANGEREUSE, VIOLENTE

Grief : Les villes des pays du Sud sont trop polluées ; elles sont dangereuses et le taux de criminalité est élevé.

Représentation idéale : Il faut instaurer une bonne gestion des villes pour qu'elles polluent moins, pour augmenter la sécurité routière et pour que la criminalité baisse.

- LA VILLE POLLUEE

La pollution des villes est une préoccupation qui apparaît beaucoup plus dans les WDR de ces dernières années. Toutefois, en 1987 déjà, il est dit que la pollution et la congestion augmentent avec l'urbanisation (WDR 1987 : 85). De manière générale, la prise de conscience selon laquelle l'augmentation de la population se fera surtout dans les villes laisse penser qu'il y aura de nouveaux défis liés à la gestion de la pollution : « *Urbanization [...] brings with it different set of challenges associated with industrial growth, emissions, and wastes.* » (WDR 1992 : 21).

La pollution de l'eau en ville est une problématique souvent énoncée dans les WDR. L'eau salubre, besoin vital pour les populations, dépend la plupart du temps de la gestion du secteur public des villes : « *the infrastructure of water resources is often developed and owned by the public sector.* » (WDR 1992 : 156). La pollution de l'eau en ville pose également le problème de la contamination des régions qui environnent les villes. Ceci devient problématique pour l'agriculture, qui nécessite une grande quantité d'eau (WDR 2007-2008 : 41-42).

La gestion des déchets pose également de grands défis (WDR 2001-2002 : 144), par exemple les déchets peuvent être à la source de la contamination de l'eau susmentionnée. Dans les zones urbaines et périurbaines, les résidents possèdent souvent des animaux d'élevage et la gestion des déchets produits par ces derniers sont susceptibles d'engendrer des problèmes de santé pour les humains : « *the growing concentrations of animals near urban and periurban areas of developing countries can increase waste pollution and the incidence of diseases such as tuberculosis and avian flu.* » (WDR 2007-2008 : 80). La mise en place de dispositifs pour le traitement des déchets est donc nécessaire et elle devient une préoccupation croissante dans les WDR.

Certains WDR abordent également les enjeux liés à la qualité de l'air en ville. Dans les pays du Sud, peu de villes s'en préoccupent et il est rare de trouver des données à ce propos. « *In less than 2 percent of these cities is air pollution systematically monitored, and in even fewer is information about that pollution made available to the public.* » (WDR 2002-2003 : 69). Le problème de la congestion est directement lié à la pollution de l'air, car les transports motorisés émettent une grande quantité de particules. La congestion est un problème souvent relevé, non seulement en parlant de pollution, mais également en termes d'activités économiques qui sont ralenties par la congestion. Le WDR de 2001-2002 fait également état des problèmes engendrés par la pollution sonore, dont on parle peu (WDR 2001-2002 : 131). Dans le WDR de 2010, on relève une crainte de la congestion par une augmentation de la demande de transports en général et par l'utilisation croissante de voitures individuelles, imputable à une augmentation des revenus : « *Car ownership rates increase rapidly with rising incomes.* » (WDR 2010 : 216). En effet, à l'avenir, la croissance urbaine va se poursuivre, notamment dans les PED. Si les villes grandissent par l'étalement urbain plutôt que par la densification, la demande de transport ne peut qu'augmenter. « *If cities grow through sprawl rather than densification, demand for travel will increase in ways not easily served by public transport.* » (WDR 2010 : 216). Il sera alors difficile pour le secteur public de gérer cette question si de bonnes politiques ne sont pas mises en place pour contrôler cette

augmentation de trafic, notamment avec des taxes pour les propriétaires de voitures individuelles.

- *LA VILLE DANGEREUSE*

Dans les différents WDR étudiés sont relatés les dangers que l'on peut rencontrer dans les villes. Ils sont de différentes natures. Premièrement, il y a les dangers pour la santé humaine. Nous avons auparavant déjà fait référence aux maladies qui se développent à cause de la pollution, notamment par les animaux vivant dans les zones urbaines ou périurbaines, et qui sont à l'origine de différents virus, comme la grippe aviaire.

Deuxièmement, il y a de nombreux dangers liés à la circulation urbaine. Les risques d'accidents de transport sont élevés dans les grandes villes. Par exemple, les jeunes motocyclistes ne portent pas de casque et les accidents sont par conséquent souvent fatals. Les accidents de la route sont une cause de mortalité importante dans certaines villes.

« [In Vietnam] where traffic accidents are the leading cause of death and serious injury for those ages 15–19 and where motorbike use by urban young people exceeds 70 percent, only about a quarter use a helmet—many are simply not convinced of its protective value. » (WDR 2006-2007 : 34).

- *LA VILLE VIOLENTE*

La violence urbaine est non seulement un thème très médiatisé, mais elle est également une préoccupation récente de la Banque mondiale. Depuis les années 2000, les WDR évoquent de plus en plus les difficultés liées à des tensions, de la corruption, du vandalisme, de la criminalité organisée, de la violence en général et de la violence domestique (notamment les WDR de 2000-2001, 2001-2002, 2005-2006, 2007-2008).

La violence domestique et la criminalité dans les villes seraient plus fortes chez les plus démunis : *« While the rich can hire private security guards and fortify their homes, the poor have few means to protect themselves against crime. »* (WDR 2000-2001 : 153). Face à ces problèmes d'insécurité, les pauvres se sentent souvent impuissants : *« Poor people frequently voice their fear of violence and the resulting powerlessness, "I do not know whom to trust, the police or the criminals." »* (WDR 2000-2001 : 153). La perception de l'inégalité et le cercle vicieux de la pauvreté peuvent également être des facteurs favorisant une certaine criminalité et de la violence.

« Inequality traps may cause crime and violence. First, people who perceive their poverty as permanent may be driven by hostile impulses rather than rational pursuit of their interests. Second, sensitivity to inequality, especially by those feeling trapped at the bottom, may lead to higher risk tactics like crime, when the expected payoffs from socially legitimate activities are poor. » (WDR 2005-2006 : 49-50).

SYNTHESE

L'idée d'une ville qui est polluée, dangereuse voire violente est relativement récente et tend à apparaître plus souvent lors de la dernière décennie. Nous avons retenu les WDR de 1987, 1992, 1999-2000, 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2010. Les préoccupations liées à la pollution vont de pair avec la prise de conscience et l'intérêt croissant porté aux problématiques environnementales au cours de ces vingt dernières années.

SYNTHESE GENERALE CONCERNANT LES CRITIQUES NEGATIVES

Dans ce chapitre, nous avons formulé plusieurs expressions idéaltypiques afin de mettre en évidence les critiques qui sont faites à la ville. Nous présentons ci-dessous un récapitulatif des accusations faites à la ville qui ressortent dans les WDR.

1. LA VILLE PRIVILEGIEE : BIAIS PRO-URBAIN EXCESSIF DANS LES POLITIQUES D'AIDE AU DEVELOPPEMENT

- Des taxes excessives pour l'agriculture
- Le secteur de l'industrie surprotégé
- Excès de subsides urbains pour la nourriture
- La population urbaine favorisée par les services et les prestations

2. EMPECHER LES MIGRATIONS VERS LA VILLE

3. UNE URBANISATION EXCESSIVE ET LES PROBLEMES QUI EN DECOULENT

- Le chômage
- Le manque d'infrastructures et de services
- Les crimes, la congestion, la pollution

4. LA VILLE POLLUEE, DANGEREUSE, VIOLENTE

- La ville polluée
- La ville dangereuse
- La ville violente

En synthèse de chaque expression idéaltypique, nous avons tenté de montrer à quelle période ces tendances apparaissaient. Ces dernières sont à considérer avec une certaine réserve, puisque notre étude se limite à un corpus de textes –composé en sélectionnant les pages contenant au moins deux fois l'un ou plusieurs des mots-clés de notre sélection concernant la thématique urbaine – et que l'analyse n'est en aucun cas exhaustive.

Toutefois, en nous basant sur ces tendances, nous pouvons dire de manière schématique qu'il y a trois sortes de thématiques :

- Les thématiques constantes : « La ville privilégiée ».
- Les thématiques qui tendent à s'atténuer : « Empêcher les migrations vers les villes » et « Une urbanisation excessive et les problèmes qui en découlent ».
- Les thématiques qui tendent à s'intensifier : « La ville polluée, dangereuse, violente ».

2.3. COMMENTAIRES POSITIFS

Après avoir passé en revue les commentaires négatifs sur les villes tirés de notre corpus de texte, nous nous penchons à présent sur les commentaires positifs. Dans le corpus, nous avons donc filtré les passages qui peuvent contribuer à une image positive de la ville et qui la valorisent pour ses qualités.

Nous avons vu plus haut que les WDR présentent souvent l'urbanisation comme un défi pour les gouvernements des pays du Sud. Toutefois, force est de constater qu'ils évoquent parfois aussi les avantages, par exemple en incarnant un lieu où une augmentation de la qualité de

vie des migrants ruraux est possible, un rôle moteur pour l'économie, ou encore un lieu où les citoyens ont la possibilité de participer plus aisément à la vie politique, en faisant entendre leur voix.

Nous avons à nouveau formulé quatre expressions idéaltypiques pour agencer les passages retenus. Nous avons mis en relief les vertus sous-tendues par ces dernières.

UNE VIE MEILLEURE EN VILLE POUR LES MIGRANTS RURAUX

Vertu : la ville est un lieu dans lequel la qualité de vie des migrants ruraux s'améliore, notamment par une augmentation du revenu. De plus, les migrations rurales-urbaines ont des effets bénéfiques pour les familles restées dans les villages, notamment par les transferts de fonds et par l'expérience acquise lors du séjour des migrants en ville.

Tous les WDR de 1978 à 2010 abordent à un moment donné ou l'autre le sujet des migrations des populations rurales vers les villes. C'est en effet un phénomène mondialement répandu qui survient en parallèle au développement économique d'un pays. De toute évidence, les WDR évoquent souvent les coûts et les bénéfices de ce type de migration. Alors que nous avons vu la manière dont les WDR évoquent les aspects négatifs de la migration rurale-urbaine, nous nous concentrons à présent sur les discours abordant les aspects positifs de ces phénomènes migratoires. En effet, différents passages dans les WDR vantent les mérites de la migration rurale-urbaine.

En analysant ce thème dans les WDR, la première chose qui en ressort est que les migrants ruraux, lorsqu'ils arrivent en ville, trouvent rapidement un emploi, car ils prennent souvent la décision de migrer vers les villes quand ils savent qu'ils ont une possibilité concrète de travailler.

« Evidence from several countries – Argentina, Brazil, Chile, the Republic of Korea, Peru, Tanzania, Thailand – indicates that most urban migrants find work within one month of arrival, many migrants moving only when they are assured of an urban job; most increase their income and improve their employment status as a result of their move. » (WDR 1979 : 68).

En migrant en ville, les populations rurales augmentent la plupart du temps leurs revenus :

« By and large, people move to towns and cities for higher incomes and better job opportunities. [...] For individual families, these attractions can be considerable. Once in the city, perhaps three out of four migrants make economic gains. » (WDR 1984 : 112).

Bien que les migrants soient souvent très pauvres quand ils arrivent en ville, notamment en comparaison avec la population locale, les WDR soulignent que la plupart d'entre eux considèrent qu'ils sont mieux en ville qu'à la campagne et ne manifestent pas le désir de retourner à leur vie d'avant.

« Despite the very obvious poverty of some urban migrants, the majority themselves better off than their rural counterparts and evince no desire to return to their rural existence; many in fact are sufficiently well off to help support their rural kin. » (WDR 1979 : 68).

De plus, ils contribuent souvent à l'amélioration de la condition de vie de leur famille restée à la campagne. *« Urban-rural remittances clearly benefit households. »* (WDR 1983 : 115). En général, les bénéfices pour la région d'origine se font sous la forme de transferts de fonds.

« Urban living conditions – notably the squalor of the slums in which most new

migrants tend to cluster – often appear to challenge the notion that rural-urban migration reduces poverty. Migrants are indeed usually poor by urban standards, but this reflects the large difference in incomes between the cities and the countryside that encouraged them to migrate in the first place. There is extensive evidence that urban immigrants do improve their incomes, health, and education prospects. Moreover, the wages they remit to those who remain behind are an important source of income for many rural areas. » (WDR 1982 : 90).

Parfois ce sont les connaissances qui apportent des innovations dans les campagnes. Lorsque les migrants reviennent à la campagne après un séjour en ville, leur village peut bénéficier de leur expérience urbaine : « *Returning migrants can be an important source of innovation, but only if opportunities exist to exploit their ideas.* » (WDR 1984 : 112).

Les villes sont donc présentées être attractives pour les ruraux, car elles présentent de nombreuses opportunités telles qu'un emploi mieux rémunéré ou un plus grand accès aux services : *the attractions of urban life* (WDR 1983 : 115). Par ailleurs, les migrants ruraux sont aussi perçus comme étant un atout pour l'économie urbaine, car ce sont en général les personnes les plus motivées et les plus instruites qui migrent.

« Most studies conclude that migrants are assets to the urban economy. They are mostly between the ages of fifteen and twenty-nine and are better educated and more motivated than those who stay behind in the countryside. » (WDR 1984 : 112).

De plus, il semblerait que les migrants, au fil du temps, s'adaptent à la vie en ville aussi bien que les urbains natifs. « *Evidence [...] shows that migrants with long urban residence compare favorably with urban-born people in terms of employment and income.* » (WDR 1984 : 112).

Les politiques restrictives à l'encontre des flux migratoires « rural-urbain » ont eu dans de nombreux cas des effets pouvant péjorer le développement du pays en question, entraînant parfois un ralentissement de l'économie. « *Policies to stem urban population growth have largely failed. [...] These efforts did, however, impose significant costs on both migrants and the economy.* » (WDR 1999-2000 : 143).

Nous pouvons en conclure que d'après les WDR, les migrations des populations rurales vers les villes peuvent être bénéfiques pour les migrants eux-mêmes, pour leurs familles et pour les entreprises installées en ville. Évidemment, ces résultats sont à pondérer avec les critiques de ces migrations, qui sont nombreuses, comme nous l'avons vu.

SYNTHESE

L'idée que les migrants ruraux puissent avoir une vie meilleure en ville et que la migration rurale-urbaine peut être profitable dans différents domaines apparaît de manière assez traversante. Nous avons en effet relevé des extraits qui en témoignent dans les WDR de 1979, 1982, 1983, 1984, 1990, 1999-2000, 2002-2003, 2006-2007, 2007-2008, 2010. De manière générale, à la lecture des WDR, nous avons constaté que depuis les années 2000, la migration est perçue de manière plus positive. Par ailleurs, en observant l'étendue des dates, nous pouvons voir que la fréquence augmente dans la dernière décennie.

LA PRODUCTIVITE, QUI CONTRIBUE AU DEVELOPPEMENT, EST PLUS FORTE EN VILLE.

Vertu : Les villes sont le moteur du développement. Elle présente de nombreuses externalités positives telles que les économies d'échelles et d'agglomération. Ces dernières attirent des entreprises et contribuent à une large part de l'économie des pays.

Dans cette partie, nous relevons les différents aspects relatifs aux externalités positives de l'urbanisation liées au développement économique. Évidemment, dans de nombreux WDR, il est aussi question des coûts et des désavantages de cette dernière. Toutefois, nous avons retenu les WDR de 1979, 1984, 1988, 1989, et surtout ceux de 1999-2000 et de 2009, qui tiennent des propos particulièrement élogieux concernant la ville. Le WDR de 1999-2000 dresse un bilan par rapport à l'efficacité économique des régions.

« Urban areas have historically been more efficient than rural areas because cities had markets for inputs and outputs big enough to support good-sized plants and thus could take advantage of economies of scale. » (WDR 1999-2000 : 139).

Selon les différents WDR, l'urbanisation, de manière générale, présente différents bénéfices économiques pour les PED : *« Although rural development should never be neglected, neither should the demands of urbanization that inevitably accompany economic development and growth. »* (WDR 1988 : 135). L'urbanisation permet d'augmenter la productivité et les revenus et peut ainsi contribuer à la réduction de la pauvreté : *« Urbanization, however, also presents important opportunities for increases in productivity and incomes, and for a reduction in the incidence of poverty. »* (WDR 1979 : 87).

En effet, les entreprises s'installent la plupart du temps dans les zones urbaines. Et plus encore, les jeunes entreprises ont besoin des possibilités qu'offrent les capitales ou les grandes villes : *« Formal financial systems usually consisted of a few institutions, often foreign owned, which had branches in the major cities only. »* (WDR 1989 : 68). Parmi ces dernières, il y a l'accès à la main d'œuvre et aux capitaux, ainsi que des supports techniques, légaux ou financiers. Il y a également la présence de marchés où les biens produits peuvent être vendus.

« Industries locate themselves in urban areas, especially in larger cities, because there they can benefit from ready access to capital and labor, as well as to specialized needs such as financial, legal and technical support services. Cities offer markets for industrial products, and provide convenient access to other domestic and international markets through the established transportation systems. » (WDR 1979 : 88).

Ainsi, les externalités positives – les économies d'échelles et les économies d'agglomération (avantage de la proximité) – qui peuvent découler de la croissance urbaine et de la concentration spatiale profitent de manière significative aux entreprises.

« Urban growth gives rise to economies of scale. Industries benefit from concentrations of suppliers and consumers, which allow savings in communications and transport costs. Large cities also provide big, differentiated labor markets and may help to accelerate the pace of technological innovation. They also allow economies of scale for such services as water supply and electric power to be exploited. » (WDR 1984 : 111).

Dans le même ordre d'idée, le WDR de 1979 relate les avantages de la concentration spatiale des activités économiques au sein des villes.

« The spatial concentration of economic activity and the emergence of large cities is therefore a necessary adjunct of a development process which relies predominantly on the growth of modern industry rather than on agriculture. »
(WDR 1979 : 88).

Cette idée, qui était devenue très discrète durant quelques années, revient plus fortement dans les WDR des années 2000 et particulièrement dans celui de 2009, qui adopte une perspective de géographie économique et qui reconnaît indubitablement l'importance capitale des villes dans le développement. Dans le WDR 1999-2000, un chapitre intitulé *« dynamic cities as engines of growth »* (WDR 1999-2000 : 137) est entièrement consacré à la ville. Pour la première fois, la ville y est considérée à travers la formule évocatrice de « moteur du développement » comme un endroit-clé et indispensable à l'essor économique. C'est également une des premières fois qu'il est affirmé que, dans le processus de développement, la part de l'économie concernant l'agriculture doit diminuer et la part concernant les services et l'industrie doit augmenter. En effet, le WDR de 1978 soutient que malgré l'augmentation de la population urbaine dans les pays du Sud, l'agriculture reste la solution privilégiée (WDR 1978 : 76). Or, les activités liées aux secteurs secondaire et tertiaire ont lieu dans les zones concentrées en population (donc les villes) pour bénéficier des économies d'échelles et des bassins de consommateurs. Donc, on en déduit que le développement économique est toujours accompagné d'urbanisation.

« As countries move through the development process, agriculture declines as a share of gross domestic product, and manufacturing and services begin to dominate the economy. Goods and services are often produced most efficiently in densely populated areas that provide access to a pool of skilled labor, a network of complementary firms that act as suppliers, and a critical mass of customers. For this reason sustained economic growth is always accompanied by urbanization. »
(WDR 1999-2000 : 137).

Pourtant, dans un monde où la globalisation – et le rétrécissement des distances qu'elle engendre – fait partie intégrante du paysage économique, certains WDR interrogent l'importance du rôle de la ville: *« If globalization is lauded precisely because of its ability to make great distances seem much smaller, why does urbanization remain such an important trend? »* (WDR 1999-2000 : 137). *« The answer must be that these costs are more than offset by the economic benefits cities offer – benefits that are generally concentrated in agglomeration economies. »* (WDR 1999-2000 : 138). La réponse semble claire : les bénéfices réalisés au sein des villes sont encore très grands, malgré la globalisation, surtout dans les PED.

« Although globalization opens up new possibilities for linkages around the world, it also reinforces certain advantages of proximity. Firms competing in the global economy (and their suppliers) still benefit considerably from access to a sizable pool of labor, materials, services, and customers. As a result, globalization is likely to contribute to further urbanization. This is particularly true in developing countries, where access to the opportunities offered by globalization is much greater in cities. » (WDR 1999-2000 : 137).

De même, les villes présentent une multitude de petits avantages qui font une grande différence au quotidien : *« For consumers, large cities provide a variety of services and shopping and entertainment opportunities. Rural areas can tap into these benefits by building links to the urban sector »* (WDR 1999-2000 : 139). À l'avenant, l'avantage de la proximité des pouvoirs politiques est également relevé. *« Capitals have the added advantage of proximity to government decision makers and regulators. »* (WDR 1999-2000 : 140).

SYNTHESE

Nous n'avons pas relevé de manière exhaustive les dates de tous les WDR qui à un moment donné évoquaient un élément témoignant de l'importance économique de la ville. En effet, les WDR que nous avons délibérément délaissés ne contenaient que quelques remarques à ce sujet et nous voulions éviter que ces derniers soient surreprésentés par rapport aux WDR y consacrant des chapitres entiers. Toutefois, bien que l'idée de la ville possédant un potentiel économique supérieur aux autres régions soit présente dans les WDR depuis 1978 et que les économistes de la Banque soutiennent depuis longtemps que la ville joue un rôle-clé, nous constatons néanmoins que ce discours s'intensifie lors de ces dernières années.

En effet, c'est notamment, le WDR de 1999-2000, avec un chapitre intitulé « *Dynamic Cities as Engines of Growth* » que l'idée d'une croissance économique des PED grâce aux villes s'affirme, comme l'illustre l'extrait ci-dessous. Le WDR de 2009 a également contribué à cette vision de la ville.

« Governments will be better off if they pursue development policies that benefit both urban and rural areas, recognize that the process of development will spur urbanization over time, and plan accordingly. » (WDR 1999-2000 : 22).

UN IDEAL D'UNE VILLE BIEN GEREE, AMENAGEE, VIVABLE ET DURABLE.

Vertu : La ville, si elle est bien gérée, est un lieu où la qualité de vie est élevée. Cette gestion comprend l'aménagement de la ville dans sa globalité et de manière durable, de sorte à ce que les générations futures puissent profiter de la même qualité de vie.

L'idée qu'une ville devrait être bien gérée au niveau politique, au niveau des infrastructures, ainsi qu'au niveau de l'aménagement global, et qu'elle devrait être durable, apparaît par bribes dans plusieurs WDR pour finalement se formuler de manière plus accomplie à partir des années 2000. C'est principalement dans le WDR de 1999-2000 qu'est soulignée l'importance de la gestion durable et englobante de la ville.

« This embryonic approach to urban management requires strategic partnerships and reformed institutions that are approved by both the public and private sectors. These partnerships also need to address citizens' rights, security, participation, transparency, and accountability. » (WDR 1999-2000 : 157).

En effet, la gestion de la ville va largement déterminer son attractivité auprès des investisseurs étrangers et joue par conséquent un rôle important au niveau de la croissance économique.

« The way cities manage development, including the arrival of industries, goes far in determining the rate of economic growth. Urban governments can foster economic development, or they can slow it down. » (WDR 1999-2000 : 138).

Les questions environnementales et celles qui sont liées au développement durable⁵⁷ sont des préoccupations qui se manifestent surtout dès les années 1990. C'est notamment en 1992 qu'un premier WDR est consacré à l'environnement, portant le titre évocateur *Development and the environment*. Celui-ci paraît cinq ans après la parution du rapport Brundtland, publié par la commission mondiale sur l'environnement et le développement, définissant la politique

⁵⁷ Selon le rapport Brundtland, « le développement durable est un développement qui répond aux besoins des générations du présent, sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. » (Rapport Brundtland : 1987). Le développement durable est à la confluence des trois piliers comportant des aspects économique, social et environnemental.

nécessaire pour parvenir à un développement durable. En 1992 a également lieu la rencontre des dirigeants du monde lors du Sommet de la Terre à Rio, lors de la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement. Le sujet est donc projeté sur l'avant de la scène internationale et dans ce contexte, il n'est pas étonnant de trouver un WDR qui s'empare également du sujet. Toutefois, ce n'est que dix années plus tard, dans le WDR de 2002-2003, intitulé *Sustainable development in a dynamic world*, que l'importance d'un développement urbain durable est clairement exprimée :

« Human elements permeate the discussion of the impact of trade and the need for sustainable urban development, and the section on urbanization emphasizes the importance of infrastructure provision. » (WDR 2002-2003 : 33).

En outre, cette édition du rapport entreprend une étape supplémentaire en encourageant l'application des principes du développement durable aux villes des PED sans plus attendre.

« As long as it is environmentally and socially sustainable, economic growth will in time lead to better living conditions. But cities need not wait for the slow compounding of aggregate growth rates to improve livability. » (WDR 2002-2003 : 151).

Ainsi, la gestion de la ville doit tenir compte de la municipalité dans son ensemble pour qu'elle soit efficace : *« But unregulated and isolated community initiatives cannot serve as the building blocks for sustained citywide improvements. »* (WDR 2002-2003 : 151).

SYNTHESE

L'idée d'une gestion globale et durable de la ville, qui tient compte de l'accroissement économique, mais aussi de la dimension sociale et environnementale est relativement récente. Bien que des recommandations allant dans ce sens apparaissent dès les premiers WDR, c'est à partir du milieu des années 1990 que cette idée prend pleinement forme. Actuellement, elle fait partie intégrante (du moins au niveau théorique) des agendas des villes.

DES VILLES POLITIQUEMENT FORTES ET DES CITOYENS ENGAGES

Vertu : La ville est un acteur essentiel pour les questions d'ordre politique. La décentralisation du pouvoir politique dans les villes permet, en premier lieu, de mieux tenir compte des priorités locales et, en second lieu, d'impliquer les citoyens dans la vie politique.

Le dernier point que nous traitons dans ce chapitre concerne la question des pouvoirs politiques des pays du Sud. En effet, la question de la citoyenneté et de la participation politique des habitants est discutée à partir du WDR de 1997, intitulé *The state in a changing world*. Ce WDR, consacré au rôle de l'Etat, s'intéresse particulièrement à la question de la citoyenneté en encourageant la participation à la vie politique. Dans certains extraits des WDR, la ville est désignée comme étant un pôle important pour la gestion politique et pour encourager la participation des citoyens. La question de la décentralisation des pouvoirs politiques est dès lors mise en avant et même encouragée.

« Can city governments become strategic brokers that influence their city's – and even their country's – position in the global urban hierarchy? With appropriate planning and support, the answer seems to be yes » (WDR 1999-2000 : 148).

La raison qui pousse les WDR à encourager ce point de vue est tout d'abord une question démographique. La Banque mondiale est en général favorable à des institutions politiques

subnationales, notamment dans un contexte caractérisé par une augmentation de la population dans les villes.

« The growth of urban populations in both large capital cities and smaller municipalities feeds demand for increased localization of political power. It puts pressure on national institutions of governance and encourages them to take the steps toward decentralization. » (WDR 1999-2000 : 137).

Un autre argument utilisé dans le sens d'une décentralisation du pouvoir est celui de l'importance d'une bonne gouvernance urbaine et de l'efficacité d'un pouvoir qui serait davantage local : *« Having more metropolitan areas in a country means having more centers of political power that feed the forces of localization and raise the stakes for good urban governance. »* (WDR 1999-2000 : 142). La notion de *bonne gouvernance* s'impose dans les années 1990 comme le symbole d'une nouvelle modernité dans les modes d'action publique.

La *bonne gouvernance*, amplement diffusée par la Banque mondiale, est un concept polysémique largement débattu. Il s'agit d'un outil pour le développement construit à partir de l'interaction entre l'Etat, le marché et la société civile. Dès lors, cette notion est présente dans presque tous les WDR à partir de 1997. Et ceux-ci contiennent très souvent une partie consacrée à ces questions politiques (en particulier les WDR de 2003-2004 et de 2006-2007, qui comportent des chapitres importants dédiés à la citoyenneté). Ces WDR font souvent référence au fait qu'il faut laisser la possibilité aux citoyens de s'exprimer, encourager la participation politique, promulguer la responsabilité civique et permettre aux populations de choisir leurs dirigeants politiques. En bref, c'est la démocratie participative qui y est prônée.

Selon le WDR de 1999-2000, c'est avant tout une gouvernance municipale qui serait profitable aux citoyens, pour plusieurs raisons. Premièrement, il est plus facile pour les villes de contrôler leurs propres investissements plutôt que de passer par un pouvoir central : *« municipalities that have control over investment decisions can respond to local priorities. »* (WDR 1999-2000 : 144). En effet, pour le financement des infrastructures ou des services, nécessaires au développement urbain d'un pays, les municipalités sont plus aptes à répondre aux besoins et aux priorités locales.

« Sound economic arguments exist for pushing these infrastructure investment decisions to the subnational level. Centrally determined spending can produce arbitrary allocations across cities and tends to sever the links among investment, operation, and maintenance. In contrast, municipalities that have control over investment decisions can respond to local priorities. » (WDR 1999-2000 : 144).

Deuxièmement, cela permettrait aux villes de se pencher de plus près sur les stratégies à mettre en place dans le but de se rendre attractives pour des investisseurs étrangers. De la sorte, une croissance économique est favorisée.

« When urban governments have the power and ability to enact a development agenda, they can help the citizens of their cities hook up with the global economy. These cities then become reliable links in the global production chain and attractive destinations for foreign investment. » (WDR 1999-2000 : 137).

Troisièmement, un pouvoir décentralisé et local permet d'être plus proche de la population et ainsi d'être en mesure de considérer les revendications des citoyens.

« Decentralizing urban services to local government is desirable for enhancing the voice of urban citizens and the access to credible information, but it requires the respective authorities to be accountable and have the means to address problems at their level-and that depends on the framework of intergovernmental financial relationships. » (WDR 2002-2003 : 150).

En effet, la participation active de la communauté locale aux projets de développement (par exemple des projets d'assainissement des quartiers) augmente les chances que ces derniers puissent aboutir. Cela découle du postulat selon lequel des citoyens bien informés se sentent plus impliqués dans la vie politique.

« Many cities demonstrate innovative relationships between civil society and local government to increase pressures for performance in the execution of basic functions. » (WDR 2002-2003 : 150).

« Evidence supports the view that involving the poor in the design, implementation, and evaluation of projects in a range of sectors would make aid more effective » (WDR 1990 : 146).

SYNTHESE

De manière générale, les WDR enjoignent les autorités nationales à décentraliser leurs pouvoirs politiques en particulier à l'échelle des villes. Ils considèrent que c'est un niveau de gouvernance adéquat pour pouvoir tenir compte de manière efficace des revendications locales. Toutefois, le fait que la Banque mondiale, à travers les WDR, se préoccupe de la politique interne des pays du Sud n'est pas toujours accueilli de manière positive par ces derniers. En effet, elle est parfois accusée, sous couvert de « *bonne gouvernance* », d'une tentative d'exportation généralisée du système politique considéré comme étant le plus abouti par l'Occident : la démocratie. Certains auteurs critiques reprochent à la Banque d'inciter à une décentralisation du pouvoir pour affaiblir les pouvoirs politiques en place qui ont parfois déjà du mal à asseoir leur autorité (JOUVE : 2003).

SYNTHESE GENERALE CONCERNANT LES COMMENTAIRES POSITIFS

Nous présentons ci-dessous un récapitulatif des expressions idéaltypiques mise en relief dans ce chapitre. Nous avons également synthétisé les vertus de ces dernières en un ou deux points.

1. UNE VIE MEILLEURE POUR LES MIGRANTS RURAUX

- Augmentation des revenus des migrants
- Les bénéfices de la migration rurale-urbaine

2. LA PRODUCTIVITE, QUI CONTRIBUE AU DEVELOPPEMENT, EST PLUS FORTE EN VILLE

- Les bénéfices de la concentration spatiale
- La ville comme moteur du développement

3. UN IDEAL D'UNE VILLE BIEN GEREE, AMENAGEE, VIVABLE ET DURABLE

- Un développement urbain durable
- Une gestion globale de la ville

4. DES VILLES POLITIQUEMENT FORTES ET DES CITOYENS ENGAGES

- Les bénéfices d'un pouvoir local
- La voix des citoyens

Les commentaires positifs concernant les villes que nous trouvons dans les WDR peuvent particulièrement bien être synthétisés par cette citation du WDR de 1999-2000 :

« *In economic terms, what is good for a country is good for its cities. If the political, legal, and macroeconomic conditions for nationwide economic development are in place, urban economies are likely to grow. National governments will find it best not to attempt to stop or direct internal migration, since such efforts inevitably fail. Local governments can facilitate urban economic growth in their areas by investing in trunk infrastructure and fostering an open land market. But the key role of local government in economic development is to provide the basic infrastructure and public services needed to create an attractive environment for both businesses and households.* » (WDR 1999-2000 : 149).

La présence, dans le WDR de 1999-2000, des quatre vertus de la ville que nous avons trouvées dans les WDR, nous indique que ce sont des sujets traités récemment. En effet, contrairement aux commentaires négatifs dont certains tendent à s'atténuer, les commentaires positifs ont tendance à s'intensifier ces dernières années. Alors que les WDR les plus anciens contiennent parfois déjà des passages allant dans le sens des qualités attribuées à la ville, les WDR plus récents en contiennent généralement davantage.

Pour terminer, nous tenons encore une fois à souligner le fait que notre analyse ne se fonde non pas sur la totalité des WDR, mais sur les extraits retenus dans notre corpus. Par conséquent, elle n'est en aucun cas à considérer comme étant exhaustive. De plus, elle n'offre qu'une vision partielle des informations sur les villes figurant dans les WDR et elle est forcément biaisée par notre angle méthodologique.

DISCUSSION

Au terme d'une analyse essentiellement consacrée aux WDR, nous allons à présent élargir la vision de la Banque que nous présentons par une analyse complémentaire. Dans cette dernière, comme nous l'avons déjà annoncé auparavant, nous questionnons l'existence d'un biais anti-urbain au sein de la Banque mondiale, non seulement dans la production théorique que sont les WDR, mais également dans l'action concrète de la Banque. À travers nos entretiens avec des praticiens – qui ont une connaissance approfondie des opérations de la Banque – nous pouvons à présent offrir un point de vue quelque peu critique sur l'analyse des WDR. Par ailleurs, cela permet également d'apporter un éclairage du phénomène sous un autre angle.

Y A-T-IL UN BIAIS ANTI-URBAIN AU SEIN DE LA BANQUE MONDIALE ?

PAS DE BIAIS IDEOLOGIQUE

À travers les entretiens que nous avons menés, nous sommes arrivés à la conclusion que nous ne pouvons pas réellement parler d'un biais anti-urbain dans le sens idéologique au sein de la Banque mondiale. Toutefois, notons que les conséquences sont les mêmes : la ville est perdante. Cependant, nous avons distingué quatre autres types de biais anti-urbain qui semblent influencer la manière dont la Banque approche la ville. Il y a un biais structurel, un biais pragmatique, un biais induit par la demande des pays et un biais intellectuel. Comme nous le verrons, ces biais n'ont rien d'idéologique, dans le sens où ils ne sont pas dus à un désamour à l'égard de la ville, comme nous l'avions discuté dans le cadre théorique.

BIAIS STRUCTUREL

Nos entretiens nous ont appris l'existence d'un biais structurel au sein de la Banque mondiale. Ce biais est dû à la structure administrative de la Banque, dans laquelle il n'y a pas de place

spécifiquement dédiée à la ville. L'organigramme de la Banque mondiale nous révèle que les décompositions structurales principales sont géographiques. Il y a donc une découpe en six régions du monde⁵⁸. En plus de ces départements par région, quelques autres départements complètent la structure de cette institution, mais aucun n'est dédié spécifiquement à la ville. Cette dernière est considérée comme étant un lieu géographique et elle se trouve donc intégrée dans les différents groupes régionaux. Bien que l'organigramme de la Banque mondiale change très souvent, il faut savoir que l'organisation par région a toujours existé comme telle et constitue ainsi la structure de base. Ce biais structurel est par conséquent ancré depuis longtemps dans le fonctionnement de la Banque.

Le fonctionnement de l'octroi de prêt intervient également dans ce biais structurel, notamment par le fait que la Banque ne prête pas à des municipalités, mais seulement à des gouvernements : « *Il n'y a pas une aide spécifiquement dédiée à la ville, même s'il y a des prêts urbains.* » (ENTRETIEN AVEC EXPERT : 3. 12. 2009). La Banque peut en effet prêter uniquement à des gouvernements centraux – en vertu de la « *sovereign guarantee*⁵⁹ » – même si les emprunteurs effectifs sont les municipalités. Par conséquent, il est plus difficile pour les villes d'accéder aux prêts de la Banque.

« Une mission urbaine doit d'abord avoir la permission du gouvernement central pour rendre visite à une municipalité, négocier un prêt avec cette municipalité, puis retourner à la capitale pour "faire avaler" le prêt négocié au gouvernement central. [...] Il y a donc toujours une tension entre les municipalités qui veulent emprunter et les gouvernements centraux qui ont l'impression de perdre le contrôle de l'utilisation de prêts dont ils sont responsables pour le remboursement. »
(ENTRETIEN AVEC EXPERT : 16. 12. 2009)

Par ailleurs, la nature des activités de la Banque vient également étayer ce biais. En effet, l'objectif principal de la Banque est de lutter contre la pauvreté. Le but incarné par l'apport d'une aide financière aux personnes les plus démunies dans les pays du Sud apparaît très tôt dans l'histoire de la Banque. Or, ces pays sont généralement caractérisés par des économies dominées par le secteur primaire et en termes démographiques par une population plus importante dans les régions rurales que dans les zones urbaines. Par conséquent, l'aide s'est concentrée dans les zones rurales.

« Il y a également le fait que la mission de la Banque a finalement toujours été celle de la lutte contre la pauvreté. Et jusqu'à cette année pratiquement, si l'on compte le nombre absolu de gens pauvres, il y en avait plus dans les zones rurales que dans les zones urbaines, puisque la population de la plupart des pays du tiers-monde était en majorité rurale. » (ENTRETIEN AVEC EXPERT : 16. 12. 2009)

La structure organisationnelle, ainsi que les objectifs de la Banque, sont donc des éléments d'explication permettant de comprendre la direction des politiques de prêts de l'institution.

BIAIS PRAGMATIQUE

Lors de nos entretiens, nos interlocuteurs ont affirmé qu'il est plus difficile de mettre sur pied des projets urbains que des projets ruraux. En effet, les prêts urbains sont complexes à réaliser et longs à être déboursés. Ces éléments contribuent à ce que l'on pourrait appeler un biais anti-urbain pragmatique lié au simple fait qu'il est moins laborieux d'allouer des prêts ruraux que des prêts urbains. Cette difficulté est liée à plusieurs critères que nous allons évoquer.

⁵⁸ (1) Afrique subsaharienne, (2) Asie de l'est et Pacifique, (3) Europe et Asie centrale, (4) Amérique latine et Antilles, (5) Moyen-Orient et Afrique du Nord, (6) Asie du Sud.

⁵⁹ Pour assurer le remboursement des prêts par les Etats.

D'abord, au niveau de l'octroi d'un prêt, plusieurs étapes souvent onéreuses doivent être passées avant que le prêt ne parvienne finalement à son bénéficiaire. Cela ralentit la procédure et décourage la Banque dans l'octroi des prêts pour les projets urbains.

« Le problème pour la Banque, c'est que pour les projets urbains, l'administration des prêts est toujours un peu compliquée. En effet, le prêt est octroyé à un pays et à son ministère des finances, qui est responsable du remboursement des prêts. Toutefois, le prêt va en réalité à une municipalité. Par conséquent, les gens qui sont intéressés à la substance du prêt sont les municipalités. Donc, il y a toujours ce double niveau, voir même triple, difficile à gérer. Par exemple dans le cas de l'Inde, la Banque fait un prêt au gouvernement fédéral indien, au ministère des finances, qui transmet ce prêt par exemple pour Bombay à l'Etat de Maharashtra, qui transmet ce prêt à la municipalité de Bombay. Et en prenant un taux d'intérêt supplémentaire à chaque étape. » (ENTRETIEN AVEC EXPERT : 16. 12. 2009)

Cet exemple montre bien que la procédure d'octroi de prêt est complexe et chronophage en ce qui concerne les municipalités. À cela s'ajoute le fait que la Banque mondiale soit avant tout une banque et qu'elle se trouve confrontée aux problèmes de ce type d'institutions. En effet, elle doit prêter le capital qui est fixé chaque année, faute de quoi des restructurations s'en suivent.

« Si la Banque ne prêtait pas son capital prévu chaque année, il y aurait des gens qui se feraient licencier tout de suite. Donc on essaie de suivre la politique de la Banque, mais, à la fin de l'année, il faut avoir prêté. » (ENTRETIEN AVEC EXPERT : 16. 12. 2009)

Il en découle que les projets se font concurrence au sein de la Banque et que parfois les prêts dédiés aux projets complexes qui mettent du temps à être préparés (souvent urbains) sont réalloués à d'autres projets pour lesquels des fonds peuvent être déboursés plus rapidement (souvent agricoles). L'un de nos interlocuteurs ajoute que *« ce n'est pas du tout une question de priorité, c'est juste une question pratique de déboursement. »* (ENTRETIEN AVEC EXPERT : 16. 12. 2009) Finalement, on peut citer le fait que la gestion des projets est parfois inefficace et mène à l'abandon de ces derniers.

« Je pense que ce qu'on peut reprocher à la Banque, c'est d'être inefficace. Parce que les projets en général sont plutôt bons, mais inefficaces dans le sens qu'ils mettent trop de temps à être préparés. [...] Quelques fois, on évite même certains projets, qu'on pense qu'on devrait faire, parce qu'ils seraient trop compliqués à réaliser, en suivant les guidelines de la Banque. » (ENTRETIEN AVEC EXPERT : 16. 12. 2009)

En effet, les guidelines de la Banque demandent de respecter des points très précis lors de la formation des projets, ce qui rend leur concrétisation complexe. D'après nos interlocuteurs, ce type d'instructions – bien que leurs intentions soient tout à fait louables – font que les questions essentielles du projet sont perdues de vue. Selon l'un de nos interlocuteurs, des centaines de pages de projets sont consacrées à des listes d'éléments établies par des comités à l'intérieur de la Banque, à vérifier avant même de commencer la réalisation du projet.

« Je vais vous donner un exemple : on m'a demandé de donner mon avis sur un projet de développement urbain au Bhoutan. En soi, c'était un projet d'infrastructure relativement simple et pas très grand, parce que les villes sont très petites au Bhoutan. [...] Alors il y a tout un chapitre sur les toilettes qui doivent être construites pour les entrepreneurs qui travailleront sur les projets de route. Les pages définissent combien il doit en voir par employé, quelle performance et quelle spécificité elles doivent avoir, et à quelle distance du chantier elles doivent

se trouver. C'est juste un exemple, il y en a des centaines comme ça. » (ENTRETIEN AVEC EXPERT : 16. 12. 2009)

On constate que le caractère procédurier de l'institution peut parfois constituer un obstacle pour certaines procédures de prêt. Ainsi, nous constatons que parfois, certaines décisions sont prises sur la base d'un aspect pratique. Il ne faut pas perdre de vue le fait que la Banque est une institution qui doit également fonctionner au quotidien et atteindre les objectifs fixés annuellement, quitte à devoir faire des compromis par rapport à ses statuts. À nouveau, ce biais pragmatique n'est pas lié à une idéologie anti-urbaine, mais à une question de fonctionnement étroitement liée aux lourdes procédures internes.

BIAIS INDUIT PAR LA DEMANDE DES PAYS

Le choix des projets pour lesquels la Banque va collaborer résulte d'un compromis entre la demande des pays et l'offre de la Banque. Or, selon l'un de nos interlocuteurs, les pays du Sud demandent davantage de l'aide pour les campagnes que pour les villes. Au moins deux raisons expliquent cela. La première est liée à la peur de la faim qui, suite à des famines dévastatrices, est très présente dans les pays du Sud.

« Il y a eu dans beaucoup de pays pendant très longtemps des problèmes alimentaires, des peurs de ne pas avoir assez pour nourrir les peuples, d'où l'idée que c'est l'agriculture qui devait recevoir le plus d'attention et donc le plus d'aide. » (ENTRETIEN AVEC EXPERT : 3. 12. 2009)

La seconde est qu'il existe parfois un biais anti-urbain parmi l'élite des pays du Sud qui gère la négociation des prêts.

« Il y a un biais anti-urbain parmi nos clients, c'est-à-dire que même si on fait un prêt par exemple à la ville de Bombay ou de Dakar, on s'adresse finalement – les gens qui nous parlent – c'est l'élite urbaine qui elle-même a un biais anti-urbain. Parce que c'est une élite et elle voudrait décourager les pauvres de venir en ville, c'est quelque chose qui est courant. Et quand on a voulu faire des prêts à l'habitat bon marché et des rénovations des bidonvilles, nos clients, c'est-à-dire les municipalités, nous ont souvent dit ce qu'ils voudraient c'est surtout empêcher les pauvres de venir en ville. Donc ils proposaient de faire de l'habitat assez cher pour ne pas attirer les pauvres de l'extérieur, mais faire de l'habitat pour les gens qui sont déjà bien installés et qui ont un bon salaire. » (ENTRETIEN AVEC EXPERT, 16. 12. 2009)

Comme nous le montre cet extrait, l'élite qui est au gouvernement dans les pays du Sud montre souvent une certaine réticence face à des phénomènes de migrations rurales-urbaines. Une des principales raisons est notamment le fait que la population urbaine pense que l'arrivée des migrants pauvres induit une baisse de qualité de vie en ville par l'agrandissement des bidonvilles ou l'augmentation du chômage et de la criminalité, par exemple. Les municipalités s'efforcent donc d'éviter de construire des habitations peu chères, ou alors de mettre sur pied des projets ruraux pour encourager les personnes à rester dans les campagnes. Par ces initiatives, les politiciens gagnent en popularité auprès des électeurs urbains.

Nous pouvons donc souligner que les projets de la Banque ne découlent pas uniquement de la volonté de cette dernière et qu'il faut également prendre en considération les autres parties concernées pour appréhender le biais anti-urbain.

BIAIS INTELLECTUEL

Un autre biais est celui que l'un de nos interlocuteurs nomme le biais intellectuel. Il est lié à l'histoire de la pensée économique et ses courants théoriques principaux, dont les économistes de la Banque sont imprégnés.

« La pensée économique, à partir du début du 19^e siècle est devenue très a-spatiale. Très générale et théorique, en partant des concepts généraux comme la production du travail et du capital, sans la moindre référence à l'espace. »
(ENTRETIEN AVEC EXPERT : 3. 12. 2009)

Ainsi, lorsque les économistes ont commencé à s'intéresser à l'économie du développement, notamment après la seconde guerre mondiale, les problèmes du développement ont été abordés dans une perspective a-spatiale : *« Je crois que ce n'était ni pro-urbain ou anti-urbain mais a-urbain. Et avec des concepts qui ne faisaient absolument pas appel à la géographie. »* (ENTRETIEN AVEC EXPERT : 3. 12. 2009) La ville, avant tout considérée comme un lieu géographique, n'était donc souvent pas prise en compte dans les analyses économiques. *« L'espace est un parent pauvre de la pensée économique »* dit l'un de nos interlocuteurs. Selon notre lui, cela a toutefois fortement changé au cours de ces vingt dernières années, au cours desquelles l'espace a regagné de l'importance, et par la même voie, la ville également. Notons par exemple le Prix Nobel de 2008, décerné à l'économiste américain Paul Krugman, pour son analyse des modèles du commerce mondial et de la localisation de l'activité économique. Au sein de la Banque, le WDR de 2009 témoigne également d'un retour de l'espace dans l'analyse économique.

SYNTHESE

Au terme de cette partie, dont le but était de discuter l'existence d'un biais anti-urbain au sein de la Banque mondiale, nous pouvons noter que la notion de *biais anti-urbain* est complexe et qu'elle peut contenir plusieurs dimensions. En effet, la formation d'un biais anti-urbain se fait généralement par l'influence d'une dimension idéologique, mais une dimension liée à des éléments structurels ou pragmatiques peut également intervenir, comme nous l'avons vu pour la Banque mondiale. Le biais anti-urbain peut évoluer dans le temps, en s'imprégnant de ces différentes dimensions qui finissent parfois par recouvrir la dimension idéologique de base, enracinée dans ses fondements.

RESULTATS

UN TOURNANT URBAIN ACTUEL ?

Au terme de notre travail, ce chapitre a pour but de confronter les résultats de notre analyse avec notre hypothèse de travail. À cette fin, nous prenons en considération l'analyse du contenu des WDR, ainsi que l'analyse complémentaire dans laquelle nous avons discuté de l'existence d'un biais anti-urbain au sein des opérations de la Banque. Pour rappel, notre hypothèse de travail est formulée comme suit.

HYPOTHESE DE TRAVAIL : « IL Y A ACTUELLEMENT UN TOURNANT DANS LE DISCOURS URBAIN DE LA BANQUE MONDIALE. ON EST PASSE D'UN DISCOURS ANTI-URBAIN A UN DISCOURS PRO-URBAIN. »

DEUX MANIÈRES DE CONSIDÉRER LA QUESTION

À la question de savoir s'il y a actuellement un tournant dans le discours urbain de la Banque, nous ne pouvons pas répondre de manière catégorique. Notre analyse nous a en effet révélé que selon le registre des matériaux analysés, nous pouvons parfois parler d'un tournant urbain, parfois non. Si nous considérons l'analyse des WDR, une production académique et théorique, nous pouvons tendanciellement valider notre hypothèse de travail. En revanche, si nous considérons nos entretiens qui relatent notamment l'action de la Banque, nous devons invalider notre hypothèse. Ce chapitre de résultats est voué à présenter ces deux angles d'approches.

OUI : UN ELAN URBAIN DANS LES WDR

Comme nous l'avons déjà vu préalablement dans les synthèses de l'analyse, certains facteurs laissent supposer qu'il existe un passage, dans le discours de la Banque mondiale, d'un discours anti-urbain à un discours pro-urbain. D'après l'analyse des WDR, nous constatons effectivement une évolution tendant à confirmer notre hypothèse de travail principale. En effet, l'analyse des occurrences et des tables des matières indique une tendance à la hausse du nombre de pages dédiées à la ville au cours des années. Ainsi, dans les WDR, l'on parle actuellement plus de la ville qu'il y a 20 ans et encore davantage qu'il y a 30 ans. Dans le même ordre d'idée, nous avons vu que les commentaires positifs à l'égard de la ville ont tendance à s'intensifier, alors que les commentaires négatifs ont tendance, bien que de manière moins marquée, à s'atténuer.

En effet, quatre idées offrant une image méliorative de la ville apparaissent de plus en plus souvent dans les WDR, notamment depuis les années 1990, et en s'intensifiant dans les années 2000. Premièrement, l'opinion que la ville peut offrir une vie meilleure aux migrants ruraux. Deuxièmement, la reconnaissance croissante que le développement des pays du Sud se fera surtout dans la ville, et qu'aucun pays ne s'est développé sans s'urbaniser. Troisièmement, le fait que la ville peut être un lieu géré durablement, agréable à vivre et qui tient compte de l'environnement. Et, quatrièmement, l'idée que la ville a de plus en plus de pouvoir à travers la décentralisation et l'engagement des citoyens. Par ailleurs, les idées liées à deux expressions idéaltypiques négatives, sur les quatre que nous avons dégagées des WDR, apparaissent moins fréquemment dans les WDR récents. Les expressions en question sont : « empêcher les migrations vers les villes » et « une urbanisation excessive et les problèmes qui en découlent ».

Ces éléments semblent indiquer l'avènement d'une nouvelle vision de la ville, comme si le phénomène de l'urbanisation commençait à être accepté, voire valorisé. En effet, les migrations rurales-urbaines sont vues d'un œil moins critique et la crainte des villes dites surdimensionnées semble moins présente.

Vu par un spectre plus large en ce qui concerne les politiques de la Banque en général, nous avons vu qu'il y a actuellement une multitude de documents et d'événements concernant les villes qui apparaissent et qui témoignent de l'intérêt croissant que cette institution accorde depuis une dizaine d'années à la ville. Nous pouvons citer en exemple la stratégie urbaine de la Banque, ainsi que les symposiums de la recherche urbaine.

Comme nous l'avons évoqué préalablement, un WDR est une production de la Banque qui est très importante : elle mobilise une équipe d'une dizaine de personnes pendant presque 2 ans et bénéficie d'un budget d'environ 2 millions de dollars. Le responsable du WDR est choisi par le chef économiste de la Banque, par un comité de nomination ainsi que par le président de la Banque. Ces trois acteurs sont également chargés d'avaliser le choix du sujet du rapport. Toutefois, il est important de souligner que les WDR ne sont pas des synthèses des actions et

des politiques de la Banque, et que leurs impacts concrets sur les politiques des États concernés restent contrastés :

« Les WDR sont énormément lus dans les milieux académiques, y compris ceux du tiers-monde, mais très peu par les pays et les municipalités. [...] Le monde académique ne communique souvent pas avec la pratique. » (ENTRETIEN AVEC EXPERT, 16. 12. 2009)

Nos interlocuteurs nous ont révélé que certains responsables de l'aménagement urbain des plus grandes agglomérations du monde (par exemple Rio de Janeiro) n'ont même pas connaissance des WDR. Ainsi, nous devons relativiser le rôle du discours des WDR et nous constatons que nous ne pouvons pas seulement nous appuyer sur ces derniers pour déterminer l'existence d'un tournant urbain.

Les WDR constituent donc essentiellement une production académique se destinant plus à des scientifiques qu'aux autorités. Malgré les recommandations (policy recommendations) qui sont faites dans ces rapports, force est de constater que ce type de résultats ne se concrétise pas forcément sur le terrain. Cela implique que le tournant urbain observé dans les WDR ne correspond pas nécessairement à des changements tangibles dans la manière d'appliquer les politiques de développement.

NON : LA BANQUE S'EST INTERESSEE TOT A LA VILLE

Nos entretiens nous ont révélé qu'à l'heure actuelle, nous ne pouvons pas réellement parler d'un tournant urbain majeur et inédit dans les actions de la Banque mondiale. En effet, cette institution s'est intéressée à la ville depuis très longtemps déjà et nos interlocuteurs soutiennent que la Banque n'a pas négligé l'importance du rôle de la ville dans le développement des pays du Sud.

De manière générale, nous pouvons dire que les préoccupations urbaines étaient présentes très tôt à la Banque. En effet, dès les années 1970, sous le régime du président Robert McNamara, la Banque mondiale s'est montrée novatrice en s'intéressant à la question des habitations urbaines, notamment à travers les actions d'assainissement des parcelles dans les périphéries des villes du Sud. Dans la même période, elle a également commencé à engager des consultants spécialisés pour appréhender les questions liées à la ville. Nos interlocuteurs en font partie, et ils travaillent – depuis plus de 35 ans – uniquement pour des projets concernant les villes dans les pays du Sud : *« Il y a toujours eu un groupe au sein de la Banque qui était tout à fait d'accord que la ville était indispensable. Je suis un converti de longue date. »* (ENTRETIEN AVEC EXPERT : 16. 12. 2009) Ces éléments témoignent d'un intérêt de longue date pour les villes au sein de la Banque mondiale.

« Dans la pratique, la Banque mondiale n'ignorait pas totalement la ville, car les prêts concernaient souvent, directement ou indirectement le fonctionnement des villes. Et elle a été la première institution à chercher à comprendre les choses concernant le fonctionnement local des villes. » (ENTRETIEN AVEC EXPERT : 3. 12. 2009).

Par ailleurs, il faut considérer le fait que la nomenclature utilisée pour la classification des projets porte à croire qu'il y a très peu de projets urbains en regard des projets agricoles, ce qui mérite d'être nuancé. En effet, la classification des projets est biaisée par la terminologie utilisée dans les intitulés des projets. Celle-ci cache le fait que de nombreux projets qui se sont concrétisés en ville n'apparaissent pas comme des projets urbains en soi.

« D'ailleurs, il est difficile de classer les prêts sous la rubrique urbain ou non urbain, par exemple la construction d'une route entre deux villes (ou un barrage

hydroélectrique) sera partiellement urbaine et partiellement rurale. » (ENTRETIEN AVEC EXPERT : 3. 12. 2009).

Selon l'un de nos interlocuteurs, la Banque est par ailleurs l'une des premières institutions d'aide au développement à s'être intéressée sérieusement aux finances locales et aux questions liées à la décentralisation. « *Un thème qui a pris de l'importance parce qu'il y a eu un mouvement de décentralisation général dans le monde, qui fait que les communautés locales avaient de plus en plus de pouvoir.* » (ENTRETIEN AVEC EXPERT : 3. 12. 2009). Lui-même a été engagé par la Banque dans les années 1970 pour des missions de ce type. La Banque mondiale était donc la première institution internationale à inciter les pays à la décentralisation « *et encourager la décentralisation, c'est donner un peu plus de pouvoir aux villes.* » (ENTRETIEN AVEC EXPERT : 3. 12. 2009).

Pour terminer, nous pouvons dire que la Banque, principalement régie par des économistes, reconnaît depuis un certain temps l'importance de la ville pour le développement économique de l'Etat.

« C'est toujours la ville qui crée la richesse. D'ailleurs au niveau fiscal, on s'en aperçoit parce que tous les pays du Sud extraient des villes les ressources qu'on utilise dans les campagnes. » (ENTRETIEN AVEC EXPERT, 16. 12. 2009).

Toutefois, la reconnaissance de l'importance de la ville est peut-être plus implicite, dans les actions de la Banque, qu'explicite, ou en d'autres termes, écrite noir sur blanc. La Banque n'aurait donc pas négligé la ville, bien qu'elle aurait pu s'y intéresser davantage.

« Je dirais pour ce qui concerne les pays en développement dans l'après-guerre, la BM n'a pas échappé à un biais anti-urbain, mais c'est à peu près sûrement l'institution internationale où ce biais a été le moins marqué. » (ENTRETIEN AVEC EXPERT : 3. 12. 2009).

À défaut de parler d'un tournant, nos interlocuteurs préfèrent parler d'une évolution logique liée au contexte mondial, notamment démographique. En effet, par l'urbanisation globale du monde, la majeure part de la population mondiale vit aujourd'hui dans les villes, et par conséquent, une institution qui s'intéresse aux populations « *ne peut pas parler des gens sans parler de la ville.* » (ENTRETIEN AVEC EXPERT : 3. 12. 2009).

SYNTHESE

Nous avons donc observé deux logiques distinctes : d'une part, celle de la production académique (les WDR), observée par les analyses de fréquence et de contenu, et d'autre part, la logique des actions menées par la Banque sur la base des entretiens. Quant à la question de savoir si l'on peut actuellement parler d'un tournant dans le discours urbain de la Banque, nous pouvons répondre oui et non. Oui en ce qui concerne les WDR. Bien qu'il n'est pas possible de rattacher le tournant à une date précise. Il s'agit plutôt d'un processus, actuellement en cours s'étendant sur au moins deux décennies. Non en ce qui concerne l'action de la Banque, puisqu'il s'avère que cette dernière a depuis longtemps pris la ville en considération dans les octrois de prêts.

CONCLUSION

REMARQUES REFLEXIVES ET PISTES DE RECHERCHES

Arrivés au terme de notre travail de mémoire, nous pouvons à présent énoncer certaines remarques réflexives quant à notre manière de procéder, et émettre quelques pistes de recherche.

En premier lieu, nous tenons à souligner le biais induit par notre choix méthodologique de centrer notre recherche principalement sur les WDR. Ces documents théoriques font chaque année le point sur une question essentielle du développement, mais ne rendent pas entièrement compte des actions de la Banque. Ainsi, une approche fondée sur l'analyse d'autres documents relatifs aux projets de l'institution, comme les rapports des prêts de la Banque, serait également pertinente. Examiner le pourcentage de prêts accordé aux villes permettrait, par exemple, d'estimer l'ampleur réelle de l'aide de la Banque en faveur des régions urbaines. Cette approche permettrait de questionner l'hypothèse du tournant urbain actuel par un autre angle d'analyse : non pas le discours, mais la répartition des montants de l'aide au développement alloués par la Banque.

En second lieu, nous pouvons discuter la pertinence même d'une approche urbaine pour une étude concernant le discours d'une institution comme la Banque mondiale, qui a une approche sectorielle du développement. En effet, comme le souligne l'un de nos interlocuteurs, « *la plupart des questions qu'on étudie à la Banque ne sont ni urbaines ni rurales. De même pour les politiques macroéconomiques, qui sont générales. Celles-ci ne sont ni urbaines ni rurales, elles sont générales.* » (ENTRETIEN AVEC EXPERT : 3. 12. 2009). Une approche par l'urbain ne rend pas compte de l'ensemble du discours de la Banque. Certes, notre analyse ne permet pas d'appréhender de manière holistique les thèmes traités par les WDR, mais l'analyse réalisée dans ce mémoire permet néanmoins de saisir le rôle spécifique de l'une des thématiques présente dans les discours de la Banque Mondiale : l'urbain.

À ce titre, nous pouvons ensuite nous questionner sur l'origine des discours de la Banque et en particulier du discours urbain. Comment se forme le discours urbain de la Banque ? Quels facteurs permettent d'expliquer l'émergence d'un discours ? Quels acteurs participent à la construction de ce discours ? Quels sont les rapports de pouvoir dans la formation de ce discours ?

Finalement, après les origines d'un tel discours, nous pouvons nous demander quelles sont les conséquences d'un tournant urbain dans les WDR de la Banque. Est-ce qu'il peut changer les politiques, ou les actions de la Banque ? Dans quelle mesure la répartition des fonds financiers de la Banque est-elle influencée par ses discours ?

Ces questionnements sur les origines et les impacts du discours outrepassent nos objectifs de recherche, mais ils forment un ensemble d'interrogations dont les enjeux pourraient faire l'objet de recherches futures. Notre objectif était en effet d'analyser l'évolution du rôle de l'urbain dans les WDR. À travers cette réflexion, nous avons été en mesure de nous positionner dans le débat relatif à la question de l'anti-urbain dans le domaine de l'aide au développement.

QUATRIEME PARTIE

Bibliographie et annexes

BIBLIOGRAPHIE

LITTERATURE SCIENTIFIQUE

- Angotti, T. 2006 : Apocalyptic anti-urbanism : Mike Davis and his planet of slums. *International Journal of Urban and Regional Research* 30. 961-968.
- Assidon, E. 2005 : *Les théories du développement*. Paris : La Découverte.
- Banque mondiale. 2005 : *Guide de la Banque mondiale*, Bruxelles : De Boeck.
- Beauregard, R. 2003 (2nd ed) : *Voices of decline : the postwar fate of U.S. cities*. New York : Routledge.
- Berger, P. et Luckmann, T. 2006 : *La construction de la réalité sociale*. Paris : Armand Colin.
- Bochet B. 2007 : La ville comme lieu d'investissement affectif. Colloque La ville mal-aimée, ville à aimer, Cerisy-la-Salle.
- Cavallier, G. 2000 : La nouvelle politique de la Banque mondiale, un essai à transformer. *Les annales de la recherche urbaine* 86 : 150-153.
- Chalas, Y. 2000 : *L'invention de la ville*. Paris : Economica.
- Charnoz, O. et Severino, J.-M. 2007 : *L'aide publique au développement*. Paris : La Découverte.
- Choay, F. 1994 : Le règne de l'urbain et la mort de la ville. In Dethier, J. et Guiheux, A (dir), *La ville, art et architecture en Europe, 1870-1993*. Paris : Editions du Centre Pompidou, 26-35.
- Cling, J.-P. et Roubaud, F. 2008 : *La Banque Mondiale*. Paris : La Découverte.
- Cluet, M. 2007 : Le syndrome de l'atomisation-massification dans la pensée urbanphobe de l'Empire allemand (1871-1918). Communication au Colloque « Ville mal aimée, ville à aimer », 5-12 juin 2007, Cerisy-la-Salle.
- Cohen, M. 2004 : Reframing Urban Assistance : Scale, Ambition and Possibility, *Urban Update, Comparative urban studies project policy brief*, 5.
- Collin Delauaud, A. 1991 : « Crises de croissances dans les grandes villes d'Amérique latine ». In Beaujeu-Garnier, J. et Dezert, B. *La grande ville, enjeu du XXI^{ème} siècle*. Paris : Puf.
- Coquery, M. 1993 : Introduction à l'édition française. In Stren, R. E. et White, R. R. (dir.), *Villes africaines en crise : gérer la croissance urbaine au Sud du Sahara*. Paris : L'Harmattan.
- Davis M. 2006 : *Le pire des mondes possibles, de l'explosion urbaine au bidonville global*. Paris : La découverte.
- De Ponte, G. 2002 : L'évolution du discours sur la ville : des institutions multilatérales d'aide au développement. In *Revue internationale des sciences sociales*, 172. 231-242.
- Easterly, W. 2006 : *The White Man's Burden*. New York : The Penguin Press.

- Foucault, M. 1969 : *L'archéologie du savoir*. Paris : Gallimard.
- Gabas, J.-J. 2008 : La notion de « développement ». In Géronimi, V. et all. *Savoirs et politiques de développement : Questions en débat à l'aube du XXI^e siècle*. Paris : Karthala, 45-64.
- Genestier, P. 2007 : L'urbanophilie actuelle, ou comment le constructionnisme politique cherche à se réaffirmer en s'indexant à la ville. Communication au Colloque « Ville mal aimée, ville à aimer », 5-12 juin 2007, Cerisy-la-Salle.
- Giraut, F. 2009 : Les ambiguïtés de la nouvelle doctrine spatiale de la Banque mondiale. *Cybergeo*, La Banque mondiale et la géographie, mis en ligne le 02. 10. 09. URL : <http://www.cybergeo.eu/index22695.html>
- Glass, R. 1989 : *Clichés of Urban Doom*. Oxford ; New York : Basil Blackwell.
- Gumuchian, H. 1991 : *Représentations et aménagement du territoire*. Paris : Economica, Anthropos.
- Hugon, P. 2003 : Mondialisation, métropolisation et effet de crise dans les économies en développement. In Osmont, A. et Glodblum, C. (dir.) *Ville et citadins dans la mondialisation*. Paris : Karthala, 29-50.
- Hugon, P. 2006 : Peut-on parler d'une crise ou d'un renouveau de l'économie du développement durant la dernière décennie ? In *Revue Tiers-Monde*, 187. 591-619.
- Jodelet, D. 1997 : *Les représentations sociales*, Sociologie d'aujourd'hui, Paris : Presse universitaire de France.
- Jouve, B. 2003 : *La gouvernance urbaine en question*. Paris : Elsevier.
- Lipton M. 1977 : « *Why poor people stay poor : Urban bias in world development* ». London : Temple Smith.
- Maingueneau, D. 2002 : Les rapports des organisations internationales : un discours constituant ? In Rist, G. (dir.) *Les mots du pouvoir, sens et non-sens de la rhétorique internationale*. 119-132.
- Marchand, B. 2007 : L'Urbaphobie en France depuis 200 ans : bref rappel. Communication au Colloque « Ville mal aimée, ville à aimer », 5-12 juin 2007, Cerisy-la-Salle.
- Marchand, B. 2009 : *Les ennemis de Paris : la haine de la grande ville des Lumières à nos jours*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Mathieu, N. 2007 : L'urbaphobie dans la relation ville/campagne. Communication au Colloque « Ville mal aimée, ville à aimer », 5-12 juin 2007, Cerisy-la-Salle.
- Moriconi-Ebrard, F. 2000 : *De Babylone à Tokyo : les grandes agglomérations du monde*. Paris : Ophrys.
- Moriconi-Ebrard, F. 1993 : *L'urbanisation du monde depuis 1950*. Paris : Anthropos.
- Olivier de Sardan, J-P. 2003 : Observation et description en socio-anthropologie. In Blundo, G. et Olivier de Sardan, J-P. (éds) *Pratiques de la description*, Paris : Enquêtes N°3.
- Osmont, A. 1995 : *La Banque Mondiale et les villes*. Paris : Karthala.
- Osmont, A. et Goldblum, C. 2008 : Quelle place pour les villes dans la production des connaissances sur le développement ? In Géronimi, V. et all. *Savoirs et politiques de développement : questions en débats à l'aube du XXI^e siècle*. Paris : Karthala, 165-186.

- Prud'homme, R. 2007 : Le biais anti-urbain dans les pays en développement. Communication au Colloque « Ville mal aimée, ville à aimer » 5-12 juin 2007, Cerisy La Salle.
- Ramsamy, Edward. 2006 : *The World Bank and Urban Development*. London and New York : Routledge.
- Racine, J.-B. 1993 : *La ville entre Dieu et les hommes*. Genève : Presses bibliques universitaires.
- Sachs, I. 1996 : *Quelles villes, pour quel développement ?* Paris : Presses universitaires de France.
- Salomon Cavin, J. 2005 : *La Ville, mal-aimée*. Lausanne : Presse polytechnique et universitaire romande.
- Salomon Cavin, J. 2009 : Eloge de la concentration urbaine. Plaidoyer de la Banque mondiale en faveur de la grande ville. *Cybergeo*, La Banque mondiale et la géographie, mis en ligne le 02. 10. 09. URL : <http://www.cybergeo.eu/index22685.html>
- Severino, J.-M. 1995 : L'aide au développement : vestige du siècle. *Marchés tropicaux et méditerranéens*, hors série. 146-157.
- Severino, J.-M. 2003 : Un paradoxe du développement. *Revue d'économie du développement* 4. 77-97.
- Severino, J.-M. 2007 : « Se préparer aux nouveaux défis démographiques. » Article paru dans le Monde Economique.
- Severino, J.-M. et Obaid, T. A. 2007 : « L'urbanisation, risque ou chance ? » Article paru dans Le Monde le 28 juin 2007.
- Slater, T. 2002 : Fear of the City 1882-1967 : Edward Hopper and the discourse of anti-urbanism. *Social and Cultural Geography* 3(2). 135-154
- Slater, T. 2009 : « Anti-urbanism ». Entries in Kitchin, R. and Thrift, N. (eds) *The international Encyclopedia of Human Geography*. London : Elsevier.
- Söderström, O. 2005 : Representation. In Atkinson, D. Jackson, P. et all. (eds) *A critical Dictionary of Key Concepts*. London / New York : Tauris.
- Treillet, S. 2005 : *L'économie du développement. De Bandoeng à la mondialisation*. Paris : Armand Colin.
- Walther, O. 2009 : The World Development Report 2009 : The Beginning of a Space Odyssey ? *Cybergeo*, La Banque mondiale et la géographie, mis en ligne le 02. 10. 09. URL : <http://www.cybergeo.eu/index22771.html>
- White, M. and White, L. 1962 : *The Intellectual versus the City*. New York : The New American Library.
- Yatta, P. F. 2006 : *Villes et développement économique en Afrique*. Paris : Economica.

OUVRAGES METHODOLOGIQUES

- Becker, H. 1934 : Culture case study and ideal-typical method: with special reference to Max Weber. *Social Forces* (12) 3. 399-405.
- Coenen-Huter, J. 2003 : Le type idéal comme instrument de la recherche sociologique. *Revue française de sociologie* (44) 3. 531-547.

- Cope, M. 2003 : Coding Transcripts and diaries, in Clifford, N. J. and Valentine, G. (eds) *Key Methods in Geography*. London : Sage. 445-459.
- Cresswell, J. W. 1994 : *Qualitative & quantitative Approaches*. London : Sage Publications. 143-172.
- Levy, J. et Lussault, M. 2003 : *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris : Belin.
- Longhurst, R. 2003 : Semi-structured interviews and Focus Group, in Clifford, N. J. and Valentine, G. (eds) *Key Methods in Geography*. London : Sage. 117-132.
- Mucchielli, A. 1996 : *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*. Paris : A. Colin.
- Mucchielli, A. et Paillé, P. : 2003. *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Paris : A. Colin.
- Quivy, R. et Van Campenhoudt, L. 1995 : *Manuel de recherche en sciences sociales*. Paris : Dunod (2^e ed).
- Weber, M. 1995 : *Essai sur la théorie de la science*. Paris : Librairie Plan.

MATERIEL D'ANALYSE

- The World Bank, 1977 : *World development report 1978*. Washington, The World Bank.
- The World Bank, 1978 : *World development report 1979*. Washington, The World Bank.
- The World Bank, 1979 : *World development report 1980*. Part I: Adjustment and growth in the 1980s. Part II : Poverty and human development. Washington, The World Bank.
- The World Bank, 1980 : *World development report 1981*. National and international adjustment. Washington, The World Bank.
- The World Bank, 1981 : *World Development Report 1982*. International development trends. Agriculture and economic development. World development indicators. Washington, The World Bank.
- The World Bank, 1982 : *World Development Report 1983*. World economic recession and prospects for recovery. Management in development. World development indicators. Washington, The World Bank.
- The World Bank, 1983 : *World Development Report 1984*. Recovery or relapse in the economy? Population change and development. Population data supplement. World development indicators. Washington, The World Bank.
- The World Bank, 1984 : *World Development Report 1985*. International capital and economic development. World development indicators. Washington, The World Bank.
- The World Bank, 1985 : *World Development Report 1986*. The hesitant recovery and prospects for sustained growth. Trade and pricing policies in world agriculture. World development indicators. Washington, The World Bank.
- The World Bank, 1986 : *World Development Report 1987*. Barriers to adjustment and growth in the world economy. Industrialization and foreign trade. World development indicators. Washington, The World Bank.

The World Bank, 1987 : *World Development Report 1988*. Opportunities and risks in Managing the world economy. Public finance in development. World development indicators. Washington, The World Bank.

The World Bank, 1988 : *World Development Report 1989*. Financial systems and development. World development indicators. Washington, The World Bank.

The World Bank, 1989 : *World Development Report 1990*. Poverty. Washington, The World Bank.

The World Bank, 1990 *World Development Report 1991*. The challenge of development. Washington, The World Bank.

The World Bank, 1991 : *World Development Report 1992*. Development and the environment. Washington, The World Bank.

The World Bank, 1992 *World Development Report 1993*. Investigating in health. Washington, The World Bank.

The World Bank, 1993 : *World Development Report 1994*. Infrastructure for development. Washington, The World Bank.

The World Bank, 1994 *World Development Report 1995*. Worker in an integrating world. Washington, The World Bank.

The World Bank, 1995 : *World Development Report 1996*. From plan to market. Washington, The World Bank.

The World Bank, 1996 *World Development Report 1997*. The state in a changing world Washington, The World Bank.

The World Bank, 1997 : *World Development Report 1998-1999*. Knowledge for development. Washington, The World Bank.

The World Bank, 1998 : *World Development Report 1999-2000*. Entering the 21st century. Washington, The World Bank.

The World Bank, 1999 : *World Development Report 2000-2001*. Attacking poverty. Washington, The World Bank.

The World Bank, 2000 : *World Development Report 2001-2002*. Building institutions for markets. Washington, The World Bank.

The World Bank, 2002 *World Development Report 2002-2003*. Sustainable development in a dynamic world. Transforming institutions, growth, and quality of life. Washington, The World Bank.

The World Bank, 2003 : *World Development Report 2003-2004*. Making services work for poor people. Washington, The World Bank.

The World Bank, 2004 *World Development Report 2004-2005*. A better investment climate for everyone. Washington, The World Bank.

The World Bank, 2005 : *World Development Report 2005-2006*. Equity and development. Washington, The World Bank.

The World Bank, 2006 : *World Development Report 2006-2007*. Development and the next generation. Washington, The World Bank.

The World Bank, 2007 : *World Development Report 2007-2008*. Agriculture for development. Washington, The World Bank.

The World Bank, 2008 : *World Development Report 2009. Reshaping Economic Geography*, Washington, The World Bank. – (vue d'ensemble en français : Banque Mondiale, 2008, rapport sur le développement dans le monde 2009 : repenser la géographie économique).

The World Bank, 2009 : *World Development Report 2010. Development and climate change*. Washington, The World Bank.

SITES INTERNET

<http://www.citiesalliance.org/ca/>

<http://www.un.org/>

<http://www.unhabitat.org/>

<http://www.wburbanstrategy.org/urbanstrategy/>

<http://www.worldbank.org/>

ANNEXES

ANNEXE N° 1 : LISTE DES ACRONYMES

AID : Agence internationale pour le développement

AFD : Agence France développement

AMIG : Agence multilatérale de garantie des investissements

APD : Aide publique au développement

BIRD : Banque internationale pour la reconstruction et le développement

BM : Banque mondiale

CIRDI : Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements

FMI : Fond monétaire international

GEI : Groupe d'évaluation indépendante

IBW : Institution Bretton Woods

OMD : Objectifs du millénaire pour le développement

ONG : Organisation non gouvernementale

PAS : Programme d'ajustement structurel

PED : Pays en développement

PIB : Produit intérieur brut

PMA : Pays les moins avancés

PRITI : Pays à revenus intermédiaires de la tranche inférieure

SFI : Société financière internationale

UNICEF : The United Nations children's fund

WDR : World development report

WGI : Worldwide governance indicators

ANNEXE N° 2 : LISTE DES PAYS SIGNATAIRES DE LA BM

Liste des pays signataires en 2010 (186 pays)

Afghanistan	Dominica	Lebanon	Sao Tome and Principe
Albania	Dominican Republic	Lesotho	Saudi Arabia
Algeria	Ecuador	Liberia	Senegal
Angola	Egypt, Arab Republic of	Libya	Serbia
Antigua and Barbuda	El Salvador	Lithuania	Seychelles
Argentina	Equatorial Guinea	Luxembourg	Sierra Leone
Armenia	Eritrea	Macedonia, FYR of	Singapore
Australia	Estonia	Madagascar	Slovak Republic
Austria	Ethiopia	Malawi	Slovenia
Azerbaijan	Fiji	Malaysia	Solomon Islands
Bahamas, The	Finland	Maldives	Somalia
Bahrain	France	Mali	South Africa
Bangladesh	Gabon	Malta	Spain
Barbados	Gambia, The	Marshall Islands	Sri Lanka
Belarus	Georgia	Mauritania	St. Kitts and Nevis
Belgium	Germany	Mauritius	St. Lucia
Belize	Ghana	Mexico	St. Vincent and the Grenadines
Benin	Greece	Micronesia, Federated States of	Sudan
Bhutan	Grenada	Moldova	Suriname
Bolivia	Guatemala	Mongolia	Swaziland
Bosnia and Herzegovina	Guinea	Montenegro	Sweden
Botswana	Guinea-Bissau	Morocco	Switzerland
Brazil	Guyana	Mozambique	Syrian Arab Republic
Brunei Darussalam	Haiti	Myanmar	Tajikistan
Bulgaria	Honduras	Namibia	Tanzania
Burkina Faso	Hungary	Nepal	Thailand
Burundi	Iceland	Netherlands	Timor-Leste
Cambodia	India	New Zealand	Togo
Cameroon	Indonesia	Nicaragua	Tonga
Canada	Iran, Islamic Republic of	Niger	Trinidad and Tobago
Cape Verde	Iraq	Nigeria	Tunisia
Central African Republic	Ireland	Norway	Turkey
Chad	Israel	Oman	Turkmenistan
Chile	Italy	Pakistan	Uganda
China	Jamaica	Palau	Ukraine
Colombia	Japan	Panama	United Arab Emirates
Comoros	Jordan	Papua New Guinea	United Kingdom
Congo, Democratic Republic of	Kazakhstan	Paraguay	United States
Congo, Republic of	Kenya	Peru	Uruguay
Costa Rica	Kiribati	Philippines	Uzbekistan
Cote d'Ivoire	Korea, Republic of	Poland	Vanuatu
Croatia	Kosovo	Portugal	Venezuela, Republica Bolivariana de
Cyprus	Kuwait	Qatar	Vietnam
Czech Republic	Kyrgyz Republic	Romania	Yemen, Republic of
Denmark	Lao People's Democratic Republic	Russian Federation	Zambia
Djibouti	Latvia	Rwanda	Zimbabwe

Source : www.worldbank.org : 2010.

ANNEXE N° 3 : REPARTITION DES DROITS DE VOTE DES PAYS MEMBRES (EN % DU TOTAL)

<i>Rang</i>	<i>Pays</i>	<i>%</i>	<i>Rang</i>	<i>Pays</i>	<i>%</i>
1	Etats-Unis	16,39	13	Brésil	2,07
2	Japon	7,86	14	Belgique	1,81
3	Allemagne	4,49	15	Espagne	1,75
4	Royaume-Uni	4,30	16	Suisse	1,66
-	France	4,30	17	Australie	1,53
6	Chine	2,78	18	Iran	1,48
-	Inde	2,78	19	Venezuela	1,27
-	Russie	2,78	20	Mexique	1,18
-	Italie	2,78	21	Indonésie	0,94
-	Arabie Saoudite	2,78	22	Suède	0,94
-	Canada	2,78	23	Danemark	0,85
12	Pays-Bas	2,21	24	Koweït	0,84

Source : CLING et ROUBAUD 2008 : 15.

ANNEXE N° 4 : GRILLE D'ENTRETIEN

L'évolution du discours urbain de la Banque mondiale

DONNEES PERSONNEL

<i>Mots-clés</i>	<i>Questions</i>
Fonction au sein de la Banque mondiale	<ul style="list-style-type: none">• Quel est (était) votre rôle au sein de la Banque ?• En quoi consiste(ait)-t-il ?• Depuis quand (jusqu'à quand) travaill(i)ez-vous pour la Banque ?

DONNEES CONCERNANT LA BM ET LA VILLE

<i>Mots-clés</i>	<i>Questions</i>
Ville et Banque	<ul style="list-style-type: none">• Comment, selon vous, la Banque concevait-elle la ville des pays du Sud ?• Comment la Banque parle / parlait-elle de la ville ? et de la campagne ?• Que pensez-vous de l'aide de la Banque consacrée à la ville actuellement ?• Et par le passé ?
Biais anti urbain ?	<ul style="list-style-type: none">• Quels éléments ont pu influencer sur un discours négatif de la ville ?• Quels éléments ont pu influencer sur l'absence d'un discours sur la ville ?• Avez-vous constaté un changement dans le discours concernant la ville, ces dernières années ?
Ville et développement	<ul style="list-style-type: none">• Comment la ville du Sud peut-elle contribuer au développement des pays ?• Pensez-vous que le rôle de la ville du sud soit reconnu au sein de la BM ?• Est-ce que cette vision du développement a déjà existé dans le passé ?• Si oui, quand et comment ?
Ville et WDR	<ul style="list-style-type: none">• Comment les rédacteurs des WDR sont-ils choisis ?• Qui choisit les sujets, le contenu des WDR ?• Depuis quand et comment parle-t-on de la ville dans les WDR ?
Avenir de la ville	<ul style="list-style-type: none">• Comment voyez vous l'avenir du secteur urbain de la Banque mondiale ?
Ville	<ul style="list-style-type: none">• Pourquoi la Banque s'est-elle peu intéressée à la ville pendant longtemps ?• Pourquoi cet élan urbain ces dernières années (WDR 2009, Cities Alliance, symposium de la recherche urbains, stratégies urbaines...) ?
Avenir	<ul style="list-style-type: none">• À l'avenir, quelle sera l'attitude de la Banque à l'égard de la ville ?

ANNEXE N° 4 : DONNEES, NOMBRE D'OCCURRENCES

DATES	CITY	CITIES	URBAN	URBANISATION	TOTAL VILLE	AGRI-	FARM-	RURAL	TOTAL RURAL
1978	3	5	54	5	67	190	118	42	350
1979	33	96	233	56	418	289	56	112	457
1980	4	15	76	7	102	121	101	76	298
1981	3	9	36	8	56	161	32	45	238
1982	8	8	40	4	60	550	408	129	1087
1983	4	9	31	4	48	95	25	41	161
1984	18	37	174	12	241	146	45	174	365
1985	6	6	19	4	35	73	7	8	88
1986	4	7	53	2	66	820	460	92	1372
1987	7	7	30	7	51	147	17	14	178
1988	13	47	124	2	186	142	47	84	273
1989	4	10	31	8	53	99	68	46	213
1990	5	14	192	7	218	274	250	333	857
1991	3	15	55	16	89	247	119	52	418
1992	82	94	143	11	330	247	161	107	515
1993	16	23	65	4	108	36	19	87	142
1994	14	23	180	11	228	42	27	97	166
1995	14	12	66	6	98	136	64	80	280
1996	10	8	56	5	79	93	59	65	217
1997	17	4	47	8	76	58	24	30	112
1998-1999	17	12	41	1	71	123	187	93	403
1999-2000	144	296	471	106	1017	141	35	120	296
2000-2001	19	12	150	2	183	221	162	311	694
2001-2002	9	5	42	1	57	238	216	141	595
2002-2003	149	250	496	23	918	363	200	262	825
2003-2004	48	25	84	2	159	10	23	200	233
2004-2005	19	17	49	1	86	66	83	172	321
2005-2006	17	19	135	7	178	150	163	225	538
2006-2007	25	20	100	1	146	41	38	167	246
2007-2008	13	19	318	123	473	3394	1393	1442	6229
2009	334	564	805	377	2080	174	76	401	651
2010	38	164	35	237	401	554	258	75	887

ANNEXE N° 5 : DONNEES, NOMBRE D'OCCURRENCES PAR PAGE

DATES	CITY	CITIES	URBAN-	TOTAL URBAIN	AGRICULTURE	FARM-	RURAL	TOTAL RURAL
1978	2	3	28	33	56	23	25	104
1979	14	20	41	75	70	14	38	122
1980	4	11	38	53	62	28	42	132
1981	3	6	23	32	62	11	25	98
1982	7	6	22	35	93	61	38	192
1983	4	6	16	26	52	17	25	94
1984	11	22	59	92	57	26	78	161
1985	6	3	8	17	39	5	5	49
1986	5	4	25	34	143	87	39	269
1987	9	4	15	28	61	13	10	84
1988	8	23	50	81	66	16	35	117
1989	4	7	19	30	41	29	24	94
1990	5	9	70	84	92	57	98	247
1991	4	10	39	53	106	43	35	184
1992	40	43	66	149	100	63	58	221
1993	10	17	40	67	21	12	43	76
1994	12	17	75	104	26	11	50	87
1995	9	8	35	52	61	31	44	136
1996	9	6	34	49	46	23	34	103
1997	9	4	23	36	32	14	23	69
1998-1999	10	9	22	41	61	50	51	162
1999-2000	59	78	124	261	61	19	56	136
2000-2001	13	7	82	102	102	59	126	287
2001-2002	6	4	26	36	60	50	52	162
2002-2003	59	68	118	245	122	72	94	288
2003-2004	27	13	55	95	9	15	86	110
2004-2005	14	15	35	64	36	38	69	143
2005-2006	14	11	80	105	85	50	104	239
2006-2007	17	16	54	87	22	17	82	121
2007-2008	10	13	152	175	349	272	245	866
2009	130	183	197	510	94	43	132	269
2010	29	53	118	200	192	88	52	332

